

HISTOIRE

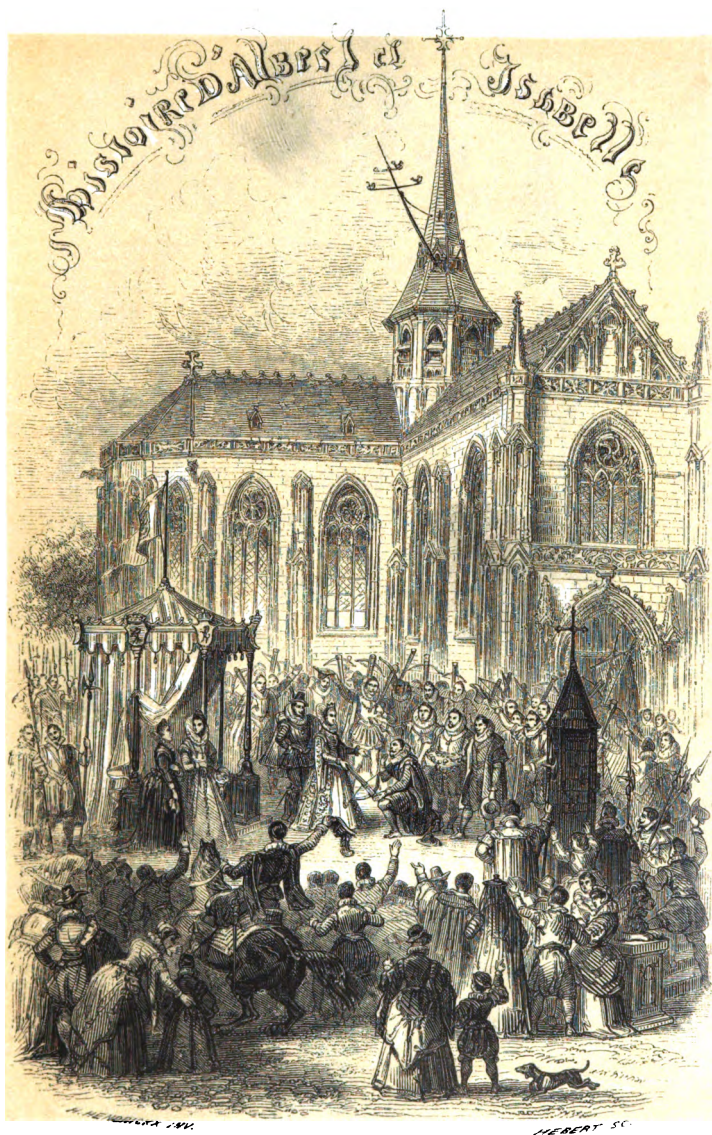
D'ALBERT ET ISABELLE.

Imprimerie de la Société Typographique Belge.

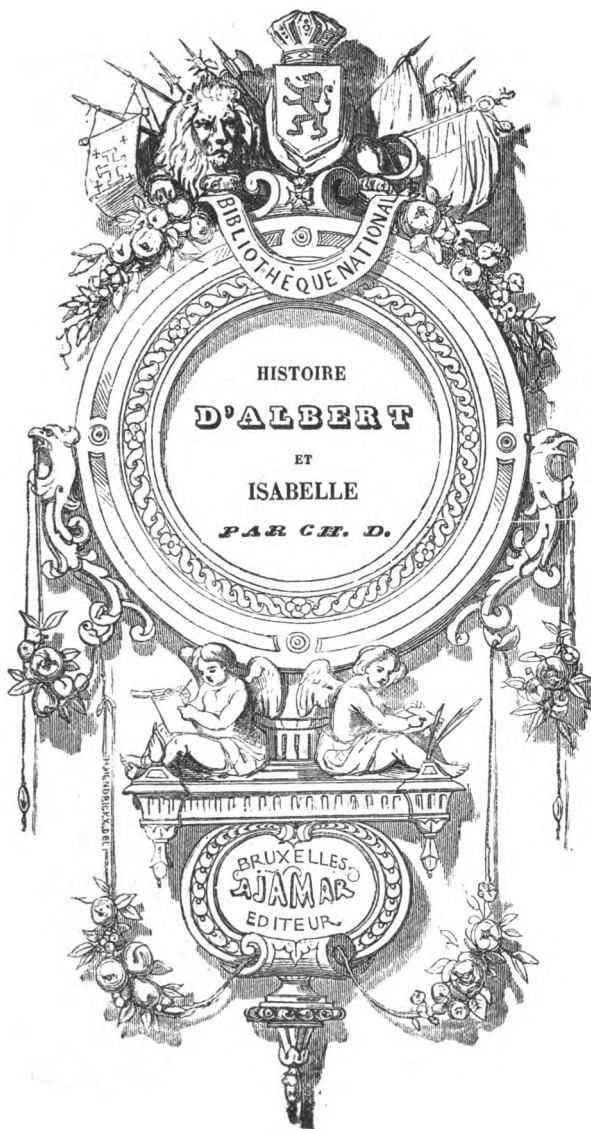
ADOLPHE WAHLEN ET COMPAGNIE.



L'archiduc Albert à la bataille de Nieuport.



L'archiduchesse Isabelle remportant le prix de l'arbalète.



« L'époque d'Albert et Isabelle est extrêmement
« remarquable dans l'histoire de la Belgique. Pour
« la première fois, le pays, ramené à l'unité, eut une
« administration nationale. Pendant cette période, il
« produisit une foule d'hommes remarquables et
« exerça au dehors une puissante influence. »

Tel est le sujet que l'Académie royale des sciences
et des lettres de Bruxelles mettait au concours en
1841 pour l'année 1843.

Elle ajoutait :

« On sent que ce n'est pas un simple mémoire que
« l'Académie attend, mais un livre qui unisse au
« mérite du fond celui de la forme et où le sujet soit
« traité dans toute sa plénitude, c'est-à-dire, sous

« les différents rapports de la politique intérieure et
« extérieure, de l'administration, du commerce, de
« l'état social, de la culture des sciences, des lettres
« et des arts. Pour la parfaite intelligence des faits,
« l'ouvrage devra présenter, comme introduction, le
« tableau de la situation de nos provinces à l'avéne-
« ment des Archiducs. »

L'auteur de ce volume, entraîné par l'attrait du sujet plus que par la confiance en ses propres forces, osa répondre à cette grande question, dans un mémoire portant pour épigraphe : *Et pius est Patriæ facta referre labor*. L'Académie, sans couronner ce travail, a cependant cru devoir lui accorder la première place parmi les trois mémoires qui lui avaient été présentés; et nous avons été sensible à cette distinction : mais une récompense encore plus douce de nos efforts sera de voir accueillir favorablement par les nombreux lecteurs de la *Bibliothèque nationale* un ouvrage inspiré surtout par l'amour de la patrie.

On pense bien qu'avant de le livrer au public sous les formes adoptées pour cette collection, nous l'avons remis sur le métier, et que nous avons cherché, en le débarrassant de détails spéciaux qui n'intéressent que les savants, à n'y présenter que ce qui s'adresse à la généralité des lecteurs.

Nous avons, en conséquence, retranché les nombreuses citations d'auteurs, auxquelles nous renvoyions dans notre mémoire pour l'Académie. On conçoit que, pour le mérite du fond, ce n'est pas de l'auteur lui-même qu'un ouvrage historique peut le tenir. Les événements n'appartiennent pas à l'écrivain, et aucun genre d'originalité n'est plus répréhensible que celui de prétendre innover en histoire; aussi nous sommes-nous borné, pour les faits, à la lecture des auteurs qui nous ont paru les plus dignes de foi, et nous avons travaillé particulièrement sur les ouvrages de Van Meteren et de Bentivoglio. Les histoires générales de la Belgique, celle de M. Moke, entre autres, nous ont été d'un grand secours. Nous citons encore et même nous transcrivons un grand nombre de placards d'après lesquels nous traçons le tableau de l'administration intérieure du pays; enfin plusieurs personnes, aussi distinguées par leur savoir que par leur obligeance, ont bien voulu nous aider de leurs lumières et de leurs conseils. Qu'elles acceptent ici l'hommage de notre reconnaissance.

C. D.

Liège, 9 mars 1847.

INTRODUCTION.

Les Belges, avant la domination romaine, ne nous sont guère connus que par les écrivains de la nation conquérante; mais ce n'est pas une des moindres gloires de nos pères, que d'avoir arraché au vainqueur lui-même, à l'un des premiers capitaines du monde, cet aveu solennel qui ouvre le récit de ses exploits dans les Gaules : *De tous les Gaulois, les plus courageux sont les Belges !*

Soumis et non domptés, malgré l'extermination presque entière de leurs deux tribus les plus puissantes, les Nerviens et les Éburons, les peuples de la Belgique se rangent avec enthousiasme sous les drapeaux de C. Julius Vindex, de Civilis, et le Ménapien Carausius doit au courage de ses rudes compatriotes la conquête de la Bretagne et une puissance égale à l'empire.

Enfin les barbares arrivent. La Belgique leur ouvre le chemin qui va les conduire, à travers les Gaules,

jusqu'au cœur et jusqu'aux extrémités méridionales de l'empire d'Occident. Sans leur opposer une résistance active, les cités de la Gaule belgique ne sont pas épargnées, et, pendant près d'un siècle, elles sont le théâtre d'affreuses dévastations ; les légions romaines, déjà rappelées de la Bretagne et de l'Armorique, se retirent pied à pied du nord de la Gaule et de la Belgique entière devant l'héroïque nation des Franks, à qui la victoire des champs catalauniques (1) avait révélé sa puissance. Clovis, deuxième successeur de Mérovée, abandonna Tournai où Clodion avait fixé la résidence des rois saliens ; mais la Belgique n'en demeure pas moins unie à la domination et aux destinées de la nation franke jusqu'à l'extinction de la dynastie carlovingienne. Partagée dès lors entre la suzeraineté des rois de France et celle des empereurs d'Allemagne, la malheureuse Belgique ne peut même conserver l'unité de la servitude.

Cependant sous le poids même de cette oppression, que d'héroïsme, que de grandeur ! C'est pendant longtemps la terre asservie qui donne des maîtres à la nation conquérante ; et quand, épuisée dans un seul homme, la source du sang carlovingien se tarit ; quand, ouverte de toutes parts aux invasions du Nord, la monarchie franke se morcelle en une multitude de souverainetés, les seigneurs belges restent unis et presque seuls résistent au torrent.

(1) Châlons-sur-Marne.

Les croisades, qui prévinrent le déluge de l'islamisme sur la chrétienté, et firent jaillir sur l'Occident les lumières de l'Orient, furent pour la Belgique surtout une ère de rénovation, en même temps qu'elles offrirent à ses fils l'occasion de s'illustrer par d'immortels exploits.

C'est aux croisades qu'il faut rapporter la cause première de l'émancipation des communes. Cette liberté du foyer, ce droit d'élire leurs magistrats, de voter les impôts, les Belges le payent de leur or, de leur sang, le maintiennent avec le fer, et les franchises communales se développent à un tel point, qu'elles nuisent à l'esprit d'unité, de nationalité; mais, malgré ce défaut de centralisation, combien d'admirables choses inspirées par le dévouement à la commune! Quelles magnifiques annales que celles de nos grandes cités, vastes fourmilières d'hommes qui, au premier appel du beffroi, mettaient sur pied une armée entière, et ne craignaient pas de lutter contre l'empereur d'Allemagne et contre le roi de France!

Si notre histoire féodale a de merveilleux épisodes, tels que ceux de la royauté chrétienne de Godefroid de Bouillon sur les bords du Jourdain, et de l'empire de Baudouin de Flandre aux rives du Bosphore, celle de nos communes n'est pas moins intéressante; elle a ses pages écrites en caractères de sang sur vingt champs de bataille; ses pages plus glorieuses, plus durables encore dans les superbes monuments d'architecture par lesquels nos pères ont consacré leur

existence religieuse et civile : ces monuments, que le temps n'a pas détruits, ce sont nos cathédrales, nos hôtels de ville, et les échos ne cesseront de répéter les noms des grands citoyens qui en dotèrent leur patrie, les Notger d'une part, les Artevelde de l'autre.

Ces puissantes communes du ^{xiv}^e siècle penchaient vers les idées républicaines, qu'achevait de développer l'essor d'un commerce immense, d'une industrie infatigable, d'une agriculture savante et perfectionnée; nouvelle force imprimée à cet esprit d'isolement et de patriotisme local dont nous parlions plus haut.

Mais, après l'époque du moyen âge, la Belgique, par droit de succession, par alliances ou par conquête, finit par obéir à un seul souverain. Philippe le Bon, dont la vengeance avait ébranlé et mis en péril le trône de France, vint de nouveau lui servir d'appui. Louis XI, battu à Montlhéry par le fils impétueux du souverain des Pays-Bas, ne s'arrêtait pas un moment dans les projets qu'il avait formés contre le corps féodal, et la fastueuse magnificence de Philippe le Bon et l'ambition téméraire de Charles, son fils, l'aidèrent à faire prévaloir le système monarchique. Quant aux institutions chevaleresques, elles étaient frappées au cœur par la découverte de la poudre à canon, qui dérangeait tous les calculs de la stratégie, égalisait les chances de la guerre et mettait les plus faibles combattants au niveau des preux les plus redoutés.

Cependant le monarque français ne pouvait réaliser la centralisation des anciens fiefs de la couronne sans en affranchir complètement quelques-uns, ceux au moins qui depuis longtemps s'étaient soustraits à l'obligation de l'hommage et en étaient même venus à traiter de puissance à puissance avec le suzerain. Telle était la Belgique qui, sans s'appartenir encore à elle-même, cessa dès lors d'être sous la dépendance de plusieurs maîtres.

Philippe le Bon fit acte de souveraineté en instituant l'ordre de la Toison d'or, et Charles le Téméraire en établissant à Malines une cour suprême, d'où relevaient toutes les autres cours de justice, et par laquelle il introduisait l'unité de juridiction dans ses États. Il y rattacha également les diverses chambres des comptes, chargées de surveiller le maniement des fonds publics. La centralisation du pouvoir judiciaire et de l'administration des finances dans des provinces fractionnées par l'esprit de localité, était une mesure qui ne pouvait manquer d'être féconde en résultats. Ajoutez-y l'armée, composée presque tout entière de soldats étrangers, stipendiés par le souverain, et vous aurez tout de suite les trois grands éléments constitutifs de la royauté moderne, comme la comprenait Louis XI, comme il l'inaugura dans l'Europe du ^{xv}^e siècle.

On sait que c'est le duc de Bourgogne qui conçut le magnifique dessein de cette royauté; un moment même l'Empereur sembla se prêter à ses vues; mais la sourde politique du roi de France renversa tout à

coup ses projets, et le dépit précipita la fin de ses illusions et de son règne.

Les Belges, sur qui il avait fait peser un sceptre de fer, oublièrent leurs griefs à l'aspect de sa triste destinée. Ils recueillirent avec respect les débris de son cadavre à demi dévoré par les loups, et lui firent de royales obsèques. Puis ils reportèrent sur sa fille leur intérêt et bientôt leur douleur.

Néanmoins ils profitèrent de la jeunesse et de l'inexpérience de la noble orpheline pour revendiquer ou reprendre de vive force les privilèges dont Charles le Téméraire et son prédécesseur les avaient dépouillés. Toutes les passions populaires se réveillèrent d'autant plus turbulentes et plus terribles qu'elles avaient été plus longtemps comprimées.

Bientôt à ces troubles intérieurs vinrent se joindre les dangers d'une invasion étrangère. Louis XI s'acheminait à la conquête du bel héritage tombé aux mains d'une enfant, et mettait un plaisir cruel à faire payer à la fille l'humiliation qu'il avait reçue du père.

Les états crurent soustraire leur jeune souveraine à l'ambition de l'avide monarque en la mariant au fils de l'empereur d'Allemagne. Hélas ! cette mesure, qui semblait propre à sauver la Belgique, lui préparait une longue série de malheurs et rivait, pour ainsi dire, ses fers en l'attachant à une nouvelle dynastie de souverains étrangers.

La bataille de Guinegate rassura le pays contre

l'ambition de la France; Louis XI fut forcé de signer une trêve dont l'intervalle se passa en fêtes où l'archiduc laissa percer la légèreté de son caractère. Mais l'intérêt inspiré par Marie de Bourgogne, et que l'on devait à ses malheurs, à sa beauté, à ses vertus, jetait un voile sur les défauts du prince; et deux enfants, Philippe et Marguerite, fruit de cette union, tranquillisaient le pays sur son avenir. Malheureusement, en perdant son épouse, Maximilien perdit en quelque sorte son bon génie; une blessure grave, dont par pudeur elle n'osa point parler même à son époux, la conduisit au tombeau à l'âge de vingt-cinq ans (28 mars 1482). A dater de ce jour, la régence exercée par Maximilien, en qualité de père et de tuteur de Philippe, ne fut qu'une longue suite de troubles, d'agitations, de guerres civiles et étrangères. Ces ravages ne s'arrêtèrent un instant que devant ceux de la peste qui, à Bruxelles, moissonna plus de trente mille habitants.

Enfin la Belgique fut délivrée de Maximilien, devenu empereur à la mort de son père (1493). Tous les cœurs s'ouvrirent à l'espérance; le régent s'éloignait, et à son autorité contestée succédait le pouvoir légitime de son fils, l'archiduc Philippe, alors âgé de quinze ans. Des transports unanimes saluèrent l'avènement d'un souverain national que recommandaient à la fois son titre de Belge, sa beauté et le souvenir des vertus de sa mère. Une grande révolution s'opéra, comme par enchantement, dans les dispositions des

masses, naguère inflexibles à l'égard du père, et déjà ralliées autour du fils.

La rupture du mariage arrêté entre le roi Charles VIII et Marguerite d'Autriche, sœur de Philippe le Beau, acheva de rassurer les Belges qui redoutaient pour leur indépendance des rapports même fraternels avec les princes français. C'étaient des voisins trop dangereux. Au contraire, toutes les provinces applaudirent à la double alliance (1496-1497) qui unit Marguerite d'Autriche à l'infant don Juan d'Espagne, fils de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, et Philippe le Beau à l'infante dona Juana, fille des mêmes souverains.

Ferdinand et Isabelle étaient à cette époque les monarques les plus puissants de l'Europe; toutes les Espagnes se trouvaient réunies sous leur sceptre, et ils venaient de conquérir sur les Mores de Boabdil le royaume de Grenade, terminant ainsi cette terrible guerre qui durait depuis *huit siècles* (711-1492).

L'année même de la conquête de Grenade, Christophe Colomb donnait un nouveau monde à l'Espagne.

La mort prématurée de l'infant don Juan, en laissant sa sœur héritière unique de Ferdinand et d'Isabelle, apporta un grand changement dans la situation de nos aïeux. La Belgique eut la gloire de donner des souverains à l'Espagne, aux Indes, à l'Empire germanique, et devint le berceau d'un autre Charlemagne; mais cette gloire elle devait la payer de son indépendance.

Le règne de Charles-Quint lui-même, si grand et si glorieux pour l'Espagne et l'Allemagne, fut loin d'être prospère pour la Belgique. Ce prince qui, parmi ses titres de noblesse, mettait en tête celui de bourgeois de la ville de Gand, ne manqua pas, au besoin, de fermeté et de vigueur pour châtier ses rebelles compatriotes. Quant au règne de Philippe II, son fils, on sait qu'il fut une période de bouleversements aux convulsions de laquelle succéda le calme, hélas ! trop éphémère, du gouvernement d'Albert et d'Isabelle.

Avant d'en venir au récit de cette heureuse époque, quelques mots sur la crise qui l'a précédée serviront à éclairer le fond du tableau où vont paraître ces deux illustres personnages.

Les derniers revers du règne de Charles-Quint lui avaient fait apprécier ses succès à leur juste valeur ; il voyait la France se relever et grandir ; la réforme un moment entravée ressaisir ses premiers avantages et menacer le trône même du saint-empire ; d'un autre côté, le peu d'intelligence apparente et la constitution délicate de l'infant don Philippe éveillaient sa sollicitude. L'erreur du père sur le compte de l'infant ne provenait que de l'éducation tout espagnole que son fils avait reçue ; mais cette erreur, les populations des Pays-Bas et les princes de l'Empire la partagèrent, quand Philippe visita nos contrées et qu'il se rendit ensuite en Allemagne ; sa froideur passa pour du dédain, sa réserve pour de l'incapacité.

Malgré cela, toutes nos cités lui firent le plus

brillant accueil, et signalèrent sa présence par des fêtes royales. Mais ces joyeuses entrées, ces interminables cérémonies, ces banquets multipliés répugnaient à ses goûts, fatiguaient sa faiblesse; la conviction du peu de sympathie qu'il inspirait aux Belges, frappés du contraste qu'ils remarquaient entre le père et le fils, achevait de réagir sur un caractère naturellement fier et timide. En Allemagne il fut encore plus mal jugé; aussi Charles-Quint résolut-il de laisser l'Empire à son frère Ferdinand.

Cependant le vieux monarque, fatigué du poids de toutes ses couronnes, ne voulut pas les porter plus longtemps. Il rappela d'Angleterre son fils, qui avait épousé la reine Marie Tudor, et, le 25 octobre 1555, il lui remit la souveraineté des Pays-Bas.

L'Empereur parut dans la salle où étaient rassemblés les états, la main appuyée sur l'épaule du prince d'Orange, et accompagné de l'infant, de la gouvernante, du duc de Savoie, de tous les ambassadeurs qui se trouvaient à Bruxelles, et des chevaliers de la Toison d'or; il prit place sur un trône, et fit asseoir l'infant, la gouvernante et les principaux seigneurs.

Alors le conseiller Philibert de Bruxelles exposa, au nom de l'Empereur, les motifs qui le portaient à se retirer en Espagne, et à investir son fils de la souveraineté des Pays-Bas, charge en rapport avec sa jeunesse et qu'il remplirait avec *amour et justice*. Il termina son discours en remerciant les états, toujours au nom de l'Empereur, du zèle avec lequel ils

avaient fourni toutes les sommes nécessaires aux besoins de l'administration, et en les exhortant à maintenir la religion catholique.

Aussitôt l'Empereur se leva, et, à l'aide de quelques notes qui venaient au secours de sa mémoire affaiblie, il raconta rapidement les voyages, les entreprises, les guerres, les efforts qu'il avait faits pour le bien de ses sujets, depuis l'année 1515, époque où il était sorti de la tutelle de son aïeul, et où il avait quitté les Pays-Bas pour se rendre dans la péninsule hispanique. Il dit comment il avait accompli neuf voyages en Allemagne, six en Espagne, sept en Italie, dix dans les Pays-Bas, quatre en France, deux en Angleterre, deux en Afrique, en tout quarante voyages ou expéditions, pour lesquels il avait traversé huit fois la Méditerranée, et plusieurs fois l'Océan.

Revenant ensuite sur l'exposé présenté par le conseiller Philibert, il parla de son âge, de ses infirmités et de la nécessité où il se trouvait de céder à son fils des provinces qu'il ne pouvait plus gouverner comme par le passé.

« Je me suis efforcé, ajouta-t-il, de remplir consciencieusement mes devoirs; mais si je n'ai pu toujours y réussir, si j'ai eu quelque tort, c'est à mon insu; et je prie mes fidèles sujets de me pardonner des erreurs involontaires pour lesquelles j'implore la clémence de Dieu, et qui, je l'espère, seront réparées par mon fils, grâce à la protection de l'Éternel. »

De grosses larmes roulaient le long de ses joues vénérables pendant qu'il tenait ce langage, si conforme à l'acte extraordinaire qui couronnait une carrière si glorieuse. Son attendrissement se communiqua à l'assemblée, et tous les yeux furent mouillés de pleurs; des sanglots s'échappèrent de toutes les poitrines. Au milieu de l'émotion générale qu'il partageait, l'infant don Philippe se leva, et, tombant à genoux devant son père, il avoua humblement qu'il était indigne d'une si haute faveur; mais que, puisque tel était le bon plaisir de Sa Majesté, il lui exprimait du fond du cœur sa profonde reconnaissance; qu'il acceptait la souveraineté des Pays-Bas, dont il gouvernerait les populations avec tant de douceur et de droiture qu'il s'acquerrait leur affection, après leur avoir prouvé par des faits tout son dévouement, toute sa tendresse.

Après ces paroles, le prince se tourna du côté de l'assemblée, et dit en français : « Messieurs, je voudrais savoir mieux parler la langue du pays, afin de vous exprimer les sentiments d'amitié que je vous porte; mais l'évêque d'Arras suppléera à mon insuffisance. »

Ce prélat déclara de la manière la plus franche et la plus explicite l'affection sincère que Sa Majesté avait vouée à ses sujets des Pays-Bas, sa ferme volonté, son intention sincère de les gouverner avec justice et douceur, de les défendre et maintenir comme un bon seigneur doit le faire.

Ensuite le docteur Jacob Maes, pensionnaire d'Anvers, répondit au nom des états généraux. A son tour, la reine Marie prit la parole en qualité de gouvernante des Pays-Bas qu'elle administrait depuis vingt-cinq ans, d'après la volonté de son frère l'Empereur et roi.

Après ces différents discours, l'Empereur délia ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté; actes en furent dressés; Charles les signa et les scella de sa main. Puis, quittant son trône, il y fit asseoir son fils en priant Dieu de le bénir, et il sortit de l'assemblée.

Le roi reçut du haut du trône les hommages des états; on brisa les sceaux de l'Empereur, que l'on remplaça par ceux de Philippe, lesquels servirent aussitôt à sceller quelques actes et des lettres de grâce.

Nous l'avons dit, avec le règne de Philippe II s'ouvre pour les Pays-Bas une ère de crises, de guerres civiles et religieuses, de convulsions sanglantes, de calamités sans compensation.

Pourtant les premiers jours en furent brillants; les journées de Saint-Quentin et de Gravelines parurent borner les succès de la France et inaugurer glorieusement le nouveau règne; mais des victoires ne sont pas des garants de prospérité assez certains; Saint-Quentin et Gravelines, ces deux filles immortelles de d'Egmont, l'Épaminondas de notre Belgique, ne purent le sauver de la mort la plus déplorable. Bientôt

même le souvenir n'en subsista plus que dans un monument de pierres, d'une forme terrible et qui rappelait les intentions menaçantes d'un roi que l'hérésie faisait trembler pour son trône (1).

Avant de quitter les Pays-Bas, Philippe en confia le gouvernement à Marguerite, princesse de Parme, fille naturelle de Charles-Quint, et d'une demoiselle de Gand, nommée Marguerite Van Geest. Cette princesse était digne de remplacer les deux gouvernantes qui l'avaient précédée au pouvoir. Elle appartenait à la Flandre par sa mère; elle avait pour elle l'éclat du nom paternel, et son caractère ne manquait ni de prudence, ni de fermeté. D'ailleurs, autour de Marguerite se trouvaient six conseillers, choisis par Philippe, et qui devaient la seconder de leur expérience et de leurs talents.

Mais le conseil se trouvait divisé en deux fractions égales; d'un côté, trois hommes essentiellement dévoués à la couronne; de l'autre, trois grands seigneurs qui représentaient plutôt le pays que le roi; mais, en cas de lutte entre ces deux fractions, la voix de la gouvernante donnait la prépondérance aux conseillers vers lesquels elle inclinait, et qu'il est inutile de désigner; c'étaient les hommes du pouvoir.

L'éclair précurseur de l'orage commençait à briller dans un ciel serein, tandis que Philippe II était encore dans les Pays-Bas. Les états, assemblés à

1, Le palais de l'Escurial a la forme d'un gril.

Gand, s'opposaient énergiquement au séjour de trois mille fantassins espagnols que Charles-Quint y avait amenés. Le roi aurait cédé à leur demande; mais les états basèrent leur refus sur ce que ces soldats n'appartenaient pas au pays. « Vous verrez, dit Philippe avec amertume, que les Belges voudront m'expulser, en ma qualité d'étranger. »

Avec le caractère sombre et dissimulé de Philippe, cette prévention devait grandir au lieu de se dissiper, et déjà son regard profond avait démêlé le véritable auteur de la résistance des états. Aussi, le 20 août 1559, dans le port de Flessingue, il adressa de vifs reproches au prince d'Orange. « C'est vous seul, lui dit-il, qui avez dirigé les états. » Ces paroles étaient un cartel à mort entre la maison d'Autriche et la maison de Nassau.

Néanmoins la lutte n'éclata ouvertement que quelques années plus tard; mais les germes d'irritation étaient semés dans le sol comme dans les esprits; et chaque jour, amenant de nouveaux griefs, préparait l'éruption du volcan.

La création des évêchés nouveaux, qu'on appelait une invasion sacrée, en fut la première cause. La gouvernante crut parer au mal en congédiant les troupes étrangères et en renvoyant du conseil le fameux cardinal Granvelle; mais dès lors l'influence du prince d'Orange n'eut plus de contre-poids, et il commença à gouverner réellement sous le nom et en dépit de Marguerite.

Les populations, malgré leur dévouement au catholicisme, se familiarisaient peu à peu avec les prédications luthériennes et calvinistes; à Valenciennes on avait même délivré des sectaires que les magistrats, en vertu des anciennes lois contre les hérétiques, avaient condamnés à mort. L'opinion publique se montrait tolérante; le prince d'Orange s'empessa de fortifier cette tendance, et dans la prévision des mesures impitoyables que le fanatisme suggérerait à Philippe II, il demanda que la tolérance en matière religieuse passât dans les faits, quand elle n'était encore ni dans les mœurs, ni dans les lois. C'était avancer son époque de deux siècles; mais l'ambition l'inspirait admirablement. Il était sûr d'obtenir un refus et c'est ce qu'il voulait, la violence devant amener le trouble et l'insurrection. Le compromis des nobles justifia les prévisions du perfide conseiller. Les mécontents s'organisèrent sous le nom de *gueux*; les hérétiques devinrent plus hardis, et plusieurs villes, telles qu'Anvers, Ypres, Gand et Courtrai, virent renouveler toutes les fureurs des Iconoclastes. Ces excès produisirent un effet salubre sur les catholiques sincèrement attachés à leur religion et amenèrent un revirement politique.

La gouvernante saisit habilement cette occasion pour demander aux nobles un nouveau serment de fidélité au roi. Seul le prince d'Orange refusa de le prêter, et comprit que le moment d'une grande catastrophe approchait. Sur le point d'abandonner un

pays où il avait toutes ses propriétés, il pressa le comte d'Egmont de le suivre; mais celui-ci ne répondit à toutes ses sollicitations que par une plaisanterie. « Adieu, prince sans terres, » lui dit-il. « Adieu, comte sans tête, » reprit Guillaume d'une voix prophétique (avril 1567).

A la première nouvelle des dévastations sacrilèges exercées dans les églises et les monastères, Philippe, ordinairement maître de lui, s'était écrié avec l'accent d'une sainte indignation : « Par l'âme de mon père, je les punirai de leurs odieux attentats. »

Il tint parole. Le 22 août suivant, Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d'Albe, fit son entrée à Bruxelles en qualité de commandant général des troupes du roi dans les Pays-Bas.

L'institution du conseil des troubles, que la voix du peuple appela le tribunal de sang, et l'exécution des comtes d'Egmont et de Horn, donnèrent, dès le début, la mesure de l'exactitude avec laquelle le ministre de Philippe prétendait s'acquitter de sa mission.

Le prince d'Orange se présenta aussitôt comme le vengeur de ses malheureux amis; il leva une armée, et, secondé par les luthériens allemands, se dirigea sur le Limbourg, tandis que son frère, Louis de Nassau, envahissait la Frise et dispersait les troupes commandées par le comte d'Aremberg; mais le duc d'Albe fit face à cette double attaque; après avoir vengé la défaite et la mort du comte d'Aremberg, en

trionphant de Louis de Nassau, il se porta à la rencontre de Guillaume d'Orange, évita une action décisive, affaiblit son adversaire par un système de temporisation et le força de s'éloigner à l'entrée de l'hiver.

En même temps, il contenait les provinces par la construction de citadelles à Flessingue, à Valenciennes, à Anvers; il ajoutait même l'insulte à ce luxe de précautions, et, dans la citadelle d'Anvers, se faisait ériger une statue en bronze, foulant aux pieds ses ennemis vaincus. Quarante mille vieux soldats d'infanterie espagnole, allemande ou wallonne, et quinze mille cavaliers, parcouraient le pays, portant la terreur en tous lieux. Les partisans les plus dévoués de l'Espagne, les meilleurs serviteurs du roi, commençaient à se lasser d'un pareil état de choses; de jour en jour on s'éloignait davantage d'un pouvoir qui s'aliénait comme à plaisir l'affection de la noblesse, de la bourgeoisie et du peuple.

Un impôt extraordinaire, exigé avec une rigueur excessive, acheva de déconsidérer le gouvernement de l'Espagne, tandis que l'attitude hostile de l'Angleterre venait compliquer encore une situation déjà si difficile et si dangereuse. La reine Élisabeth avait fait saisir dans le port de Plymouth un vaisseau qui portait au duc d'Albe une somme de huit cent mille écus d'or, résultat d'un prêt fait au roi d'Espagne par des banquiers italiens.

Le duc avait répondu à cette saisie par la confis-

cation des navires et des marchandises britanniques qui se trouvaient dans les ports des Pays-Bas. C'était donner un prétexte de guerre à Élisabeth ; elle ouvrit ses ports à tous les corsaires qui voudraient courir sus au pavillon espagnol. Ces corsaires, presque tous sortis de la Belgique ou de la Hollande, prirent le nom de *gueux de mer*, qu'ils devaient illustrer.

L'infatigable Guillaume épiait les circonstances et attendait le moment d'agir ; entre Philippe et lui il n'y avait pas de réconciliation possible ; croyances religieuses, projets d'ambition, désir de vengeance, tout l'animait contre le prince espagnol. Sous cet extérieur froid et réservé, qui l'avait fait surnommer *le Taciturne*, il cachait les passions d'une âme de feu ; et ces passions, il avait le secret de les communiquer à ceux qui l'entouraient. Jamais occasion ne pouvait s'annoncer plus favorablement pour sa cause. Les luthériens brûlaient de combattre ce Philippe, qu'ils appelaient *le démon du Midi* ; les Français eux-mêmes faisaient trêve à leurs guerres civiles et religieuses ; catholiques et protestants s'étaient rapprochés, et pour sceller cette réconciliation, Charles IX se proposait d'envoyer une armée d'invasion dans le Hainaut, sous le commandement de l'amiral de Coligny, impatient de déployer dans une guerre étrangère l'énergie qu'il regrettait d'avoir montrée dans une lutte impie entre des compatriotes.

Le duc d'Albe, ne prenant conseil que de ces circonstances impérieuses, sans respect pour les antiques

privilèges des provinces, ordonna de lever l'impôt du vingtième sur les ventes d'immeubles, et du dixième sur celles des denrées et des marchandises.

La résistance fut unanime; Bruxelles s'y associa; les gueux de mer débarquèrent en Hollande; Louis de Nassau, appuyé par les protestants français, s'empara de Mons; le prince d'Orange envahit le Limbourg avec 24,000 Allemands, et l'amiral de Coligny s'écriait en montrant avec douleur les drapeaux conquis sur les calvinistes à Jarnac et à Moncontour, et qui flottaient sous les voûtes de l'église de Notre-Dame de Paris : « Bientôt des couleurs plus agréables à nos yeux, des couleurs étrangères remplaceront ces étendards, tristes monuments de nos discordes civiles. »

C'était quelques jours avant l'épouvantable massacre de la Saint-Barthélemy, avant cette nuit sanglante, fatale à tout un peuple, que l'amiral proférait ces paroles! Il tomba sous le fer des assassins au milieu des préparatifs de la guerre des Pays-Bas, pour laquelle il retrouvait toute l'ardeur de ses jeunes années.

Le duc d'Albe respira : il réussit à forcer la ville de Mons où Louis de Nassau s'était jeté, et poursuivant ensuite Guillaume, qui se retirait sans avoir osé risquer une attaque, il livra au pillage la malheureuse cité de Malines, dont le crime était d'avoir été occupée par des soldats protestants. Bientôt après il emporta d'assaut la ville de Zutphen, pendant que son

filz Frédéric de Tolède brûlait Naarden et en faisait massacrer les habitants.

Harlem résista sept mois aux efforts de Frédéric de Tolède; puis cette malheureuse cité succomba. Leyde fut assiégée; mais Philippe, voyant que la résistance opposée au duc d'Albe devenait de jour en jour plus générale, rappela ce vieux capitaine et le remplaça par le grand commandeur de Castille, Louis de Réquesens, dont le caractère plein de douceur et de modération convenait mieux au nouveau système d'administration que le roi voulait essayer à l'égard des Pays-Bas (17 novembre 1573).

Par malheur, Réquesens mourut le 5 mars 1576, après avoir fait preuve d'une haute capacité militaire : car il vainquit au-dessus de Nimègue, dans la bruyère de Moock, les comtes Louis et Henri de Nassau, fit rentrer dans le devoir ses propres soldats, révoltés à cause d'un arriéré de vingt-huit mois de solde, et poussa le siège de Leyde avec vigueur. Afin d'obtenir des états les subsides dont il avait besoin, il publia une amnistie générale, supprima le conseil des troubles et abolit les impôts du centième, du vingtième et du dixième denier. Ces diverses satisfactions données aux états ne leur parurent pas suffisantes; ils exigeaient encore l'éloignement de toutes les troupes étrangères. Réquesens offrit également aux insurgés de Hollande et de Zélande l'oubli du passé, le maintien de leurs anciens privilèges et toutes les franchises pour lesquelles ils combattaient; mais comme il ne

parlait ni de la liberté de conscience, ni de l'exercice public de la religion réformée, auquel ne pouvait consentir Philippe II, les négociations furent rompues et le prince d'Orange en profita pour l'accomplissement du projet ambitieux qu'il avait conçu et qui devait assurer le salut de tout un peuple.

Les deux partis se signalaient par des prodiges de courage. Leyde avait été rendue inattaquable par les eaux de l'Yssel, de la Meuse et de l'Océan, qui en inondaient les campagnes, et une flotte de deux cents bateaux y avait introduit des soldats, des armes et des vivres. De leur côté, les Espagnols, par des saignées et des canaux de dérivation, avaient lutté contre l'inondation qui les enveloppait; ils firent plus; pendant la nuit du 28 septembre 1575, dix-sept cents de leurs soldats franchirent, à l'heure de la basse marée, le bras de mer qui sépare l'île de Schouwen de la côte, et ils s'emparèrent de Zierickzée; mais, avant la prise de cette ville, Réquesens était mort et avait laissé le commandement aux comtes de Berlaymont et de Mansfeldt. Ce double choix ne fut pas reconnu par les états de Brabant; les neuf membres du conseil d'État s'arrogèrent le pouvoir, et Philippe resta quelque temps dans une indécision aussi funeste à ses intérêts que dangereuse pour la sécurité des Pays-Bas.

Au milieu de tant de motifs de troubles, les vainqueurs de Zierickzée s'insurgent, toujours à défaut du paiement régulier de leur solde, et prennent Alost

où ils se renferment après avoir frappé d'une contribution extraordinaire la ville et les environs.

Bruxelles s'émeut; les membres du conseil sont arrêtés par les partisans du prince d'Orange; chaque province s'administre par ses états; on déclare la guerre à l'armée; on cherche à fraterniser avec les Hollandais; mais les états déclarent qu'ils maintiennent l'ancienne religion et n'entendent faire aucune concession à cet égard. Les troupes, menacées par l'insurrection populaire, durent la victoire à leur discipline. Elles eurent l'avantage dans toutes les rencontres; et, dans l'ivresse de leurs succès, elles ravagèrent Maestricht et livrèrent aux flammes cinq cents maisons d'Anvers, dont sept mille habitants furent impitoyablement massacrés. Les pertes éprouvées par cette riche et populeuse cité dépassèrent cinquante millions de francs. En présence de semblables calamités, les provinces et les villes n'hésitèrent plus à se coaliser; les envoyés belges et hollandais, rassemblés à Gand, y signèrent le traité d'alliance connu sous le nom de *pacification de Gand*.

Les dix provinces du midi s'unissaient aux sept provinces du nord pour en expulser les soldats étrangers; la réforme était tolérée en Hollande et dans les contrées voisines, en attendant la décision ultérieure des états généraux; le clergé catholique devait être remis en possession de ses biens, et une indemnité accordée par les états à Guillaume, prince d'Orange,

comme au soutien des libertés nationales, allait plus tard relever l'édifice de sa fortune épuisée.

L'arrivée de don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, nommé par Philippe gouverneur général des Pays-Bas, vint arrêter les résultats de la pacification de Gand.

Dès son arrivée, le vainqueur de Lépante convoqua les états généraux et prescrivit aux troupes d'observer la plus stricte neutralité; mais les états des provinces, qui s'accoutumaient à l'exercice du pouvoir et que le Taciturne dirigeait à leur insu, avant de reconnaître le nouveau gouverneur, exigeaient des garanties.

Le Brabant demandait le départ des troupes étrangères, la démolition des citadelles élevées par le duc d'Albe et la ratification du traité de Gand. L'étonnement fut grand lorsqu'on vit le jeune prince accepter ces conditions.

Le prince d'Orange se tenait toujours sur la défensive; il prétendait n'être pas lié par le traité conclu avec les Brabançons; il ajoutait que les troupes étrangères n'avaient pas abandonné toutes les provinces que les citadelles, encore debout, menaçaient les populations. Quelques soupçons habilement répandus par lui commencèrent à ébranler la confiance des Bruxellois dans la parole de don Juan. Des symptômes de révolte se déclarèrent; le jeune gouverneur tira l'épée, s'empara par surprise de la citadelle de Namur et concentra les troupes qui se trouvaient encore dans les provinces.

C'était ce qu'avait espéré Guillaume d'Orange ; il entra dans Bruxelles que don Juan venait de quitter et y fut déclaré ruwaert du Brabant ; mais la haute aristocratie refusa de lui obéir. C'est ce qui conserva à Philippe II la possession de la Belgique, qui, sans cela, eût partagé le sort et l'indépendance de la Hollande.

Ces mêmes nobles qui refusaient de reconnaître l'autorité du Taciturne, et qui repoussaient don Juan, engagèrent l'empereur Rodolphe à leur envoyer pour gouverneur son frère l'archiduc Mathias d'Autriche. Quoique l'Empereur et l'Empire eussent peu de sympathie pour Philippe, Rodolphe, par politique, n'osa point condescendre à ce vœu hostile à un roi de sa race. Mais l'archiduc Mathias, dont la jeunesse (il n'avait que vingt ans) fut éblouie par la perspective d'un trône, quitta Vienne furtivement et se rendit en Belgique, où les états lui donnèrent le prince d'Orange pour lieutenant général. Ainsi l'archiduc n'avait qu'un titre illusoire, et le pouvoir, en réalité, appartenait toujours au Taciturne.

Dans la confusion causée par ce triple élément de discorde, il se forma une autre faction dont les partisans, également opposés aux états et aux princes, prirent le nom de *malcontents*. Don Juan profita de la division qui régnait parmi ses adversaires pour les vaincre à Gembloux (31 janvier 1578), et pénétrer ensuite dans le Brabant et le Hainaut. Mais les états avaient appelé à leur secours François, duc d'Alen-

çon, frère du roi de France, qui arriva sous le nom de *protecteur de la liberté belge*. Des soldats français s'emparèrent de Binche et de Maubeuge, tandis que le comte palatin Jean Casimir, à la tête de troupes allemandes dévouées à la réforme, portait partout le trouble, la haine et le ravage. Pour comble de maux, don Juan, après quelques jours de maladie, expira à l'âge de trente-trois ans, dans le mois où il célébrait l'anniversaire des victoires de Lépante et de Tunis (octobre 1578).

Philippe sut réparer cette perte; il choisit, pour succéder à don Juan, Alexandre Farnèse, prince de Parme. Celui-ci rassembla aussitôt trente-deux mille hommes de troupes étrangères dans le Luxembourg et la province de Namur, et se mit en mesure d'agir avec ensemble et vigueur contre les factions qui déchiraient le pays.

L'homme d'État complétait en lui l'homme de guerre; pourtant il ne put empêcher l'*union d'Utrecht*, berceau de la république des sept provinces unies.

D'un autre côté, les états généraux faisaient éloigner l'archiduc Mathias qui retournait à Vienne avec une pension, unique souvenir de sa courte apparition dans le pays, et les troupes luthériennes de Jean Casimir favorisaient les protestants de la Flandre flamingante, tandis que la Flandre française, l'Artois et le Hainaut, se prononçaient hautement en faveur de la religion catholique, et se détachaient ainsi de la confédération. Ces provinces traitèrent bientôt avec

Alexandre Farnèse, qui fit alors de rapides progrès par les armes et par la politique.

Dans l'espoir d'arrêter les succès d'un adversaire aussi redoutable, le Taciturne proposa aux états de prononcer la déchéance de Philippe et de décerner la souveraineté des Pays-Bas à ce même duc d'Alençon qui n'avait su que se rendre ridicule sous le titre pompeux de *protecteur de la liberté belge*. C'était s'assurer le concours d'une armée française. Quant à la nullité du duc d'Alençon, elle secondait parfaitement les vues de Guillaume. D'ailleurs, ce prince français, qui se berçait de l'espérance d'épouser la reine Élisabeth, à peine reconnu duc de Brabant et comte de Flandre, sembla prendre à tâche de conspirer lui-même contre ses intérêts. Après différents actes qui peignaient son impuissance et sa maladresse, il succomba en France à une maladie de langueur.

Le prince d'Orange perdit toute son influence dans la Flandre et le Brabant pour avoir soutenu le parti de ce souverain malencontreux, et les Provinces-Unies restèrent seules fidèles à leur stathouder.

Les circonstances devenaient de plus en plus favorables à Alexandre Farnèse; mais une guerre loyale ne suffisait pas à Philippe; il eut recours au fer des assassins. Dans un édit de proscription où il convient qu'il a été parjure envers les Flamands, mais que le pape l'a dispensé de tenir son serment, il mit à prix la tête du prince d'Orange.

*

A cet édit de proscription, aux vingt-cinq mille écus promis à l'assassin, le Taciturne répondit en héros, en homme d'État, et, loin d'employer les mêmes moyens, déclara qu'il ne comptait que sur la protection de Dieu et son épée.

Mais l'appât de l'or animait la cupidité des sicaires; un Français, Salcède, échoua dans son projet de tuer le stathouder; l'Espagnol Jauréguy le blessa d'un coup de pistolet; et Balthazar Gérard, Franc-Comtois, enflammé d'un fanatique enthousiasme, se rendit à Delft en 1584, et y assassina ce grand homme sous les yeux de sa noble compagne, la fille de l'amiral de Coligny.

Le fils aîné du Taciturne, qui n'avait que dix-huit ans, se montra digne de son père; il sut balancer l'ascendant d'un capitaine aussi illustre qu'Alexandre Farnèse. Les Provinces-Unies conservèrent leur indépendance. Quant à la Belgique, malgré la résistance énergique de plusieurs grandes cités, elle fut forcée de se soumettre, et Alexandre Farnèse conserva cette riche possession à l'Espagne.

Ce fut dans le dessein de punir les Provinces-Unies, dont la perte affligeait son orgueil, que Philippe, en 1588, prépara contre l'Angleterre cette formidable expédition que Farnèse devait seconder avec son armée. Mais les manœuvres hardies de la flotte hollandaise ne permirent point au général espagnol de se joindre à l'invincible *Armada*, qui fut bientôt dispersée par les brûlots anglais et par la tempête.

Néanmoins Farnèse défendit la Belgique contre toutes les attaques de Maurice de Nassau; il put même envahir les provinces françaises et conserver aux ligueurs les villes de Paris et de Rouen assiégées par Henri IV.

Il mourut dans l'une de ces glorieuses expéditions en France, à l'âge de quarante-huit ans, et laissa le commandement de son armée au comte de Mansfeld (1592).

La mort d'Alexandre Farnèse réveilla dans l'esprit de Philippe le souvenir des anciens projets de Charles-Quint au sujet de l'érection des Pays-Bas en souveraineté indépendante. En effet, il était impossible de remplacer, sous le rapport militaire et politique, le grand homme qui venait de terminer une carrière si glorieusement remplie.

Une organisation nouvelle et le sentiment de la nationalité qui se réveillait au cœur des Belges, pouvaient seuls les soustraire à l'influence du dangereux exemple que leur donnaient les Provinces-Unies.

Sous l'empire de ces idées, Philippe nomma gouverneur des Pays-Bas son neveu l'archiduc Ernest d'Autriche, qu'il voulait unir à l'infante Isabelle (1594). Treize mois après (20 février 1595), l'archiduc Ernest étant mort, ce fut son frère, le cardinal Albert, qui le remplaça dans le gouvernement de nos provinces.

I

L'ARCHIDUC ALBERT.



Il est de ces hommes d'élite que la Providence semble avoir prédestinés à une haute et importante mission. Elle se plaît à entourer leur enfance de cette éducation des maîtres et des livres qui doit se compléter par l'éducation plus précieuse des faits, et les préparer au grand rôle qu'ils sont appelés à jouer sur la terre. Alors s'ouvre devant eux un vaste théâtre : les sanglants exercices de la guerre, les utiles travaux de la paix, les soins de l'administration d'un grand État, tout se réunit pour les rehausser aux yeux des peuples et concentrer sur eux les regards. Quand

ils descendent dans la tombe, qu'ils aient ou non achevé leur tâche, leur vie est pleine et elle a droit à une place dans l'histoire.

Telle a été la destinée de l'archiduc Albert dont le nom vivra éternellement parmi nous; car ce nom, étroitement uni à celui de sa digne compagne, l'infante Isabelle, se rattache à l'une des époques les plus glorieuses de l'histoire de nos pères, alors que, pendant quelques années au moins (de 1598 à 1621), ils purent connaître un commencement de nationalité, et se reposer enfin, à l'ombre d'un pouvoir paternel, des longues agitations du xvi^e siècle.

L'archiduc Albert naquit à Neustadt, en Autriche, le 13 novembre 1559; son père, Maximilien, fils de l'empereur Ferdinand, auquel il succéda, avait épousé sa cousine, l'infante d'Espagne Marie, fille de Charles-Quint.

Les premières années de son enfance répondirent à la noblesse de son origine, aux espérances de ses parents et aux soins éclairés de sa gouvernante, Polyxène de Lasso. Quant à sa mère, les plus aimables qualités et la plus tendre sollicitude pour former le cœur de ses enfants, rappelaient les vertus et la piété de cette Blanche de Castille dont les leçons donnèrent à la France un de ses plus grands rois et le plus religieux de ses princes.

Sorti à l'âge de neuf ans de la tutelle des femmes, Albert passa sous la direction des maîtres distingués que lui choisit la prévoyance de ses augustes parents.

Ces maîtres étaient : Nicolas Coret, depuis évêque de Trieste, Mathieu Othen, issu d'une illustre famille danoise, et un gentilhomme flamand, Auger-Guilain de Busbeck.

Le jeune prince répondit aux soins de ces guides intelligents, et, dans l'espace de deux années, fit de si rapides progrès, qu'il fut jugé digne de paraître à la cour alors si brillante du roi d'Espagne.

Dans le palais paternel, Albert avait trouvé cette facilité de relations, cet attachement sincère, ce bonheur du foyer domestique qui, de tout temps, ont caractérisé l'intérieur des princes de la maison d'Autriche.

Quel changement allait lui offrir l'Espagne de Philippe II ! Là, tout était sérieux, austère, imposant. En traversant ces voies publiques dont les Mores avaient doté un pays que le glaive des chrétiens leur avait depuis arraché peu à peu, il ne rencontrait que des troupeaux de mérinos conduits par quelques mayorales, et appartenant à la compagnie de la Mesta, qui semblait avoir le privilège d'enlever à la culture ces terres autrefois si fécondes. Par-ci, par-là, des voyageurs montés sur des mules, dont ils pressaient le pas, en leur adressant de poétiques épithètes, le saluaient de cette grave formule où le nom de la Divinité se mêle à tous les actes des Espagnols.

Aux anciens vestiges de la domination moresque se joignaient les productions de la jeune Amérique qui déjà, par l'envoi périodique de ses trésors, appau-

vrissait l'Espagne, en substituant le tribut passager de ses mines aux richesses plus réelles de l'agriculture qui ne s'épuisent jamais et que le travail de l'homme renouvelle sans cesse.

Souvent le voyageur s'arrêtait dans de grandes cités dont les basiliques, malgré la croix qui en décorait le faite, attestaient l'origine moresque, et il n'y trouvait qu'une population silencieuse, aux regards de flamme, au geste rare, mais aux passions ardentes s'agitant sous cette apparente immobilité.

Un reflet des grandes journées de Pavie et de Saint-Quentin, un souvenir toujours vivant de la conquête des Amériques par Fernand Cortez, François Pizarre et leurs intrépides compagnons, donnaient quelque chose d'héroïque à la physionomie de l'Espagne qui dominait encore l'Europe et ne reconnaissait qu'un rival, ce sultan des Turcs, maître de vingt nations différentes et dont la colère tenait le fer et le feu suspendus sur les villes épouvantées.

Philippe II, en qui se personnifiait si bien l'Espagne catholique, n'avait rien du caractère cosmopolite de Charles-Quint. Castillan exclusif, on eût dit qu'il ne coulait plus dans ses veines une seule goutte du sang autrichien et flamand, tellement il avait oublié le double berceau de sa race pour adopter le langage, les croyances, les mœurs et les préjugés espagnols.

Le résultat des plus belles victoires se traduisait pour lui en actes de reconnaissance envers le Dieu des

armées : ainsi, en mémoire de la bataille de Saint-Quentin, il consacrait cinquante millions de piastres à la construction du monastère de l'Escorial, sombre édifice aux murs de granit, sans sculptures, sans bas-reliefs, et dont les voûtes hardies s'apercevaient à sept lieues de distance.

Jamais le sourire n'entr'ouvrait les lèvres de Philippe II, comme s'il eût craint de laisser échapper un secret. Au sommet des grandeurs, son front portait l'empreinte d'une préoccupation continuelle, et cette préoccupation, c'était l'étude silencieuse des hommes et des choses, base principale de sa politique.

Sa timidité, qu'on aurait prise quelquefois pour un défaut de confiance dans ses forces, se dissipait par degrés dans le maniement des affaires ; puis elle le reprenait, et alors un nuage de mélancolie voilait le feu sombre de son regard. Cet homme à la volonté de fer entrevoyait-il déjà les suites de la lutte engagée par son père contre les doctrines et la propagande armée de l'hérésie ? Pressentait-il, malgré toute la puissance d'une monarchie qui s'étendait sur deux mondes, la décadence prochaine de sa maison, la faiblesse de ses indignes successeurs et l'éclatante revanche que Richelieu, Condé et Louis XIV allaient, au nom de la France, prendre des désastres de Pavie et de Saint-Quentin ?

Doué de la pénétration qui distingue les caractères concentrés, Philippe II lut bientôt dans l'âme du jeune Albert. Depuis la mort violente de l'enfant don

Carlos, épouvantable tragédie où un vertige indéfinissable arma le père contre le fils, il éprouvait le besoin de s'appuyer sur ses neveux; il ne redoutait pas leur ambition, il en faisait des instruments dociles de ses volontés; il leur montrait même de l'affection. Ainsi il engagea l'archiduc Albert à se livrer à l'étude des langues, d'après ce mot de Charles-Quint : *qu'un homme qui parle quatre idiomes vaut à lui seul quatre hommes*.

Un conseil venu de si haut équivalait à un ordre; d'ailleurs ce conseil était d'accord avec le penchant et les vœux d'Albert, qui le prouva par les faits.

Bientôt, on l'entendit s'exprimer avec autant de facilité que d'élégance, en latin, en allemand, en espagnol, en italien, en français, et il n'était encore âgé que de seize ans. Le pape Grégoire XIII fut informé par son légat des heureuses dispositions du jeune prince. Selon les idées de cette époque, Albert devait entrer dans les ordres et se borner aux dignités ecclésiastiques, quatre frères aînés élevant une barrière entre le trône et lui.

Le pape, heureux d'acquérir à l'Église ce précieux trésor, envoya à Albert, à peine entré dans sa dix-huitième année, la barrette rouge avec le titre de cardinal de Sainte-Croix de Jérusalem (1).

(1) Cette promotion, que rien n'avait préparée, aurait de quoi nous surprendre aujourd'hui; mais au xvi^e siècle, elle se trouvait en quelque sorte consacrée par l'usage; sans être fils ou neveu de roi, plus d'un jeune homme du même âge avait été revêtu de la pourpre ro-

L'austère Philippe II approuva la résolution de Grégoire XIII, et pour que son neveu pût soutenir convenablement sa haute dignité, il le nomma archevêque de Tolède et inquisiteur général. A l'archevêché de Tolède, le premier de l'Espagne, étaient attachés trois cent mille ducats de revenu ; quant à la charge d'inquisiteur général, elle plaçait presque le prince et le neveu au niveau de l'oncle et du roi.

Malgré sa jeunesse, Albert sut remplir ces importantes fonctions avec tant de prudence, que Philippe II voulut l'en récompenser en l'appelant au gouvernement du Portugal, récente conquête du duc d'Albe.

Le Portugal, qui avait devancé l'Espagne dans l'expulsion des Mores, avait aussi pris l'initiative l'égard des voyages de découvertes, de l'établissement de comptoirs de commerce et de la fondation de colonies lointaines, toutes choses qui portèrent si haut la gloire de ce petit royaume presque inaperçu jusque-là en Europe.

La situation géographique des Portugais y avait puissamment contribué ; resserrés d'un côté par l'Espagne, de l'autre par l'Océan, ils se précipitèrent sur ces vagues sans bornes où leur audace aventureuse se

maine. De hautes vertus, des talents précoces, un génie extraordinaire, l'éclat de la naissance, des considérations politiques, motivaient alors de pareilles exceptions. Léon X n'avait-il pas offert le titre de cardinal à Raphaël Sanzio, qui le refusa par dévouement à ses pinceaux, et peut-être aussi à cause de son amour pour la belle Fornarina ?

promettait de glorieux périls et d'héroïques conquêtes.

Exaltation religieuse, espoir de convertir à la loi du Christ des peuples plongés dans les ténèbres de l'idolâtrie, ambition guerrière, soif des richesses, récits de voyages dont les merveilles étaient encore exagérées par la crédulité poétique d'un peuple amoureux de fables, tout se réunit pour exalter, au xv^e siècle, l'imagination et l'enthousiasme des Portugais.

Ils trouvèrent un excellent guide dans l'infant don Henri, troisième fils de leur roi Jean I^{er}. Don Henri, homme d'un esprit supérieur, établit sa résidence à Sagre, près du cap Saint-Vincent; c'est de ce point extrême de l'ancien monde qu'il indiquait du doigt à ses compatriotes la route qu'ils devaient suivre, les plages où il fallait aborder.

Ils avaient déjà dépassé le cap Noir, Madère, le cap Bojador, le cap Vert; ils découvrirent les Açores et franchirent cette ligne sous laquelle on croyait généralement que l'air exerçait l'action dévorante du feu, le Congo, la Guinée et ses mines d'or, le cap des Tempêtes que le roi Jean II crut pouvoir appeler le cap de Bonne-Espérance, enfin les Indes orientales. Telles étaient les découvertes des Portugais; mais, tandis qu'ils poursuivaient le cours de leurs explorations à l'orient, ils laissaient à leurs voisins l'homme dont le génie avait deviné un autre monde à l'occident. Toutefois Vasco de Gama, Alvarez Cabral, les

deux Albuquerque, devaient les en consoler, les deux premiers en fondant par les armes la domination portugaise en Asie, les deux autres en l'affermissant par leurs vertus et leurs bienfaits. Bientôt la Chine et le Japon laissèrent tomber leurs barrières devant les Portugais, et accueillirent leur commerce en même temps que ces hardis navigateurs fondaient de riches établissements sur les côtes de Guinée, de Mélinde, de Mozambique, de Sofala, sur le littoral des deux presque-îles des Indes, aux Moluques, à Ceylan et aux îles de la Sonde.

Et cependant, comme pour répondre à cette immense étendue de territoire, le Portugal voyait naître les Jean de Castro, les Ataïde, destinés à conserver et à étendre ces conquêtes, et les Camoens dont le génie devait les chanter.

Mais l'édifice ne reposait pas sur des bases assez solides; l'héroïsme ou le génie sont des exceptions dans la vie des peuples comme dans l'existence des individus. Après plus d'un siècle et demi de prodiges, les Portugais allaient en fournir la preuve. Toutefois des revers illustres devaient répondre à l'éclat de leurs succès; et rien en effet de plus noble et de plus grand dans l'histoire d'un peuple que l'expédition d'Afrique tentée par le roi don Sébastien, et dans laquelle cet intrépide monarque, en tombant sur le champ de bataille, laissa vacant le trône de Portugal. Le cardinal Henri, son oncle, reçut du pape l'ordre de quitter la pourpre et de se marier (1578). Mais

presque septuagénaire, il ne conserva que peu de mois le gouvernement d'un royaume épuisé par les récents désastres de l'Afrique.

A sa mort, le roi d'Espagne fit valoir ses prétentions à la couronne de Portugal, dont s'était emparé don Antonio de Beira.

Le duc d'Albe se chargea de légitimer par la victoire les prétentions de Philippe II, et, le Portugal une fois soumis, Philippe, après avoir paru en vainqueur à Lisbonne, choisit son neveu, l'archiduc Albert, pour consolider et régulariser l'œuvre triomphante de la conquête.

C'était une mission difficile à remplir; mais elle ne se trouva point au-dessus des efforts et de la sagesse d'Albert qui avait, à vingt-cinq ans, toute la maturité de l'homme fait.

Il fallut arracher les îles Açores à don Antonio, en faveur duquel ces îles s'étaient prononcées. Les Espagnols, commandés par l'amiral Alvar, marquis de Santa-Cruz, et par don Pedro de Tolède, eurent à combattre sur mer et sur terre les Français venus au secours du prétendant. Celui-ci n'échappa qu'avec peine aux troupes de Philippe II, et, dans l'espérance de pouvoir recommencer les hostilités, il se rendit à Londres pour y implorer l'appui de la reine Élisabeth que tant de motifs de ressentiment animaient contre la puissance espagnole. Tout semblait lui assurer cet appui. Élisabeth n'avait-elle pas à se venger des prétentions de Philippe au trône d'Angleterre et d'Ir-

lande, en vertu des droits de sa femme Marie Tudor? Ne s'était-il pas déclaré le champion de l'infortunée Marie Stuart, cette auguste victime, sacrifiée, après dix-neuf ans de captivité, à la coquetterie sanguinaire de la digne fille de Henri VIII?

La France, sous le règne du faible et superstitieux Henri III que débordaient les factions, s'était bornée à des protestations diplomatiques contre cet attentat judiciaire qui violait les droits sacrés de l'hospitalité, et soumettait une reine aux lois d'un pays étranger, où elle n'était venue chercher un asile que sur l'invitation et les avances d'Élisabeth.

Philippe II fit plus : il voulut tirer de ce jugement atroce une vengeance en rapport avec les intérêts de son ambition et les inspirations de ses croyances religieuses. De l'embouchure du Tage sortit, le 3 juin 1588, cette escadre décorée du surnom d'*invincible* que dispersèrent les éléments en furie, et les audacieuses attaques des navires et des brûlots anglais, dirigées par Howard, Drake, Hawkins et Forbisher.

Élisabeth n'avait point oublié l'effroi de ses peuples et ses propres alarmes à l'approche de l'*invincible armada*; il lui avait fallu paraître à cheval devant les milices rassemblées à Tewkesbury, et ranimer leur enthousiasme en jurant de mourir pour la défense de la patrie. Aussi accueillit-elle avec joie les prières du prétendant qui lui offrait un moyen d'ébranler la puissance de Philippe II, en détachant du front de ce monarque une de ses nombreuses couronnes.

L'intrépide amiral sir Francis Drake fut chargé du commandement de la flotte composée de vingt-six vaisseaux de guerre et de cent quarante navires de transport, avec vingt mille hommes de débarquement. Sir Francis Drake, après avoir échoué dans une première attaque contre la Corogne, vint aborder à quelques lieues de Lisbonne. Don Antonio descendit sur la côte avec douze mille soldats, et marcha sans obstacles sur la capitale où il assit son camp dans le faubourg de Sainte-Catherine. Il s'était flatté de voir la nation entière se lever pour sa cause; mais la prudente fermeté d'Albert contint la population; tout se passa en combats d'avant-postes, en escarmouches sans importance, et l'amiral Drake fut contraint de s'éloigner en renonçant aux superbes espérances qu'il avait conçues. Quant au prétendant, il ne lui resta plus qu'à aller mourir sans gloire à Paris.

Albert venait d'acquérir de nouveaux titres à la reconnaissance de son oncle et de son roi, qui lui en donna le gage le plus éclatant en le nommant gouverneur général des Pays-Bas, à la place de son frère aîné l'archiduc Ernest, qui venait de mourir (1595).

Ce fut à la fin du mois d'août de cette année que l'archiduc Albert reçut à Madrid les dernières instructions de Philippe II qui, depuis son avènement au trône, ayant fait de profondes études politiques, avait appris à connaître la situation respective de l'Espagne et des Pays-Bas. Le temps dans son cours, les événements avec leur logique inflexible, avaient dissipé chez

le fils de Charles-Quint une partie des préventions et des erreurs de sa jeunesse à l'égard des Belges. La longue résistance des Hollandais commençait à lui montrer qu'il y avait peu d'espoir de replacer sous le joug un peuple enflammé par le double enthousiasme de l'indépendance politique et de la liberté de conscience. En même temps, l'influence de l'Angleterre grandissait de jour en jour et s'étendait au delà des mers, grâce aux habiles ministres et aux grands hommes de guerre qu'Élisabeth savait distinguer.

La France se reposait enfin, sous le règne paternel de Henri IV, des longues agitations de ses guerres civiles et religieuses, s'appêtait à venger ses anciennes injures, et, pour humilier plus profondément les maisons d'Espagne et d'Autriche, tendait la main aux rebelles d'Allemagne et de Hollande.

Les Pays-Bas se trouvaient donc isolés en face de trois puissances de plus en plus redoutables, contre lesquelles l'Espagne, à cause des distances, ne pouvait guère les secourir à temps. Les guerres continues dont la Belgique avait été le théâtre, les farouches proscriptions du duc d'Albe, les vengeances des partis excités encore par les rivalités politiques et religieuses, avaient épuisé et presque tari les deux sources de la fortune publique et privée : l'agriculture et le commerce. Les subsides des états ne pouvaient suffire à des exigences toujours croissantes ; il fallait que l'or de l'Espagne ou plutôt de l'Amérique y suppléât. Dans cette position extrême, l'idée d'une sépa-

ration, en conservant toutefois les relations de la suzeraineté et du vasselage, dut venir naturellement à l'esprit supérieur de Philippe II. Cette séparation n'affaiblissait pas le monarque des Espagnes et des Indes, qui, en donnant les Pays-Bas et la Franche-Comté à sa fille et à son fils adoptif, conservait un boulevard contre la France et opposait une plus forte barrière aux progrès des Provinces-Unies.

Sans doute avant le départ d'un neveu qu'il chérissait, Philippe lui avait laissé entrevoir les plans qu'il méditait et qui prenaient un commencement d'exécution dans les secours d'hommes et d'argent qu'il lui donnait pour continuer la guerre, savoir : trois mille soldats aguerris et des lingots d'or pour une valeur de quatre millions de ducats.

Indépendamment de ces deux moyens d'action, les moindres circonstances du voyage d'Albert avaient un caractère trop significatif pour que l'on ne devinât point les vues du roi sur son neveu.

Ce voyage fut une longue ovation. A Barcelone, où il se rendit en quittant Madrid (28 août 1595), Albert était attendu par la galère amirale de Gênes, escortée de dix-sept autres navires génois et de dix-huit navires espagnols.

Après une heureuse traversée il aborda à Villefranche au comté de Nice, d'où il partit pour cette dernière ville, qui lui fit un royal accueil; un prince de la maison de Doria vint à sa rencontre et l'accompagna à Savone où la république de Gênes le retint

pendant plusieurs jours par des fêtes splendides. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, surnommé le Grand, qui avait épousé en 1585 une fille de Philippe II, l'infante Catherine, envoya au-devant d'Albert son frère le prince Amédée et l'arrêta neuf jours à Turin. De là, Albert se dirigea vers la Franche-Comté.

Besançon, l'antique *ville libre et impériale*, la fière cité bourguignonne, avait de quoi plaire doublement au cœur d'un prince de la maison d'Autriche, et par les souvenirs du passé et par les réalités du présent. Mais le devoir appelait Albert en Belgique; il traversa la Lorraine au milieu des honneurs et des hommages que lui rendirent les fils du duc régnant, et enfin, en arrivant dans le duché de Bar, il y trouva une avant-garde de l'armée qu'il venait commander dans les Pays-Bas. C'étaient le comte de Croy-Solre, Jacques et Étienne Harra, qui l'attendaient à la tête de quelques escadrons de cavalerie, et neuf régiments belges, espagnols et italiens étaient rangés en ordre de bataille de l'autre côté de la Moselle pour recevoir le représentant de Philippe II.

Là se trouvait Pierre-Ernest, comte de Mansfeld, gouverneur du Luxembourg, sur lequel le prince de Parme avait jeté les yeux lorsqu'il mourut en 1592, pour lui confier le commandement de l'armée et le gouvernement du pays.

Cependant le comte de Fuentes avait rassemblé les principaux représentants de la noblesse belge et espa-

gnole afin de recevoir dignement le neveu de son roi, entre les mains duquel il allait remettre l'autorité dont il avait fait un si noble usage.

L'entrevue eut lieu à Ciney, près de Dinant. Dès les premières paroles, l'affabilité d'Albert justifia la réputation qui l'avait précédé, et lui gagna tous les cœurs. Malgré la rigueur de la saison (février 1896) il ne voulut pas s'enfermer dans un carrosse ni dans une litière; ce fut à cheval qu'il se rendit de Hal à Bruxelles, et là, comme à Luxembourg, comme à Nivelles, comme à Hal, toute la population se porta au-devant du prince dont l'arrivée éveillait tant d'espérances. Cet accueil, cet empressement, ces transports imposaient en quelque sorte de nouvelles obligations à l'archiduc; il voyait par lui-même tout ce que l'on attendait de sa présence; il fallait surpasser cette flatteuse attente.

On connaissait en Belgique, et la voix du peuple exagérait peut-être le chiffre des sommes que le prince apportait avec lui pour parer aux besoins de l'administration et suffire aux exigences de la guerre.

De toutes parts, de vieux soldats, avides de prendre leur part des lingots d'or venus d'Espagne, accoururent s'enrôler sous les drapeaux d'Albert qui bientôt se vit en état d'ouvrir la campagne avec éclat.

Il avait deux ennemis en face, les Hollandais et les Français : il résolut de concentrer tous ses efforts contre les Français qui, plus puissants que les Pro-

vinces-Unies, lui semblèrent mériter l'honneur des premiers coups.

Précisément Henri IV, inquiet de l'occupation de Cambrai par les Espagnols, avait voulu opérer une diversion favorable à ses armes, et depuis le 8 novembre 1595, il assiégeait la ville de la Fère. Un général albanais, Nicolas Basti, reçut la périlleuse mission de ravitailler cette place; il le fit avec le plus grand bonheur; un brouillard seconda son audace et il traversa ainsi le quartier de Henri IV et du duc de Bouillon.

Malgré ce secours, les Français poursuivirent les opérations du siège; alors l'archiduc forma le projet de s'emparer de Calais. Cette ville, que le grand duc François de Guise avait arrachée aux Anglais après la bataille de Saint-Quentin, pouvait être considérée comme une des portes de la France. Quoiqu'elle fût très-forte, l'événement répondit aux espérances d'Albert; il s'empara de Calais, et ce résultat surprit tellement l'armée française qu'à la première sommation d'un trompette, Ham et Guines se rendirent. Quelques jours après, Albert assiégea la ville d'Ardes, dont la garnison capitula le 23 mai 1596.

Quatre places considérables emportées avec tant de rapidité au début d'une campagne, tandis que Henri IV était retenu depuis plusieurs mois devant la Fère, ne pouvaient qu'ajouter à la confiance qu'inspirait l'archiduc, et la fortune semblait se complaire à couronner toutes ses entreprises.

La garnison de la Fère, après une longue et vigoureuse résistance, fut forcée d'ouvrir ses portes ; mais elle obtint tous les honneurs de la guerre, et sortit de la place avec armes et bagages, enseignes déployées, tambour battant, mèche allumée, emmenant un canon. Ces conditions étaient un solennel hommage rendu à la bravoure par le roi Henri IV, si bon juge en fait de valeur.

La perte de la Fère fut largement compensée l'année suivante (11 mars 1597) par la prise de l'importante place d'Amiens, dont Porto Carrero, gouverneur de Doullens, s'empara par un stratagème (1) que lui

(1) La prise d'Amiens par Porto Carrero fut, effectivement, le résultat d'un stratagème assez plaisant. La ville était gardée par 15,000 bourgeois, organisés en milice civile, et aux alentours de la ville étaient cantonnés 3,000 Suisses, envoyés par le roi de France avec de l'artillerie et des munitions de guerre. Les bourgeois d'Amiens, forts de leur nombre et de leur résolution, n'avaient pas voulu recevoir de garnison royale dans leur cité, à la défense de laquelle ils suffisaient. Le 11 mars 1597, dans la matinée, un chariot attelé de trois chevaux, conduits par des officiers déguisés en paysans, s'arrêta sous la herse ; en même temps quatre soldats également déguisés en paysans picards, et chargés de sacs remplis de pommes et de noix, laissèrent tomber leur fardeau comme par mégarde. Les liens des sacs se rompirent, et les fruits roulèrent sur le pavé. Les gardes de la porte se baissèrent en riant pour piller ces pommes et ces noix ; aussitôt d'autres soldats de Porto Carrero, sortant les armes cachées sous leur blouse, fondirent sur les gardes et donnèrent à leurs compagnons le temps d'accourir à leur secours. Cependant la herse était arrêtée dans sa chute par le chariot dont on avait dételé les chevaux. En quelques instants la ville fut remplie de Wallons et d'Espagnols, auxquels la prévoyance de Porto Carrero défendit de rompre leurs rangs et de se livrer au pillage.

Ainsi s'accomplit cette conquête dont le souvenir a longtemps vécu

inspira sa passion pour une belle veuve qui résidait aux environs de cette ville. A la nouvelle de cet échec, Henri IV confia l'amertume de sa douleur au vertueux Sully.

« Quel malheur ! s'écriait le roi, Amiens est pris !
« Les Espagnols s'en sont saisis par la porte, en plein
« jour, pendant que ses malheureux habitants s'amusaient à se chauffer, à boire, et à ramasser des noix
« que des soldats déguisés répandaient autour du
« corps de garde. »

Sully s'efforça de consoler son maître et son ami.

« Pensez-vous, ajouta le monarque, reprendre si-tôt une ville si grande, si forte et si bien munie ? »

Puis, après un moment de rêverie, levant la tête et d'un air inspiré :

« Allons, nous avons assez fait le roi de France, il est temps de faire le roi de Navarre. »

Après ces avantages remportés en France, l'archiduc Albert entra dans les Pays-Bas, où il assiégea et prit la ville de Hulst; mais en 1597, Maurice de Nassau battit un corps de troupes qui couvrait Turnhout, et le roi de France vint activer par sa présence les opérations du siège d'Amiens, commencé par le maréchal de Biron.

dans Amiens; car on aurait maltraité le voyageur qui se serait permis une allusion aux noix et aux pommes. La porte par laquelle entrèrent les troupes de Porto Carrero fut murée. Un peintre a représenté la ville d'Amiens sous les traits d'Eve mordant à la pomme, et au bas du dessin on lisait cette devise : *Gustavi et ecce morior.*

Élisabeth avait envoyé à l'armée assiégeante un secours de quatre mille Anglais. L'ardeur de l'attaque rencontra la plus énergique résistance : Porto Carrero se portait sur tous les points menacés ; il se multipliait en quelque sorte pour conserver sa conquête. Mines, pétards, escalade, assaut, rien ne fut négligé par les Français.

Bientôt l'archiduc arriva à la tête de vingt mille fantassins et de quatre mille cavaliers. Quoique Porto Carrero eût succombé, atteint par une arquebusade au côté gauche, la garnison ne pensait qu'à le venger. D'ailleurs l'approche de l'archiduc ranimait son courage. Mais l'espoir d'Albert fut trompé ; malgré une furieuse attaque des Wallons, conduits par le brave comte de Bucquoi, le duc de Mayenne arrêta les progrès des troupes belges, en forçant le passage de la Somme.

Enfin, après d'opiniâtres efforts, Albert, qui s'était exposé aux plus graves dangers, ordonna la retraite sur Doulens, retraite calme et menaçante que Henri IV n'osa point troubler ; seulement quelques escadrons français se hasardèrent à charger l'armée de l'archiduc ; mais ils furent ramenés en désordre jusqu'à l'entrée du quartier royal, et l'on repassa la rivière sous le feu de l'ennemi, ce qui fit dire au roi :

« Je ne crois pas qu'il existe des soldats plus braves
« que ceux de l'archiduc ; avec de pareilles troupes,
« je n'hésiterais pas à entreprendre la conquête de
« l'univers. »

Cette glorieuse retraite fut, pour ainsi dire, un des préliminaires de la paix de Vervins, conclue le 2 mai 1598 entre l'Espagne et la France, en dépit de l'Angleterre et des Provinces-Unies qui s'y opposaient; la volonté des deux rois l'emporta sur la politique d'Élisabeth et de Maurice de Nassau. Henri IV était impatient de terminer la guerre étrangère pour effacer jusqu'aux derniers vestiges des luttes civiles et religieuses qui avaient si longtemps déchiré la France; la paix survenue après le mémorable édit de Nantes (2 avril 1598), qui accordait aux protestants le libre exercice de leur religion et l'entrée dans toutes les charges de judicature et de finances, allait permettre au cœur du Béarnais de réaliser les projets qu'il avait formés pour le bonheur de son peuple.

Quant à Philippe II, la paix de Vervins le mettait dans la nécessité de séparer les Pays-Bas de l'Espagne et de les ériger en souveraineté indépendante, en faveur de l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, dont il destinait la main à l'archiduc Ernest d'Autriche.

La mort prématurée de ce prince déranger ses combinaisons; mais une idée une fois arrêtée dans un esprit aussi judicieux ne changeait pas au gré des circonstances. Après la mort d'Ernest, il reporta ses projets d'union sur Albert, dont la belle conduite en Portugal et ensuite dans les Pays-Bas lui offrait tant de garanties. Les vœux qui enchaînaient Albert à l'Église, en sa double qualité de cardinal et d'archevêque de Tolède, n'étaient point un obstacle aux yeux

d'un monarque assuré d'avance que la cour de Rome se prêterait à ses désirs.

Quant à l'opportunité politique de la séparation des Pays-Bas, les circonstances ne la justifiaient que trop; d'ailleurs les infirmités douloureuses de Philippe lui faisaient pressentir sa mort prochaine, et il prévoyait combien un fardeau si pesant pour lui serait au-dessus de la faiblesse de son successeur. Il lui fallait donc inaugurer en Belgique une souveraineté réelle, et la confier à sa fille, en lui donnant pour appui le plus brave, le plus intelligent de ses neveux, l'archiduc Albert, déjà connu si avantageusement des habitants du pays; il le fallait avant que la France et les Provinces-Unies ne s'entendissent pour se partager ces belles contrées, et s'en faire une arme de plus contre l'Espagne. La séparation des Pays-Bas et leur indépendance sous des souverains espagnols attachés l'un et l'autre à l'illustre maison d'Autriche, étaient donc un acte de haute prudence et de sage politique.

C'était pour la cour de Madrid un auxiliaire dévoué, un allié naturel qui pouvait balancer le progrès maritime des Provinces-Unies et de l'Angleterre, et arrêter le développement territorial de la France.

Cet État, se suffisant à lui-même et n'absorbant plus les soldats et l'or de l'Espagne, devait nécessairement réagir sur les Provinces-Unies. Trop de sang répandu séparait celles-ci de l'Espagne; mais leur situation n'était pas la même vis-à-vis d'une principauté de

nouvelle création. Qui pouvait dire si leur soumission inutilement poursuivie avec des armées commandées par des généraux tels que le duc d'Albe, le grand commandeur don Luis de Réquesens, don Juan d'Autriche, Alexandre Farnèse, les comtes de Mansfeld et de Fuentes, ne s'accomplirait pas sans efforts, grâce à l'influence de l'infante Isabelle et de l'archiduc Albert, grâce surtout à la prospérité dont leur gouvernement doterait le pays? Le bien a aussi sa contagion.

Ce fut sans doute sous l'empire de ces idées que le 6 mai 1598 fut passé à Madrid l'acte de cession qui constituait l'indépendance des Pays-Bas et de la Franche-Comté, acte ratifié le 30 du même mois, par l'infant don Philippe, en qualité d'héritier du trône.

Les états généraux, assemblés à Bruxelles, reçurent le 15 août suivant communication de ces actes par lesquels Philippe II renonçait à tous ses droits sur les Pays-Bas et sur la Bourgogne, en faveur de l'infante Isabelle, et des enfants qui naîtraient de son mariage avec l'archiduc Albert. Si cette union était stérile, les dix-sept provinces devaient retourner à la couronne d'Espagne; en attendant, elles restaient unies et le souverain ne pouvait professer que la religion catholique, sans quoi il encourait la déchéance.

Cette indépendance, cette nationalité, qu'il leur était enfin donné de connaître, paraissait devoir exciter les transports des Belges. Eh bien! les états généraux

ne l'acceptèrent pas d'une voix unanime; les représentants du Brabant, entre autres, élevèrent des difficultés; ils craignaient de déroger en cessant d'être sujets du roi d'Espagne!

Cependant le mérite connu d'Albert dissipa ces irrésolutions, et la sanction des états, hautement confirmée par l'enthousiasme populaire, inaugura l'ère nouvelle qui allait s'ouvrir pour la Belgique, trop longtemps sacrifiée à des intérêts étrangers.

Ainsi que l'avait prévu Philippe II, l'archiduc obtint sans peine du pape Clément VIII la dispense de ses vœux. Il se rendit à Notre-Dame de Hal pour y déposer la pourpre sur l'autel et y ceindre l'épée; il résigna l'archevêché de Tolède en faveur de Garcie de Luisa, gouverneur de l'infant don Philippe, mais s'en réserva la moitié des revenus, environ 150,000 ducats.

Ces soins remplis, il partit de Bruxelles, le 14 septembre 1598, avec Philippe de Nassau, le comte de Berlaumont, le comte de Solre, la comtesse douairière de Mansfeld, et une nombreuse escorte. Le comte de Solre avait reçu des états la mission de remercier le roi Philippe d'avoir donné un prince à la Belgique, et en même temps il était chargé de supplier l'infante de venir bientôt combler les vœux de ses sujets par sa présence.

Le comte de Solre ne put s'acquitter de la première partie de sa mission qu'auprès de Philippe III; car le 13 septembre 1598, veille du jour où Albert quitta

Bruxelles, Philippe II avait cessé de vivre, à l'âge de soixante et douze ans, privé ainsi du plaisir d'assister au mariage de sa chère Isabelle avec son fils d'adoption.

L'approche de la mort n'altéra point le calme et la tranquillité d'âme qui l'avaient toujours caractérisé, même aux instants les plus critiques de sa carrière. Près de paraître devant ce Roi du ciel qui juge en dernier ressort les rois de la terre, il semblait que rien ne l'intimidât. Des impitoyables rigueurs exercées d'après ses ordres par le duc d'Albe, des nombreuses faiblesses de sa vie, de la mort même de son fils don Carlos, nul souvenir, nul regret, nul remords. Cet homme inflexible que, dans leurs terreurs, les peuples et les souverains avaient surnommé *le démon du Midi*, crut, deux jours avant d'expirer, voir le ciel s'entr'ouvrir pour le recevoir dans la gloire éternelle, et il rendit le dernier soupir avec le sourire du juste qui va jouir enfin du prix de ses vertus.

L'Espagne, pour laquelle il avait, comme Charles V, rêvé la monarchie universelle, le suivait dans la tombe, et, du rang de dominatrice qu'elle occupait depuis près d'un siècle, elle allait redescendre par degrés au niveau des puissances du second ordre.

Albert n'apprit qu'en Italie la mort de Philippe II; ce fut pour lui comme un coup de foudre dans un ciel serein; car il en fut frappé au milieu des réjouissances d'un double hyménée, le sien avec l'infante

Isabelle et celui de Philippe III avec Marguerite d'Autriche, fille de l'archiduc Charles.

Depuis Inspruck, Albert accompagnait Marguerite, qui se rendait auprès de son époux et allait s'asseoir sur le plus beau trône de l'Europe.

On conçoit que les fêtes données par la république de Venise, le duc de Mantoue et le pape, à la jeune reine d'Espagne et à l'archiduc Albert, durent se ressentir de la mort récente du roi qui pendant plus de quarante ans avait dominé l'Europe.

Toutefois à Ferrare, ville que le pape Clément VIII venait de réunir aux États du saint-siège, la jeune reine, l'archiduc et leur escorte quittèrent leurs vêtements de deuil pour la bénédiction des deux mariages qui furent célébrés par le saint-père lui-même.

L'archiduc Albert intervint à deux titres dans cette cérémonie solennelle, d'abord comme représentant le roi d'Espagne auprès de Marguerite d'Autriche, qu'il épousa par procuration, ensuite pour lui-même, tandis que l'ambassadeur d'Espagne tenait la place de l'infante Isabelle.

Crémone, Milan, Pavie, Gênes, s'empressèrent de suivre l'exemple de Ferrare.

Enfin, au mois de février 1599, les augustes voyageurs arrivèrent en Espagne; ce fut non loin des lieux où s'élevait jadis la célèbre Sagonte, que l'archiduc rencontra la voiture du roi et fut présenté à l'infante Isabelle qu'il pouvait déjà nommer son épouse. Quant à Philippe III, dans son impatience de voir Margue-

rite d'Autriche, il prit le costume et le nom d'un seigneur de la cour, et parut ainsi devant la reine pour la complimenter au nom de son royal époux ; mais des dames le reconnurent et révélèrent à Marguerite le secret de ce déguisement qui dénotait toute la délicatesse de la galanterie espagnole.

Il serait impossible de reproduire la pompe et l'éclat des fêtes dont Valence fut le théâtre pendant la ratification des deux mariages qui avaient attiré dans cette ville un immense concours de curieux.

L'église métropolitaine de Valence avait été décorée avec la plus grande magnificence.

Le nonce apostolique demanda au roi :

« Votre Majesté approuve-t-elle et ratifie-t-elle le mariage que l'archiduc Albert a contracté en son nom avec Marguerite, reine catholique et très-puissante, ici présente, mariage que notre saint-père le pape Clément a célébré solennellement ? »

« Oui, dit le roi, je l'approuve et le ratifie. »

Le nonce apostolique adressa la même demande à la reine, qui fit la même réponse.

« Et moi, dit le nonce, au nom de la très-sainte Église apostolique et romaine, je recois cette approbation et cette ratification de mariage qui a été contracté et célébré entre Vos Majestés ici présentes, par notre saint-père le pape Clément. »

Le mariage de l'archiduc fut célébré dans les mêmes formes, et les quatre époux prosternés devant l'autel reçurent ensemble la bénédiction nuptiale.

Avant de se séparer d'Albert, le roi lui donna le collier de la Toison d'or, et, le 7 juin 1599, le prince et l'infante s'embarquèrent à Barcelone pour aller prendre possession de leurs États.

II

ALBERT ET ISABELLE EN BELGIQUE.

1599.

Malgré la mort de Philippe II, le prestige de sa puissance durait toujours ; l'Espagne exerçait la même influence, du moins sur les États secondaires et sur les hommes qui n'avaient pas compris encore les changements opérés en Europe, d'un côté par la réforme religieuse et l'émancipation des Provinces-Unies, de l'autre par les règnes glorieux d'Élisabeth et de Henri IV.

D'ailleurs les deux époux se recommandaient par eux-mêmes, indépendamment de leur naissance et

de la suprématie plus apparente que réelle de l'Espagne.

Nous connaissons déjà la personne de l'archiduc; quant à l'infante Isabelle, elle était digne d'un pareil époux. Née du troisième mariage de Philippe II, elle avait hérité des grâces, de la bonté, de l'affabilité de sa mère, Élisabeth de France, et elle sut s'attirer tous les cœurs par ces qualités auxquelles se mêlait de la manière la plus heureuse un léger reflet de la gravité de son père. A l'époque de son mariage elle avait trente-deux ans; pour une femme du Midi, c'était presque un âge avancé; mais ce fut un bonheur pour ses sujets; car les années, la réflexion, les leçons paternelles avaient mûri sa raison et formé son cœur au grand art de régner.

Sur les frontières du Luxembourg, l'archiduc et l'infante furent accueillis par mille cavaliers de leurs escadrons d'ordonnance sous les ordres du comte de Mansfeld, qui fit chanter un *Te Deum* à Luxembourg, et malgré les pertes que lui avait causées la guerre, cette ville s'empressa d'offrir à l'infante son présent de joyeuse entrée.

Namur et ses habitants célébrèrent à leur tour la présence de leurs souverains; le comte Florent de Berlaumont dirigea avec beaucoup de goût les fêtes, qui se composèrent d'exercices militaires, du jeu d'échasses et d'une joute sur la Sambre.

A Nivelles une grande partie de la population du Brabant se réunit pour leur faire honneur; le duc

d'Arschot pourvut généreusement aux frais de la réception et occupa la première place dans le cortège qui se rendit au-devant des princes ; à sa droite se trouvait l'archevêque de Malines, à sa gauche l'évêque d'Anvers.

Partout des harangues, des arcs de triomphe, des fleurs, des tentures, partout une foule bruyante parée de ses plus beaux vêtements, et s'abandonnant aux transports d'une joie sincère ; car il s'agissait pour les Belges de l'indépendance de leur patrie, de cette nationalité que les événements leur avaient refusée jusque-là.

A Hal, le cardinal André d'Autriche remit aux mains de son frère l'archiduc les pouvoirs qu'il en avait reçus comme gouverneur par intérim des Pays-Bas. Le cortège, qui grossissait à chaque pas dans la route, s'arrêta deux jours à Hal, et les deux illustres époux allèrent loger à l'abbaye de la Cambre.

Le 5 septembre 1599, ils firent leur entrée à Bruxelles ; toute la population s'était précipitée dans la plaine qui s'étend hors de la porte de Louvain.

Le premier soin de l'archiduc et de l'infante fut de convoquer les états de leurs provinces, dont les représentants s'empressèrent de venir les féliciter. Les deux époux s'occupèrent aussi de composer leur suite et de nommer les officiers et les dignitaires de leur cour, d'après les antiques usages des ducs de Bourgogne et des rois d'Espagne. Ils pourvurent ensuite aux charges du palais.

Le roi d'Espagne s'était réservé la grande maîtrise de l'ordre de la Toison d'or; mais l'archiduc et l'infante, en l'honneur et en mémoire de leur avènement, firent donner le collier de cet ordre au prince Philippe d'Orange, au duc d'Arschot, au marquis d'Havré, à Philippe de Croy, comte de Solre, à Lamoral, comte et prince de Ligne, à Charles, comte d'Egmont, prince de Gavre, et à Claude de Fergy, comte de Champlite.

La maison des princes fut réglée de la manière la plus somptueuse; quatre-vingts chevaux de selle, pareil nombre de chevaux de voiture; cent cinquante mules et mulets d'Espagne; le comte de Solre nommé grand écuyer; dix-huit pages appartenant aux plus nobles familles, des officiers, des gardes, des archers, des hallebardiers, etc., telle était la composition de cette cour toute royale dont les dépenses s'élevaient journellement à plus de deux mille florins, sans compter les traitements et les gages. Don Rodrigo de Lasso commandait les gardes à cheval. Alors des ambassadeurs furent chargés d'aller annoncer aux puissances amies l'avènement de l'archiduc et de l'infante; le prince d'Orange fut envoyé à Paris auprès de Henri IV.

L'inauguration eut lieu à Louvain avec la plus grande pompe, en présence des députés des petites villes et des quatre capitales : Bois-le-Duc, Anvers, Bruxelles et Louvain.

La noblesse était représentée par les barons de

Boxtel et de Bassigni, de Grimberghe et de Wesemale, le comte d'Arenberg, le marquis de Berg-op-Zoom, le prince d'Orange, comme baron de Bréda, les ducs de Croy et d'Arschot.

Pour le clergé, il était représenté par les prélats de Sainte-Gertrude d'Everbode, de Diligem, de Tongerlo, de Heylisse, de Villers et de Vlierbeek, les évêques de Bois-le-duc et d'Anvers, et l'archevêque de Malines.

L'infante et l'archiduc étaient accompagnés de l'ambassadeur d'Espagne, du duc d'Aumale, du marquis d'Havré, du comte de Mansfeld, de l'amiral d'Aragon, du président Richardot, du conseiller d'Assonville, de Damman, chancelier de Brabant.

En présence de cette imposante assemblée, l'audiencier lut en langue flamande la joyeuse entrée de Brabant et les privilèges signés et scellés des princes.

L'infante, la première, fléchit les genoux et confirma par serment ces privilèges que l'archiduc jura aussi de maintenir, dans la même attitude et la main sur l'évangile.

Aussitôt les trois états, au nom de leurs provinces, et les états de Brabant et des pays au delà de la Meuse, prêtèrent le serment d'obéissance et de fidélité.

Les privilèges de la ville de Louvain furent également confirmés. Le 28 novembre, les princes retournèrent à Bruxelles où leur inauguration eut lieu

avec la même solennité ; la ville leur offrit un buffet d'argenterie évalué à vingt mille florins.

Ils se rendirent le 5 décembre au château d'Anvers, et entrèrent dans cette ville le 8 du même mois au milieu de toutes les cérémonies en usage pour l'inauguration des princes régnants.

Cet empressement des populations, ces fêtes de joyeuses entrées, ces dons d'heureux avènement, toute cette pompe des cérémonies de l'inauguration étaient d'autant plus remarquables que, depuis le départ d'Albert, et même après son retour, les Provinces-Unies avaient continué la guerre sur plusieurs points de la Belgique, et que cet état d'hostilité épuisait les ressources du pays.

L'archiduc, pendant son absence, avait confié le gouvernement à son cousin le cardinal André d'Autriche et le commandement de l'armée à l'amiral d'Aragon, François de Mendoza, avec le comte Hermann de Bergh pour lieutenant général.

Les quelques mois d'administration provisoire du cardinal n'offrent rien d'important, rien de décisif ; la guerre continua des deux côtés avec des chances à peu près égales. L'amiral Mendoza s'empara, devant Venloo, d'un navire hollandais, monté par Jean de Raert. Ensuite il passa la Meuse près de Ruremonde avec trente mille hommes, et le colonel la Bourlotte franchit le Rhin à Kerkraet, entre Cologne et Bonn ; le corps commandé par ce colonel formait l'avant-garde de l'armée, qui ne tarda pas à le rejoindre et à

investir la ville d'Orsoi, située dans le duché de Clèves. Mendoza demanda que les portes lui en fussent ouvertes, et, sur le refus de Horst, maréchal et secrétaire de Clèves, il fit élever en forme d'échelles les grands chariots du Brabant, qui servaient au transport des convois, et commanda l'escalade. La ville capitula; mais le château tenait encore. Pour forcer la garnison à se rendre, Mendoza ordonna au bourreau de se présenter devant les murailles avec le gibet et trois capucins : c'était annoncer aux soldats le sort qui les attendait, s'ils essayaient de se défendre plus longtemps avec des forces insuffisantes; ils comprirent l'inutilité d'une résistance dont ils ne pouvaient attendre qu'un trépas ignominieux. Après ce double avantage, obtenu sans coup férir, l'amiral se rendit maître d'Alpen. Ce fut le prélude d'une prise plus importante, celle de la place de Rhinberg, qui eût soutenu le siège avec énergie sans l'accident qui détruisit son magasin à poudre. Cet accident obligea les Hollandais de se rendre à Alphonse d'Avalos, qui les traita avec beaucoup de courtoisie, en reconnaissance des excellents procédés qu'avait eus pour lui le prince Maurice d'Orange.

Le prince Maurice balança les avantages de ses adversaires par la prise du fort Saint-André, que le cardinal André d'Autriche avait fait construire dans l'île de Bommel. Ce fort, par sa situation, pouvait passer pour une des clefs de la Hollande; aussi les

deux partis attachaient-ils une extrême importance à sa possession.

Il eût été difficile à Maurice de l'emporter d'assaut; l'or lui en ouvrit les portes. Moyennant cent vingt-cinq mille livres, des traîtres le lui livrèrent, et, après le lui avoir remis, se retirèrent à Ostende, afin d'y chercher un refuge contre le ressentiment des souverains et du pays qu'ils avaient si indignement trompés.

Quoiqu'une victoire ainsi achetée honore peu le vainqueur, les Hollandais n'en laissèrent pas moins éclater leur joie. Mais les Belges eurent bientôt, pour s'en consoler, la gloire d'un de ces combats héroïques qui rappellent les mœurs du moyen âge, et que l'on peut comparer à la célèbre rencontre des *Trente* en Bretagne, alors que l'intrépide Beaumanoir buvait son sang pour étancher la soif dont il était dévoré.

Ce combat eut lieu le 5 février de l'année 1600, près des villes de Bois-le-Duc et de Geertruydenberg, entre vingt maîtres flamands et un pareil nombre de Français. L'outréculdance du chef de ces derniers en fut la cause. Il se nommait Bréauté. C'était un capitaine normand qui commandait une compagnie de cavalerie engagée au service de la Hollande et en garnison à Geertruydenberg. Tous les prisonniers qui tombaient en son pouvoir étaient accablés par lui d'insultes et d'outrages; il se plaisait surtout à lancer des sarcasmes contre le comte de Grobbendonck, gouverneur belge de Bois-le-Duc, qui regarda comme

au-dessous de lui de faire attention aux fanfaronnades d'un ennemi qu'il se promettait bien de punir autrement la première fois qu'il le rencontrerait sur le champ de bataille.

Le lieutenant du comte de Grobbendonck, Gérard Abraham, n'eut pas la même patience. C'était un homme de cœur et de résolution, qui avait reçu pour nom de guerre le sobriquet de *Lekkerbeetjen* (friand morceau). Le hasard fit tomber entre ses mains une lettre de Bréauté qui, en réponse à son lieutenant fait prisonnier et qui lui demandait de payer sa rançon, lui disait : « *Je suis bien esbahi que vous, avecque vingt maîtres, vous êtes laissé battre de quarante coquins.* »

Gérard Abraham écrivit aussitôt à Bréauté qu'il ne devait pas *s'ébahir* de la défaite de ses gens ; que les mêmes *coquins* qui les avaient battus ayant la supériorité du nombre, étaient prêts à se mesurer contre eux à nombre égal, et que, si Bréauté voulait en faire l'épreuve avec vingt de ses cavaliers, lui Gérard Abraham irait à sa rencontre avec vingt de ses hommes.

Bréauté fut enchanté de ce cartel, et dans son impatience qui égalait celle de Gérard Abraham, il pria le prince Maurice d'y donner son adhésion. Le prince la refusa d'abord, puis l'accorda ; le comte de Grobbendonck y consentit également, et des deux côtés on se prépara gaiement au combat.

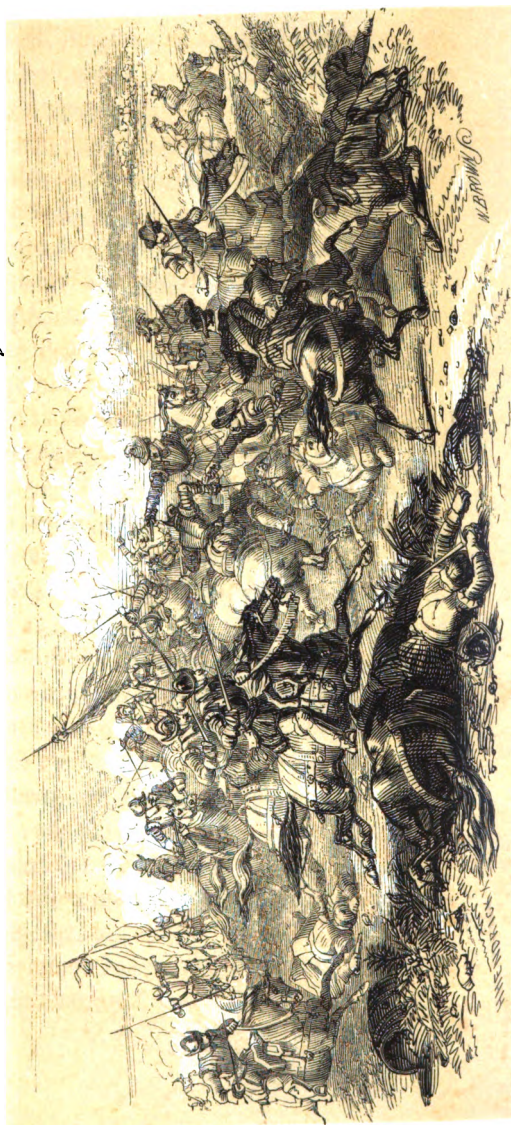
La bruyère de Vucht ayant été choisie pour le lieu de la rencontre, Bréauté, parti de Geertruydenberg avec ses dix-neuf cavaliers, coucha à Loon-op-Sant, et le

lendemain s'y confessa et entendit la messe. Il se rendit ensuite à Vucht où le comte de Grobbendonck lui envoya du vin d'Espagne, du pain et du fromage. Ses gens en profitèrent, mais il ne prit rien. Gérard Abraham étant arrivé avec les siens, des trompettes furent chargés de part et d'autre d'aller compter les combattants ; ce qui eut lieu à une heure après midi.

Dès que la personne de Gérard Abraham eut été bien désignée à Bréauté, la charge sonna. On se précipita avec furie, et dans ce premier choc Bréauté atteignit d'un coup de pistolet Gérard Abraham qui tomba de cheval. Le frère du lieutenant flamand, Antoine Abraham, et son beau-frère furent également tués. Du côté de Bréauté tombèrent son quartier-maître Ilisson et un autre des siens nommé Beautubbert.

Les Français l'emportaient, puisque les chefs du parti ennemi étaient morts ; mais Bréauté était si animé et si furieux qu'il négligea de remettre ses combattants en ordre, ce qui lui devint fatal. Les Flamands, quoique sans chef, se conduisirent en vieux et vaillants soldats ; ils serrèrent leurs rangs. Bréauté, qui les avait dépassés dans la première charge, eut son cheval tué sous lui, et trois de ses cavaliers succombèrent : c'étaient les nommés Cachon, Marcou et le Coing. Alors il fit mettre pied à terre à un de ses gens nommé Sigare, monta sur son cheval, et retourna une troisième fois à la charge. Son cheval fut encore tué, ainsi qu'un de ses hommes, la Rillière.

Trois autres, la Rose, de Noyer et Brémond, furent



désarçonnés et continuèrent à combattre à pied ; mais dans le désordre où ils se trouvaient, ils laissaient l'avantage aux Flamands.

Dès ce moment la troupe de Bréauté commença à faiblir, et deux de ses gens, Lapierre et du Lyon, s'enfuirent au grand galop, abandonnant leur capitaine. Un certain de L'enclume, qui était blessé, s'enfuit aussi, de même que Saint-Amand, atteint de plusieurs balles dans les deux bras, et un autre appelé la Tarte. Celui-ci s'excusa, prétendant que son cheval l'avait emporté.

Compagne et Baron furent également accusés d'avoir abandonné leur chef, quoique plus tard ils aient voulu s'en défendre. Ainsi resté presque seul, mais continuant à combattre vaillamment à pied, Bréauté finit par se rendre sur la promesse de bon quartier ; ce que firent, à son exemple, la Rose, de Noyer, Brémond, et enfin son neveu Thibaut, qui était encore à cheval. On dit que les prisonniers furent massacrés avant d'entrer dans Bois-le-Duc ; mais cet acte de férocité s'accorde mal avec la courtoisie dont le comte de Grobbendonck avait usé envers les Français en leur envoyant des rafraîchissements avant le combat. Le fait est que la ville de Bois-le-Duc, pour honorer la vaillance de deux de ses citoyens, fit ériger un monument à Gérard et à Antoine Abraham dans le jubé de l'église des Dominicains.

III

BATAILLE DE NIEUPORT.

Le prince Maurice de Nassau, qui n'était pas resté inactif pendant l'hiver, reçut des Etats l'ordre de porter la guerre dans la Flandre. A cet effet, il rassembla 127 compagnies d'infanterie et 25 cornettes de cavalerie, qu'il fit embarquer sur 800 bateaux, avec 30 pièces de canon, des munitions et des vivres.

Il partit de la Haye le 17 juin 1600; et deux jours après la flotte se trouvait sur les côtes de Zélande où les vents contraires la retinrent près du château de Rammekens.

Le prince descendit à terre, et les députés des Etats

s'étant de nouveau réunis, il fut résolu qu'on aborderait dans la contrée de la Flandre la plus voisine de Rammekens. En conséquence, la flotteremonta l'Escaut et vint jeter l'ancre près du fort Saint-Philippe, ou Philippine, à une lieue du Sas de Gand. Un détachement espagnol qui gardait ce poste l'abandonna sans avoir essayé de le défendre. En quelques heures l'armée opéra son débarquement; munie de vivres pour six jours, elle se dirigea sur Bruges et de là sur Nieuport, que les Hollandais investirent par terre, tandis que leur flotte la bloquait par mer.

Cependant la nouvelle de l'invasion de Maurice était parvenue à Bruxelles, et quelque difficile que fût en ce moment la situation des archiducs, ils ne montrèrent ni hésitation ni faiblesse.

Avant même que l'armée belge fût réunie, Albert et Isabelle se rendirent à Gand pour rassurer les habitants par leur présence. Bientôt arrivèrent les troupes, fortes d'environ 12,000 hommes. Les Espagnols et les Wallons en formaient le plus grand nombre. Il y avait aussi des Italiens et des Irlandais, avec quelques enseignes de Bourguignons et d'Allemands. A l'approche de l'armée, l'archiduc et Isabelle se portèrent à sa rencontre pour animer le courage des soldats. L'infante montait une magnifique haquenée blanche; elle parcourut les rangs et prononça un discours que les historiens ont répété de diverses manières; en voici à peu près la substance :

« Amis, dit-elle aux soldats qui l'entouraient, il

« n'est pas de cause plus juste, plus sainte que celle
« que vous soutenez; vous le savez, vous surtout,
« braves guerriers qui avez fait les campagnes de
« Flandre. Le roi, notre frère, s'est résigné à tous les
« sacrifices qui pouvaient amener la paix et désar-
« mer les rebelles; il a mis le comble à tant de bontés
« en donnant à ces contrées des souverains indépen-
« dants. Comment vos ennemis ont-ils répondu à sa
« bienveillance paternelle? En s'affermissant dans la
« révolte contre leur roi, contre Dieu. Votre dévoue-
« ment à la religion, votre loyauté envers vos souve-
« rains nous garantissent aujourd'hui la victoire. Dieu
« lui-même bénira vos efforts! A ceux qui tomberont
« sur le champ de bataille, il réserve sa palme éter-
« nelle; pour ceux qui survivront, ils peuvent comp-
« ter sur la royale reconnaissance de notre auguste
« frère, comme sur ses bienfaits.

« Vous avez eu à souffrir, braves soldats; mais
« n'en accusez que le malheur des temps. Votre solde
« vous sera intégralement payée au gré de vos vœux;
« nous attendons d'Espagne des sommes considéra-
« bles, nos fidèles états nous ont promis des subsides;
« mais, au défaut de ces ressources, sachez que je
« me dépouillerais avec joie de mes bijoux, que je
« me servirais des fonds destinés aux dépenses de
« notre cour, afin de satisfaire à vos besoins. »

Ces paroles excitèrent l'enthousiasme des troupes.
L'air belliqueux de la princesse, l'assurance de sa
voix, l'expression de ses traits, le titre de petite-fille

de Charles-Quint, tout se réunissait pour ajouter à l'entraînement d'un pareil langage; et chacun jura de sacrifier ses jours pour une princesse si digne du dévouement de son armée et de ses sujets.

Dans cette disposition d'esprit, les troupes marchèrent sur Bruges, d'où elles se portèrent sur Oudenbourg et Nieuport avec tant de rapidité que les garnisons hollandaises des forts de Plasschendale, de Breedene et d'Oudenbourg n'eurent pas le temps de se mettre en défense. Elles capitulèrent et obtinrent la permission de rejoindre le gros de leur armée. L'archiduc accorda les mêmes conditions à deux compagnies qui gardaient le fort de Snaeskerke; mais, pendant la capitulation, ceux de Diest escaladèrent les remparts et se précipitèrent sur les soldats ennemis, les taillèrent en pièces, sans qu'il fût possible d'arrêter le carnage. Le fort Albert seul se défendit; et comme il eût fallu trop de temps pour le réduire, l'armée continua sa route, sans lui avoir livré aucun assaut sérieux.

Maurice, qui n'avait trouvé dans les prédécesseurs de l'archiduc qu'irrésolution et lenteur, ne s'attendait pas à tant de vigueur et de hardiesse. Il avait répandu ses troupes autour de Nieuport, ne songeant qu'à cerner la ville et à faire ses dispositions pour l'assiéger. Il avait compté sur l'éloignement de l'armée d'Albert, sur le temps qu'il faudrait pour la réunir, et enfin sur la résistance des forts situés sur la route et dans lesquels il avait jeté des garnisons. Tout à coup, dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, il apprend à

la fois que l'archiduc est en marche avec des forces considérables et qu'il vient de s'emparer d'Oudembourg et de dépasser Ostende. Comprenant aussitôt le désavantage de sa position, mais n'en connaissant pas encore tout le danger, il se hâte, dès le point du jour, de détacher un corps de troupes considérable pour arrêter du moins l'ennemi au pont de Snaeskerke sur le Leeck, à mi-chemin d'Ostende à Nieuport. Ce poste, au milieu de prairies coupées de fossés profonds, devait être facile à défendre; le gros des forces hollandaises aurait eu le temps de venir s'établir sur la rive gauche du ruisseau, où il eût été presque impossible de l'attaquer. Ce fut à son cousin le comte Ernest de Nassau que le prince confia le commandement du corps chargé de garder le pont.

Mais déjà le village de Snaeskerke était au pouvoir des piquiers espagnols qui venaient de passer le ruisseau, et les escadrons d'Albert débouchaient dans la plaine. Ernest n'avait donc plus le moyen d'accomplir sa mission; il ne lui restait qu'à battre en retraite et à se replier sur le camp où rien n'était prêt pour la bataille. Soit qu'il n'eût pas aperçu assez tôt les Espagnols, soit qu'il crût encore pouvoir les faire reculer, ou bien qu'il voulût les devancer pour retarder leur marche et sauver Maurice, il n'hésita pas à en venir aux mains. Repoussé avec perte dès le premier choc, et se voyant sur le point d'être enveloppé, il se retira vers les dunes sans cesser de combattre. Bientôt il n'eut plus d'autre parti à prendre que de

se réfugier sous le canon du fort Albert; mais avant d'y parvenir, ses soldats, malgré leur bravoure, furent accablés par le nombre et mis en pleine déroute : il en resta douze cents sur le champ de bataille. Ernest de Nassau ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval, et les fuyards allèrent porter l'épouvante jusque dans les murs d'Ostende.

Cependant cet échec, quelque désastreux qu'il parût pour l'armée des États, l'avait sauvée du péril plus grand d'être surprise par le mouvement rapide d'Albert, et de se voir accablée avant d'être prête à combattre. En effet, les écrivains hollandais reconnaissent que si l'archiduc fût arrivé devant Nieuport dans la matinée, comme il l'espérait, c'en était fait des ennemis, dont les troupes éparses et en désordre n'auraient pu échapper que par la fuite; mais l'action engagée contre la division d'Ernest avait duré quelque temps, et la marche des vainqueurs, que la poursuite avait détournés de leur route, était ralentie encore, au moment de la plus grande chaleur du jour, par la nature sablonneuse du terrain où il fallait passer. On ne pouvait donc plus arriver en face des Hollandais avant qu'ils se fussent mis en état de défense; il n'était même pas douteux que le prince d'Orange, averti par les messagers d'Ernest et par le bruit du canon, n'eût déjà pris ses mesures. Ainsi, tout n'était pas avantage pour l'archiduc dans ce premier succès; mais les soldats, enivrés par la victoire, ne craignaient plus aucun obstacle, et les mutinés surtout, qui avaient l'habitude

de dicter des lois à leurs chefs, demandaient à grands cris qu'on les conduisît au combat.

Le général jugeait mieux sa situation (1) ; il comprenait que, le moment de surprendre l'ennemi étant passé, une attaque imprudente pouvait lui faire perdre le fruit de sa première victoire : son opinion personnelle était qu'il fallait remettre la bataille à un autre jour ; mais, par déférence pour les vieux capitaines qui marchaient sous ses ordres, il ne voulut rien décider sans leur avis, et convoqua le conseil de guerre. Si c'était une faute, le motif ne laissait pas que de lui faire honneur.

Il y eut division dans le conseil. Malgré la défaite du détachement d'Ernest de Nassau, le mestre de camp Gaspard Zapena, vieil officier plein de mérite, soutint qu'il était imprudent d'attaquer Maurice avant d'avoir été rejoint par les 3,000 hommes qu'amenait Vélasco. Il fit valoir la distance qui restait à parcourir, la fatigue qui en résulterait pour les troupes, enfin l'ignorance où l'on était de la position des ennemis. « Chaque heure de délai, dit-il, est fatale à Maurice. « En effet, Nieuport lui échappe, il faut qu'il lève le « siège et qu'il opère sa retraite à travers une contrée « hostile, en face d'une armée aguerrie. Que de com-

(1) C'est encore Bentivoglio que nous suivons ici ; mais nous sommes assuré que son récit est exact. Ainsi nous trouvons dans une relation imprimée en 1600, et qui a pour titre : *La Flandre conservée*, que l'archiduc voulait renoncer à l'attaque ce jour-là, mais que tous les officiers s'y opposèrent, excepté Zapena. Ce livre n'étant point paginé, nous ne pouvons indiquer le feuillet.

« bats il doit soutenir pour gagner Ostende par la
« route de terre ! Et s'il veut s'y rendre par mer, quoi
« de plus facile pour nous que de l'accabler au mi-
« lieu du désordre qu'entraîne l'embarquement d'une
« armée ? »

C'était là sans contredit le plan le plus raisonnable et le plus sûr ; mais il paraissait timide à des hommes exaltés par le succès. Le fameux la Bourlotte, qui commandait les Wallons, s'écria avec la chaleur d'un officier de fortune chez lequel la bravoure allait jusqu'à la témérité :

« Il faut profiter des circonstances ; l'ennemi est
« déjà découragé par la perte des forts que nous lui
« avons enlevés, et par la destruction de son avant-
« garde ; ne lui laissons pas le temps de se remettre
« de son épouvante. A notre approche, il fuira vers
« ses vaisseaux. Voyez l'enthousiasme des troupes : les
« soldats qui se sont naguère mutinés n'aspirent
« qu'à trouver l'occasion de réparer leurs fautes, d'en
« effacer jusqu'au souvenir par l'éclat d'une belle
« victoire. On vous parle de l'infériorité numérique
« de l'armée : qu'importe ? Notre prince marche à no-
« tre tête, il combat dans nos rangs ; nous compte-
« rons nos ennemis après les avoir vaincus. Entendez
« les Espagnols répétant leur vieux proverbe natio-
« nal : *Plus il y a de Mores, plus la victoire est*
« *grande et belle.* »

Ces paroles ardentes obtinrent l'assentiment général. Cependant l'archiduc hésitait encore. En ce mo-

ment décisif, on aperçoit en mer de nombreux vaisseaux qui s'éloignent de Nieuport et voguent du côté d'Ostende. Alors il devient impossible de retenir l'armée. « Ils nous échappent, s'écrient les soldats; ils vont fuir emportés par leurs bâtiments. En avant! que cette plage soit leur tombeau! »

Aussitôt tous les corps se mettent en mouvement. Les mutinés de Diest, qui formaient l'avant-garde, se portent sur Nieuport. Le mouvement devient général, irrésistible; il n'y a plus qu'à le diriger. L'amiral d'Aragon, à la tête de l'avant-garde, lui fait traverser les dunes; il la dirige le long de la mer. L'archiduc se place au centre du corps de bataille; l'arrière-garde, peu nombreuse, n'eut point de chef particulier.

On arriva en vue de l'ennemi vers le milieu de la journée (1). Le vent et le soleil donnaient dans les yeux des soldats; mais il n'était pas possible d'y remédier; car l'armée était resserrée entre la mer et de grandes plaines que l'inondation avait rendues inabordables.

(1) Il y a beaucoup de contradictions et d'inexactitudes dans les différents récits de cette bataille et les divers plans qu'on nous en a donnés. Ceux qui accompagnent le grand ouvrage de Bor sont entièrement faux; mais Grotius, Bentivoglio, Horace de Vere, l'auteur de *la Flandre conservée*, et celui des *Lauriers de Nassau*, se trouvent d'accord dans leurs narrations. Les plans tracés par ce dernier sont assez exacts. Nous avons encore mis à profit le récit de la Pise dans son *Histoire d'Orange*, ainsi que plusieurs autres documents, et nous croyons pouvoir garantir la fidélité de notre description. Nous ferons remarquer en passant que cette bataille a été touchée, au point de vue militaire, dans l'ouvrage intitulé *Mémoires et souvenirs du général Maximilien Lamarque*, tom. III, pag. 248-260.

Dans l'espace intermédiaire s'étendait la chaîne des dunes, monticules de sable d'inégale hauteur et souvent d'accès difficile. C'est là que le gros de l'armée devait combattre; car l'intervalle qui restait libre des deux côtés, au bord de la mer et sur la lisière des prairies, avait à peine assez de largeur pour permettre à quelques escadrons de s'y déployer.

La chaleur ralentissait la marche des troupes forcées de faire halte à chaque instant. Huit pièces de canon qu'elles amenaient avec elles, et qui étaient traînées chacune par seize chevaux, creusaient de larges sillons dans le sable de la mer. De temps en temps on était obligé d'en mettre deux en batterie pour écarter les navires hollandais qui se montraient sur le flanc des colonnes. L'armée s'avancait en ordre de bataille depuis qu'elle se voyait proche des ennemis. Les dispositions prises par l'archiduc annonçaient le dessein d'attaquer avec sa droite qui se trouvait au bord de la mer, sans engager sa gauche qui s'appuyait aux prairies. Cette manœuvre était prescrite par la nature des lieux; car les dunes contiguës au rivage commandaient toutes les autres, et leur possession devait décider de la victoire. C'était donc aussi à sa droite qu'Albert avait placé les troupes dont on vantait le plus la valeur et les exploits. Sur le rivage même il avait rangé la cavalerie espagnole et les mutins de Diest, protégés par toute son artillerie. Le corps de bataille, dont l'infanterie formait trois grands carrés disposés en échelons, s'élevait sur les dunes.

Le premier, qui se liait à l'aile droite, était composé de vétérans espagnols conduits par don Hieronymo de Monroy et don Louis de Villar. Le second, posté à gauche et un peu en arrière, se composait encore d'Espagnols réunis à un régiment italien. Les uns avaient pour chef Zapena, les autres Alfonse d'Avalos. Le dernier était formé de trois régiments wallons sous les ordres des colonels la Bourlotte et de Buquoy, soutenus de quelques Irlandais commandés par un officier de leur nation.

Entre ce bataillon et le précédent, se tenait l'archiduc avec ses officiers, ses gardes et 400 volontaires belges. Le reste de la cavalerie, qui devait former l'aile gauche, venait en arrière et ne se déploya que lorsqu'on fut arrivé à un endroit où les escadrons purent se poster au pied des dunes. Ces troupes inspiraient peu de confiance à Albert, et l'événement justifia ses craintes.

Il était près de quatre heures quand ces dispositions furent terminées. De son côté, Maurice avait mis à profit le temps écoulé depuis la défaite d'Ernest. Cachant avec soin à ses soldats l'échec éprouvé par leurs compagnons, il fit, dit-on, mettre à mort un malheureux prisonnier qui en avait répandu la nouvelle. Pour lui, il affichait d'autant plus de calme et d'assurance qu'il sentait mieux le danger de sa position. Laissant deux régiments d'infanterie à la garde de son camp, il avait fait passer tout le reste des troupes sur la rive droite de l'embouchure de l'Yzer,

en avant de Nieuport. Son ordre de bataille était à peu près le même que celui de l'archiduc ; mais, indépendamment de ce qu'il n'était pas, comme ses ennemis, incommodé par le vent et le soleil, il avait tiré parti de l'adresse des marins zélandais pour établir deux batteries sur des plates-formes de madriers, seul moyen d'empêcher ses canons de s'enfoncer dans le sable à la première décharge. Ses mousquetaires étaient placés favorablement au sommet des dunes ; quelques navires zélandais, qui côtoyaient le rivage, protégeaient encore de leur feu le flanc gauche de son armée, et il avait ordonné à tous les bâtiments de transport de prendre le large, pour faire voir à ses soldats qu'il fallait, comme il le leur avait dit, remporter la victoire ou *boire l'eau de la mer*.

L'action s'engagea à peu près en même temps sur les deux ailes. Du côté des prairies, ce furent les escadrons hollandais qui prirent l'offensive, et leur avant-garde renversa quelques cornettes italiennes ; mais, ne s'étant pas arrêtée assez tôt, elle fut enveloppée par des forces supérieures, et une compagnie entière fut réduite à s'enfuir dans la direction d'Ostende. Malgré ce premier avantage, la cavalerie de l'archiduc eut le dessous dans les charges suivantes, sans que toutefois l'ennemi osât la presser vivement, dans la crainte d'être exposé au feu de l'infanterie qui occupait les monticules voisins. Il ne se passa donc rien d'important de ce côté, et, comme l'avait prévu

Albert, l'attaque sérieuse fut celle des dunes qui commandaient le rivage.

Là, tout l'avantage du terrain était pour les troupes hollandaises; elles se déployaient en ligne sur les dunes, ayant devant elles une profonde vallée du milieu de laquelle s'élevaient quelques collines couvertes des mousquetaires de Maurice. C'étaient comme autant de redoutes à enlever avant de pouvoir aborder de front l'armée ennemie. Albert la fit attaquer par de nombreux détachements d'arquebusiers et de ce qu'on appelait alors des piques volantes (espèce de vélites des régiments d'infanterie). Mais tous les assauts furent repoussés avec une vigueur incroyable par les compagnies anglaises et frisonnes, qui occupaient les hauteurs. Les Anglais surtout, animés par la présence du célèbre Francis de Vère, leur général, opposèrent une résistance si opiniâtre que les assaillants furent contraints de plier, malgré les renforts qu'ils recevaient à chaque instant. L'action dura plus d'une heure, sans que les soldats de l'archiduc parvinssent à débusquer l'ennemi. Alors, voyant qu'il fallait recourir à des moyens plus décisifs, le prince fit avancer ses masses, mouvement dangereux, mais nécessaire, puisque chaque moment de délai rendait sa position plus défavorable. Par son ordre, les régiments espagnols se précipitent tous à la fois pour s'emparer de la crête des dunes, tandis que la cavalerie de l'amirante Mendoza, qui couvre le rivage, se jette sur les réserves anglaises et frisonnes, égale-

ment postées au bord de la mer. L'attaque réussit ; les vieux tercès d'Espagne renversèrent les piquiers et les mousquetaires de sir Francis, et ce général lui-même, blessé grièvement, eut de la peine à leur échapper, tandis que les escadrons de Mendoza, sabrant tout ce qui se trouvait devant eux, pénétraient jusqu'à l'artillerie hollandaise, dont ils faillirent se rendre maîtres. Le désordre fut si grand parmi les Frisons, qu'une partie des fuyards périt dans les flots.

Cependant, le gros de l'infanterie de Maurice accourait pour rétablir le combat ; ceux qui donnèrent les premiers furent les piquiers français du fameux la Noue, qui chargèrent les régiments espagnol et italien de Zapena et d'Avalos. Repoussés avec perte, ils furent remplacés par les nouveaux gueux, qui firent des prodiges et renversèrent les vainqueurs ; mais alors entrèrent en lice les corps de la Bourlotte et du comte de Buquoy, composés presque entièrement de troupes wallonnes. Cette vaillante division, qui faisait la gauche de l'armée d'Albert, avait été forcée jusque-là de laisser aux étrangers l'honneur de l'action ; elle prit sa revanche dès qu'elle put en venir aux mains à son tour. Les Suisses et les nouveaux gueux essayèrent en vain de lui résister, et, après les avoir fait reculer, elle repoussa de même les régiments de Hollande et d'Utrecht venus à leur secours.

Les Hollandais, dans les relations qu'ils nous ont laissées de la bataille, conviennent que, dans cette

lutte inégale, tout l'avantage resta aux soldats de l'archiduc, qui, au bout de trois heures de combat et malgré le feu des mousquetaires et des canons établis sur les hauteurs, avaient emporté l'une après l'autre la plus grande partie des dunes.

Albert lui-même, se jetant dans la mêlée, la tête découverte pour être mieux reconnu des soldats, donnait l'exemple du courage aux moments les plus difficiles, et ranimait de la voix et du geste les piquiers espagnols ralliés autour de lui.

Le soir approchait, et l'archiduc, malgré l'infériorité de sa cavalerie, semblait sur le point de l'emporter, grâce à la valeur de ses fantassins, quand le prince d'Orange fit passer le long du rivage deux escadrons d'élite chargés de tenter un vigoureux effort. Le hasard voulut qu'au moment même l'artillerie espagnole, placée au bord de la mer, fût mise hors de service par l'explosion de ses chariots à poudre. Les cavaliers de l'amirante, qui jusqu'alors avaient combattu assez vaillamment, se trouvant exposés à tout le feu des batteries hollandaises, perdirent courage, et après une décharge meurtrière, on les vit se réfugier derrière les dunes. Les escadrons de Maurice les poursuivirent aussitôt, firent Mendoza lui-même prisonnier avec quelques-uns de ses officiers, et dispersèrent le reste de ses soldats. Animés par ce succès, ils s'engagèrent dans les intervalles des dunes, prirent en flanc l'aile droite de l'archiduc, et chargèrent ses piquiers avec tant de bonheur que les

colonels Louis de Villar et Zapena tombèrent entre leurs mains.

Toutefois, l'archiduc, avec ses volontaires, parvint à repousser cette cavalerie assez peu nombreuse ; mais il lui fut impossible de ramener la cavalerie espagnole au combat : ni ses prières ni ses menaces ne la décidèrent à revenir à la charge. Cependant l'infanterie semblait redoubler de vigueur. Les Wallons, encore en bon ordre, demandaient à marcher en avant, et les débris des régiments espagnols se reformaient sous leur protection. La fuite de la cavalerie rendit inutiles ces bonnes dispositions. De toutes parts arrivaient de nouveaux escadrons ennemis : leurs cris de victoire finirent par abattre tous les courages, et le corps du comte de Buquoy soutint mal une charge de lanciers. Dès lors la bataille fut perdue.

Dans le premier moment de désespoir, l'archiduc sembla préférer la mort à la honte d'abandonner les braves qui combattaient encore. Il rentra dans la mêlée, où son cheval blanc et son visage découvert attiraient tous les regards. Déjà un fantassin allemand est parvenu jusqu'à lui et saisit les rênes de son cheval. Le prince se dégage ; mais d'autres l'entourent, et un coup de pique l'atteint au-dessous de l'oreille droite. Dans ce péril, un capitaine flamand se dévoua pour le sauver : c'était un gentilhomme d'Ypres, nommé Hubeljann (ou Cabbelliau, comme van Meteren l'appelle), qui avait perdu sa

compagnie pour s'être battu en duel. Ce vaillant homme court au-devant des ennemis, le pistolet et le coutelas aux poings, et ne tombe qu'après en avoir renversé six. Les gardes d'Albert arrivent sur ces entrefaites ; ses officiers l'environnent et l'arrachent malgré lui du champ de bataille. Il se fait panser à la hâte ; montant sur un cheval qu'on lui amène pour remplacer le sien tué dans la mêlée, il se laisse entraîner loin du champ de bataille où il n'a pu sauver que l'honneur.

Maurice, dont les pertes égalaient presque celles de l'archiduc, ne put poursuivre sa victoire ; ses troupes étaient épuisées de fatigue : il ne put même continuer le siège de Nieuport, don Velasco s'étant porté rapidement sur Dixmude, d'où il avait jeté des renforts dans la place investie. La journée fut donc en quelque sorte sans résultat pour Maurice, qui ordonna à son armée de se replier sur Ostende.

IV

SUITES DE LA BATAILLE DE NIEUPORT

ET

SIÈGE D'OSTENDE



La victoire de Nieuport, comme nous le verrons, était loin d'être pour l'armée des États un avantage assez décisif; mais l'archiduc, pour le moment, n'était pas en mesure de prendre sa revanche, et il avait besoin d'abord de se créer une armée.

La prolongation de la guerre avait épuisé les provinces; l'épuisement avait éteint toute ardeur belliqueuse. L'Espagne ne laissait plus espérer de res-

sources en hommes ou en argent. L'Allemagne, en grande partie luthérienne ou calviniste, n'offrait que des secours mercenaires ou suspects; enfin, l'armée elle-même, ou plutôt les débris de l'armée qui avait combattu si malheureusement à Nieuport, démoralisés par cet échec et par le manque de solde, n'étaient plus soutenus par aucun sentiment de patriotisme ou d'honneur, et semblaient disposés à vendre leurs services à qui voudrait les payer.

Dans une semblable situation, l'archiduc dut recourir aux états. Ceux de Flandre se prononcèrent avec force pour le siège d'Ostende; ils exigeaient que ce port, qui offrait aux Provinces-Unies un point de débarquement et une place de sûreté, leur fût arraché au prix des plus grands sacrifices. Sans la possession d'Ostende, point de repos pour les Flamands; à chaque instant ils étaient exposés à de nouvelles attaques.

L'archiduc apprécia ces motifs : il en reconnut toute la justesse; mais en même temps il ne pouvait se faire illusion sur les difficultés de l'entreprise.

Les travaux importants qui défendaient cette place, le nombre et la qualité des troupes qu'elle renfermait, la facilité pour les assiégés d'être continuellement secourus ou ravitaillés par mer, tous ces motifs méritaient d'être pesés. Pour enlever Ostende à l'ennemi, il fallait sacrifier des milliers d'hommes, et le siège pouvait se prolonger pendant plusieurs années.

Telles furent les objections de l'archiduc; mais les

états persistèrent dans leur proposition avec tant de chaleur que le prince finit par se rendre à leurs vœux, et aussitôt ils votèrent un subside.

Une fois décidé, l'archiduc fit taire toutes les considérations qu'il avait exprimées, et l'on eût dit que lui-même avait conçu la première idée du siège, tant il y apporta de zèle, de valeur et de persévérance.

Ostende n'avait été longtemps qu'une place ouverte servant d'asile aux pêcheurs; mais l'importance de sa position au milieu de marais et de canaux qui la défendent de toutes parts, surtout pendant les hautes marées, fixa l'attention du duc d'Albe, qui, en 1572, la mit en état de défense.

Par suite de la pacification de Gand, elle passa sous la domination des États généraux; elle reçut alors de notables accroissements, et fut protégée par une ceinture de remparts (1574).

Quelques années après, en 1583, le duc de Parme, s'étant rendu maître de Nieuport, vint mettre le siège devant Ostende; mais la force de cette place l'empêcha de s'en emparer.

En 1585, une surprise militaire fut sur le point de la faire tomber au pouvoir du seigneur de la Motte. Les Hollandais, avertis par le danger qu'elle avait couru, la hérissèrent de fortifications; ils rasèrent même les dunes qui la dominaient, et qui, par leur élévation, pouvaient favoriser l'établissement de batteries de siège.

Depuis lors, les démonstrations de l'archiduc Albert redoublèrent la sollicitude des États généraux, qui ne négligèrent rien pour en faire une des plus fortes places de la Flandre.

Ostende se divisait en vieille et en nouvelle ville : la vieille ville, de moindre étendue, était baignée par la mer ; l'autre s'étendait vers la campagne. Une digue, surmontée d'une forte palissade, défendait la vieille ville contre les invasions de la mer qui sur ce point lui servait de ceinture.

Du côté de la campagne, les canaux, à la marée haute, recevaient les navires, qui de là pénétraient dans l'intérieur de la ville.

Un chemin couvert, défendu par de larges fossés et flanqué de murailles, complétait ce système de fortifications.

Lorsque l'archiduc Albert investit Ostende, le 5 juillet 1604, la place se trouvait dans le meilleur état de défense ; elle avait une garnison nombreuse, abondamment pourvue de vivres, de munitions de guerre et de pièces d'artillerie de divers calibres.

Le prince Maurice ayant abandonné le fort Saint-Albert, l'archiduc y établit son quartier général, tandis que le comte Frédéric de Bergh s'installait au fort de Breedene. On ouvrit aussitôt la tranchée sur ces deux points.

Autour du quartier général campèrent en majeure partie les troupes wallonnes, espagnoles et italiennes. Deux mestres de camp, Jérôme Monroy, Espagnol, et

Nicolas de Castrez, Wallon, placèrent une batterie sur un monticule de sable, à peu de distance de la ville. Ils s'y logèrent et élevèrent une redoute. Le comte de Bergh, maître des points culminants des dunes, fatiguait aussi la garnison par la vivacité du feu de son artillerie.

Charles Van der Noot, gouverneur d'Ostende, n'était pas indigne de ce poste de confiance. Il avait, par son activité et son courage, habilement profité de tous les accidents du terrain, et ce que la nature lui refusait, il l'avait demandé à l'art. Il s'était surtout appliqué à protéger, au moyen de nouveaux ouvrages, les abords de la place du côté du fort Sainte-Claire, car c'était là le point vulnérable d'Ostende; mais quels que fussent ses efforts, il ne put guère ralentir les premières opérations des assiégeants. Une seconde redoute s'éleva par les soins des mestres de camp Monroy et de Castrez, dont le premier, ayant été tué au milieu des travaux, fut remplacé par le brave officier portugais Simon Antunez, et bientôt une large et profonde tranchée unit les deux redoutes.

Les États généraux s'alarmèrent et résolurent de ne rien épargner pour sauver Ostende. Ils y envoyèrent de nouvelles forces, commandées par le colonel anglais Francis de Vère, nommé gouverneur de la ville. Vère y entra avec trois mille fantassins et un convoi considérable de vivres et de munitions. A peine arrivé, il fit une sortie; mais il fut repoussé par les troupes de l'archiduc. Changeant

alors de plan, il continua les travaux que l'ancien gouverneur avait commencés, et, en face du fort Sainte-Claire, les compléta par la construction de trois redoutes auxquelles les soldats donnèrent le nom de *poulains* ; il y plaça du canon, il y logea des troupes, et s'occupa ensuite du soin de fortifier la partie de l'enceinte qui avoisinait le chemin couvert. Il avait pressenti que les efforts de l'ennemi se porteraient sur ce point.

En effet, l'archiduc dirigea ses attaques contre cette partie de la ville, et, par son ordre, le comte de Bergh abandonna son quartier de Breedene pour occuper le fort Sainte-Claire et s'opposer à l'achèvement des travaux extérieurs entrepris par les assiégés.

En face des redoutes nommées poulains, le comte de Bergh construisit les forts de Saint-Martin et de Sainte-Marie, et, comme les assiégés continuaient leurs travaux de défense, il les attaqua avec impétuosité, s'empara du terrain qu'ils fortifiaient et y éleva un nouveau fort, qu'il appela le fort Sainte-Anne. Cependant les navires hollandais et surtout zélandais ne cessaient de ravitailler la garnison. L'archiduc eut l'idée de leur barrer l'entrée du vieux port en leur opposant une digue du côté de la vieille ville, entre les dunes et la mer, et quelque hardie que fût cette entreprise (pareille à celle qu'exécuta plus tard Richelieu devant la Rochelle), il n'hésita pas à l'essayer.

De longues fascines d'environ vingt pieds, fortement liées ensemble, dont on combla les intervalles avec des briques, furent entassées les unes sur les autres, et formèrent un vaste môle que retardèrent seules dans son exécution les brusques irruptions du reflux, qui plus d'une fois en emportèrent les matériaux. Cependant les travailleurs, quoique sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, parvinrent à prolonger la digue de manière à fermer à peu près le passage. Ils élevèrent en tête une redoute, y placèrent des canons, et réussirent ainsi à écarter les Zélandais, ou du moins à rendre leurs tentatives très-périlleuses.

Une autre digue fut élevée du côté de la redoute de Sainte-Claire; elle s'étendait jusqu'au bord du principal canal, pour en défendre les approches.

Toutefois, le prince Maurice, dans l'espérance de forcer, par une diversion, l'archiduc à lever le siège d'Ostende, investit la place de Bois-le-Duc. Les habitants, pleins de zèle pour la foi catholique et de dévouement pour leurs souverains, étaient décidés à opposer une vigoureuse résistance; mais l'événement pouvait trahir leur courage, et ils demandèrent du secours à l'archiduc qui leur envoya le comte de Bergh à la tête de sept mille fantassins et de quinze cents chevaux, avec ordre de les introduire dans la ville.

Les Italiens révoltés qui se trouverait à Weert consentirent à joindre un détachement considérable aux troupes du comte de Bergh, qui marcha sur Helmont et feignit de s'y établir.

Quatre lieues seulement le séparaient de Bois-le-Duc, où il envoya huit cents fantassins avec mille cavaliers que commandait Belgiojoso. Cette expédition, favorisée par la nuit, réussit parfaitement. Les huit cents fantassins arrivèrent par une route mal gardée, forcèrent les lignes hollandaises et entrèrent dans la place dont Maurice abandonna le siège. Après ce succès, le comte de Bergh retourna vers l'archiduc qui se vit bientôt sur le point d'entrer dans Ostende par capitulation; car une inondation extraordinaire en avait submergé une partie, endommagé les remparts et découragé les défenseurs. Ceux-ci éprouvaient en outre tous les genres de souffrances et de privations.

De sept mille hommes, la garnison se voyait réduite à huit cents soldats encore en état de porter les armes. Les vivres et les munitions manquaient, et la place était ouverte du côté de la mer, la tempête ayant été si violente que des pans de muraille s'étaient écroulés et que les pieux d'une partie de l'enceinte avaient été emportés. Francis de Vère, redoutant l'assaut, demanda une suspension d'armes; il donna même et reçut des otages; mais, des secours d'hommes, de vivres et de munitions lui étant arrivés, il rompit l'armistice, soit qu'il reprît courage, soit que son intention n'eût jamais été que de gagner du temps. Sa conduite dans cette circonstance fut généralement regardée comme déloyale et peu conforme aux lois de l'honneur militaire.

Irrité de ce qui lui semblait une espèce de trahison, l'archiduc fit battre en brèche les remparts de la vieille ville, déjà fort endommagés, et résolut de la prendre d'assaut, en dépit de tous les obstacles, et quoique la rigueur de la saison en rendît l'approche presque impossible (décembre 1604).

L'attaque commença vers le soir, à la marée basse. Quatre mille Italiens et Espagnols, divisés en colonnes de force égale, s'avancèrent les premiers et assaillirent le rempart du côté de l'ouest, dans toute l'étendue comprise entre la mer et la nouvelle ville. Munis d'échelles et de ponts volants, ces braves montèrent à l'assaut sous les boulets et la mitraille des batteries hollandaises; car c'était là surtout que, prévenus, dit-on, par un déserteur, ils avaient concentré leurs moyens de défense, et presque toute leur artillerie se trouvait sur les boulevards du Sandhil et de la porte d'Enfer, qui couvraient la place de ce côté.

Mais rien ne put décourager les gens de l'archiduc, qui combattaient sous les yeux de leur prince et qui l'apercevaient dans la batterie la plus rapprochée. Ils escaladèrent les murs, et de Vère ne parvint à les arrêter qu'en appelant à lui toutes ses réserves. Repoussés d'abord, ils revinrent deux fois à la charge, et s'ils ne pénétrèrent pas dans la ville, ils forcèrent du moins la garnison à se réunir presque tout entière contre eux. Pendant que le combat se prolongeait sur ce point à la lueur des feux allumés sur les remparts, d'autres colonnes abordaient les ouvrages extérieurs

situés au midi, et les trouvant à peine défendus, elles réussirent à s'en emparer; mais n'étant destinées qu'à faire une fausse attaque, tout leur manquait pour tirer parti de cet avantage et pousser jusqu'à l'enceinte de la place. C'eût été au comte de Buquoy à porter, comme il en avait reçu l'ordre, le coup décisif, en traversant la Gueule avec les troupes wallonnes pour assaillir la vieille ville du côté de l'est. L'ennemi avait également dégarni cette partie des remparts pour faire face à la principale attaque, et le comte n'avait d'autre obstacle sérieux à redouter que la profondeur du canal; mais au lieu de profiter du moment où les eaux étaient le plus basses, il perdit du temps à emporter une redoute située au delà de la Gueule, et la marée montante rendit bientôt le passage impossible. La lutte continuait sur le point où se trouvait le prince, mais sans avantage pour les assiégeants qui avaient en tête un trop grand nombre d'ennemis.

Bientôt les Ostendais ouvrirent leurs écluses; le terrain où combattaient les Espagnols fut inondé, et il fallut songer à la retraite qui ne s'effectua pas sans quelque désordre. La perte fut de six à huit cents hommes d'autant plus regrettés qu'ils avaient montré plus de courage.

Le mauvais succès de cette tentative, loin d'abattre l'archiduc, ne fit que l'affermir dans la résolution de poursuivre le siège, et de s'emparer de la ville. Il comprit qu'il y allait désormais de son honneur,

comme de celui de la couronne d'Espagne, et malgré la rigueur du froid il commanda de continuer les travaux. Le comte de Buquoy reçut l'ordre de terminer la digue destinée à fermer le canal de Breedene, tandis que, du côté de l'ouest, on élevait près du fort Saint-Albert un vaste tertre surmonté d'une esplanade d'où l'artillerie pourrait commander la place.

Alors l'archiduc se rendit à Gand où il s'occupa de lever des troupes et de réunir les moyens de résister à l'immense déploiement de forces que les Provinces-Unies préparaient pour la prochaine campagne. En son absence, un mestre de camp espagnol d'une grande expérience, Jean Aivas, restait chargé de conduire les opérations du siège. Grâce à son zèle et à la vigueur qu'il montra, les travaux furent poussés avec une activité merveilleuse, et tous les efforts de la garnison ne purent empêcher ni la construction de la digue qui fermait le canal, ni celle de l'esplanade qui dominait la ville entière.

Au retour de la belle saison, Maurice avait rassemblé à Nimègue une armée de vingt-quatre mille fantassins et de six mille cavaliers, avec une nombreuse artillerie, et, comptant sur la supériorité de ses forces, il se proposait d'envahir le Brabant, de secourir Ostende, d'en faire lever le siège, et de s'emparer de Nieuport.

Ces plans, vu le nombre des troupes dont il disposait, n'avaient rien d'exagéré; mais l'arrivée de la petite armée d'Ambroise Spinola le fit changer de ré-

solution. Les Hollandais n'en pénétrèrent pas moins dans le Brabant; mais l'amiral d'Aragon les attendait près de Tirlemont avec six mille hommes d'infanterie et quatre mille *maîtres*. La position de l'amiral était trop forte pour qu'on osât l'attaquer; Maurice resta donc à une lieue de distance, puis il se porta vivement sur la ville de Grave qu'il investit.

Grave, comme on le sait, est située sur la rive gauche de la Meuse; Maurice mit son armée à cheval sur la rivière. Antoine Gonzalès, commandant de la place, et les quinze cents hommes de sa garnison se défendirent avec vigueur; mais l'amiral d'Aragon qui avança jusqu'à Ruremonde jugea les lignes hollandaises trop fortes pour chercher à les forcer. Cependant on l'essaya sur un point qui paraissait vulnérable : le mestre de camp Spinola reçut l'ordre de s'introduire dans la place avec mille fantassins; mais il échoua, et les assiégés capitulèrent.

Une nouvelle révolte des troupes italiennes vint encore aggraver la situation de l'archiduc; les Provinces-Unies s'empressèrent de soutenir les séditeux qui se retranchèrent dans la ville et le château d'Hoogstraten, après avoir horriblement dévasté le pays. Lors des premières mutineries, l'archiduc s'était montré indulgent; les généraux espagnols le pressèrent cette fois d'user de rigueur, et il n'hésita plus à déclarer les rebelles traîtres au roi et à la patrie; mais la sévérité ne lui réussit pas mieux que la douceur. Heureusement ce dangereux exemple ne fut point imité par

d'autres régiments italiens récemment arrivés pour renforcer l'armée. C'était une division de huit mille hommes levée dans le Milanais par Frédéric Spinola et par son frère Ambroise, si célèbre depuis comme rival et vainqueur de Maurice. Issus d'une ancienne et opulente famille génoise, ces deux jeunes seigneurs avaient résolu de consacrer leurs richesses et leur courage au triomphe de la cause pour laquelle avaient déjà combattu en Belgique un si grand nombre de leurs compatriotes. Ils avaient obtenu du roi d'Espagne l'autorisation de lever à leurs frais cette petite armée (dont les dépenses devaient leur être remboursées plus tard) et d'y joindre une escadre de galères dont ils se promettaient des merveilles contre la marine des Provinces-Unies. Le résultat ne répondit pas d'abord à leurs espérances. Des huit galères que Frédéric avait équipées, cinq furent coulées bas dans deux rencontres qu'elles eurent avec des vaisseaux d'Angleterre et de Hollande, et les trois autres arrivèrent à l'Écluse dans un délabrement extrême. Mais les troupes levées par les Spinola, composées d'hommes d'élite et entretenues avec le plus grand soin, permettaient déjà de prévoir les services que pouvaient rendre à l'archiduc l'intelligence et le dévouement de ces deux illustres capitaines.

Aussi la campagne de 1602 ne fut-elle pas plutôt terminée, que le roi d'Espagne, malgré le désordre de ses finances et l'affaiblissement de son armée, eut recours à eux pour tenter un nouvel effort en Belgique.

En effet, Philippe III avait le plus grand intérêt à la défense de nos provinces, attendu que l'archiduc n'ayant pas d'enfant de son mariage avec l'infante, elles devaient après eux rentrer sous la domination de l'Espagne. Il importait donc à cette puissance de ne rien épargner pour s'en assurer de nouveau la possession, conformément à l'acte du 6 mai 1598.

Frédéric Spinola traita avec le cabinet de Madrid, et s'engagea avec son frère, dont il était l'aîné, à lever une armée de vingt-deux mille hommes en Allemagne et en Italie. Ambroise partit aussitôt pour effectuer cette levée; mais, en son absence, Frédéric voulut tirer parti des débris de son escadre, renforcée de quelques autres galères trouvées à l'Écluse, et ne craignit pas d'attaquer les vaisseaux zélandais qui croisaient dans ces parages. Mal secondé par ses gens, il périt dans ce combat où toutes les chances semblaient en sa faveur. Son frère, héritier de son titre et de sa fortune, resta seul pour remplir les engagements qu'ils avaient contractés. Alors il revint en Belgique, et l'archiduc, d'accord avec le roi, lui confia la direction du siège d'Ostende.

Ce siège, dans lequel l'acharnement était égal des deux côtés, avait duré sans interruption pendant tout le cours de la campagne précédente. Mais les assiégés, quoique l'esplanade de Rivas leur causât le plus grand dommage, s'étaient, pour ainsi dire, familiarisés avec les boulets qu'elle faisait pleuvoir sur tous les quartiers de la ville, et ils n'en continuaient pas moins à

repousser toutes les attaques. L'année s'était passée ainsi sans aucun événement remarquable, les Hollandais ayant toujours, malgré les batteries ennemies, les moyens de renouveler et de ravitailler la garnison. Cependant, le 13 avril 1603, l'archiduc, profitant d'une violente tempête pour donner un nouvel assaut à la place, était parvenu à se rendre maître d'une partie des ouvrages qui la défendaient du côté de l'ouest et du sud. Les assiégés, dans une sortie qu'ils firent pour reprendre les forts qu'on venait de leur enlever, furent repoussés avec perte et leur situation devint plus difficile. Toutefois, ils réussirent à conserver leurs communications en brûlant la digue de Bucquoy, composée de fascines sèches; avantage qui rendit encore l'issue du siège plus incertaine. Les troupes d'Albert avaient perdu, par le fer, le feu et les maladies, près de 18,000 hommes. Elles avaient tiré cent cinquante mille coups de canon et fait d'Ostende un monceau de ruines; mais, bien que de son côté la garnison eût perdu plus de 7,000 soldats et un grand nombre de ses officiers les plus braves, elle restait en position de tenir aussi longtemps qu'on ne parviendrait pas à lui intercepter tout secours d'hommes, de vivres et de munitions.

Tel était l'état des choses quand l'archiduc chargea Ambroise Spinola de s'emparer d'Ostende. Avant d'accepter une tâche aussi importante et aussi difficile, surtout pour un homme qui faisait ses premières armes, le nouveau général demanda à prendre l'avis

des principaux officiers de l'armée. Il y eut partage dans les opinions.

Un ingénieur romain, nommé Pompée Targoné, avait construit une tour en bois, surmontée d'une batterie de six canons, et voulait la placer sur des barques de manière à défendre l'embouchure du grand canal ; malgré cette forteresse flottante, les Hollandais parvenaient toujours à ravitailler la place. D'autres inventions de Targoné n'avaient guère eu plus de succès ; l'essentiel était d'achever la grande digue du canal de Brédene.

Dans cette incertitude sur les mesures à prendre , Ambroise Spinola accepta le commandement ; et, grâce à sa prudence, à son activité, à son courage, il se fit pardonner une élévation qui d'abord avait excité la jalousie de tous les vieux capitaines de l'armée.

Comme la construction des digues exigeait trop de temps, Ambroise Spinola en revint aux moyens usités dans les sièges, aux attaques de vive force. Il fit traverser à ses troupes le petit canal de Saint-Albert, délogea les assiégés de tous les ouvrages extérieurs, et les obligea de se renfermer dans la place.

Bientôt il ne resta plus à franchir qu'un grand fossé dont le passage offrait beaucoup moins de difficultés que celui du canal ; mines et contre-mines, feu des batteries, tranchées et coupures pour arrêter les progrès des assaillants, rien ne fut négligé. Chaque pied de terrain coûtait des flots de sang.

L'hiver de 1603 à 1604 ne fit pas abandonner le

siège ; mais les États-Généraux s'alarmèrent de la persistance de l'archiduc ; ils ne purent se dissimuler que la ville finirait par se rendre, et plusieurs opinions furent débattues dans leurs fréquentes délibérations.

Fallait-il secourir Ostende ? compromettre une armée ? Ou bien valait-il mieux opérer une diversion utile sur un autre point important ?

On résolut d'assiéger la ville de l'Écluse. Au mois d'avril 1604, le prince Maurice l'investit avec 15,000 fantassins et 2,500 chevaux.

Aussitôt Vélasco, général en chef de la cavalerie de l'archiduc, se porta sur Damme pour entraver les opérations des Hollandais ; mais il fut repoussé dans un engagement qui eut lieu au bord du canal, et les ennemis eurent le temps d'étendre et de fortifier leurs lignes.

Comprenant toute la gravité de ce nouvel événement, l'archiduc se rendit à Bruges avec ce qu'il put rassembler de forces ; il traita avec les troupes rebelles, leur donna en argent une partie de leur solde arriérée, et des otages pour le paiement du reste. Cependant ce renfort ne lui parut pas encore suffisant pour tenter l'attaque des lignes de Maurice. Il appela à lui Spinola dont la réputation avait grandi au siège d'Ostende ; mais les Hollandais, protégés par les inondations et retranchés partout où l'on aurait pu les atteindre, se trouvaient postés si avantageusement que ce ne fut pas sans une certaine hésitation que le général italien

marcha contre eux avec la plus grande partie de son armée, ne laissant sous les murs d'Ostende que le nombre de soldats strictement nécessaire pour contenir la garnison.

Toutefois, son habileté ne se démentit pas. Une première attaque brusquement et hardiment tentée le 6 août n'ayant pas réussi, il revint à la charge le 17, et se fraya un passage à travers les postes ennemis jusqu'à proximité de la ville. Mais, n'ayant pas été secondé par la garnison, comme il espérait de l'être, il fut obligé de battre en retraite avec une perte de 400 hommes.

Si Ambroise Spinola n'avait pu prévenir cet échec, il sut du moins arrêter les progrès ultérieurs des Hollandais en fortifiant Damme et Blankenberg, et en leur fermant tous les passages de ce côté. Alors il retourna au siège d'Ostende, et le poussa avec une nouvelle vigueur.

Jamais les troupes de l'archiduc n'avaient montré autant d'ardeur; leur général semblait infatigable; il tourna ses efforts contre la vieille ville, espérant fermer par là l'entrée du grand canal.

A force de creuser des mines, à force de combattre et de livrer des assauts, il parvint à emporter les fortifications, et les assiégés, à découvert, n'eurent plus qu'à capituler avec les honneurs de la guerre (septembre 1604).

Ce fut un beau triomphe pour Spinola et son armée que le jour où défilèrent devant eux les 4,000 sol-

dat de la garnison d'Ostende, réduite à se rendre après plus de trois ans de siège, avec un immense matériel; la ville n'offrait plus que des ruines.

L'archiduc et l'infante voulurent se rendre sur ce théâtre de tant d'héroïsme; ils vinrent à Ostende, et Spinola leur montra les fossés comblés, les bastions écroulés, les courtines rasées, les redoutes détruites, décombres parmi lesquels on distinguait à peine les travaux des assiégeants et les fortifications des assiégés.

Les princes ne purent retenir leurs larmes à la vue de ces grandes ruines, et surtout en songeant aux milliers d'hommes qu'elles avaient ensevelis.

V

OPÉRATIONS MILITAIRES APRÈS LA PRISE D'OSTENDE.

1604-1607.



La prise d'Ostende avait consacré la réputation d'Ambroise Spinola ; on s'accordait surtout à vanter la discipline qu'il avait maintenue dans son armée ; il est vrai que la régularité de la solde avait enlevé aux troupes leur prétexte ordinaire de mutinerie. A cet égard, Spinola s'était montré tout à la fois homme de guerre et homme d'État : il n'en fallut pas moins pour faire taire l'envie dont il était l'objet de la part des autres généraux réduits à lui obéir ; mais il mé-

rait de leur commander par le noble dévouement avec lequel il sacrifiait son immense fortune aux intérêts du roi d'Espagne et des archiducs.

Le plan de campagne qu'il méditait avait besoin de l'approbation générale; et, quelque haut qu'il se fût placé dans l'estime des gens de guerre depuis la mort de son frère Frédéric et son arrivée sous les murs d'Ostende, il crut devoir se rendre à Madrid auprès de Philippe III.

Il traversa la France, et Henri IV, si bon appréciateur en fait de talents militaires, le retint quelques jours à Paris où il lui fit l'accueil le plus flatteur. Il paraît que ce monarque, allié de Maurice de Nassau, se proposait de sonder Spinola sur ses plans de campagne; l'illustre général génois ne lui cacha rien de ce qu'il voulait faire, persuadé qu'à la guerre, comme en diplomatie, la meilleure ruse est la franchise. Effectivement, Henri IV et Maurice furent dupes de cette sincérité; et le roi de France dit plus tard : « Les autres trompent en mentant, celui-ci trompe en disant vrai. »

Philippe III reçut Spinola de la manière la plus affectueuse; il lui donna le collier de la Toison d'or, et le nomma mestre de camp général et commandant en chef de toutes ses armées dans les Pays-Bas. Tous ses plans furent approuvés, et, de retour en Belgique, il songea d'abord à réorganiser son armée, qu'il voulait porter à 40,000 hommes. L'Allemagne et les contrées voisines lui envoyèrent des renforts, et il at-

tendait en outre un régiment de Milan, deux de Naples, et un quatrième d'Espagne.

Maurice, pendant l'absence de Spinola, avait entrepris quelques expéditions peu importantes; mais il tenait à ouvrir la campagne par une action d'éclat. Dans ce but, il rassembla une armée de 15,000 fantassins et 2,500 cavaliers, dont il mit une partie sous le commandement du comte Ernest de Nassau, chargé de remonter l'Escaut avec sa flotte, tandis que lui-même il côtoierait le fleuve avec le reste des troupes. Les deux corps opérèrent leur jonction au fort de Lillo, non loin d'Anvers. Lillo, ainsi qu'une autre forteresse, appartenait aux Provinces-Unies (1605).

Rompre les digues, traverser les terrains inondés, se retrancher sur l'espace étroit respecté par les eaux, et de là assiéger et prendre Anvers, telle était la conception hardie que Maurice voulait réaliser.

L'archiduc et Spinola déjouèrent ce plan en se portant vivement sur la rive gauche de l'Escaut. Malgré la présence de l'ennemi, Maurice attaqua la digue voisine de Calloo; mais, repoussé avec perte, il retourna en Zélande pour y soumettre quelques places des environs de l'Écluse.

L'archiduc craignait de perdre Hulst et le Sas-de-Gand; Spinola accourut pour protéger ces deux villes; et, bien qu'une escadre hollandaise eût vaincu dans la Manche les vaisseaux de transport qui amenaient les renforts attendus d'Espagne, l'intrépide Génois ne

recula pas devant l'exécution de ses projets. Il se disposa à porter la guerre de l'autre côté du Rhin, et d'envahir la Frise tandis que le comte Frédéric de Berghe resterait en Flandre avec des forces assez considérables pour faire face à Maurice.

Cette grande entreprise fut habilement dissimulée à l'aide de quelques noms de villes, l'Écluse, Berg-op-Zoom, Bréda, mis en avant dans le conseil, comme si Spinola avait eu l'intention de les assiéger, et, en attendant, il chargea le comte de Bucquoy, général de l'artillerie, de construire deux forts près de Keiserswert. 16,000 fantassins et 3,000 cavaliers composaient l'armée d'opération qui traversa des pays neutres : le duché de Clèves et une partie de la Westphalie, pour lesquels on eut les plus grands ménagements. Les soldats, en effet, respectèrent les personnes et les propriétés; les prévôts de l'armée marchaient accompagnés du bourreau, prêts à punir de mort le moindre acte de maraudage. Ces mesures maintinrent les populations dans la plus stricte neutralité.

Bientôt Spinola envahit la province d'Over-Yssel et força Oldenseel à capituler; la ville de Linghen, donnée à Maurice par les États, opposa une énergique résistance, mais elle fut aussi réduite à se rendre (18 août 1605).

Tout paraissait favoriser les projets de Spinola, et cependant, comme le remarque le cardinal Bentivoglio, dans son *Histoire des guerres de Flandre*, on le

vit s'arrêter tout à coup, étonné, pour ainsi dire, de ses succès.

Mais cette hésitation, assez étrange chez un si grand capitaine, n'avait-elle pas un autre motif? et l'archiduc Albert, qui nourrissait toujours l'espérance de ramener au devoir, par des négociations pacifiques, ceux qu'il qualifiait de *rebelles*, n'avait-il pas lui-même imposé ce temps d'arrêt à la marche victorieuse de l'armée?

Quoi qu'il en soit, les princes de l'Empire, qui étaient restés neutres, prenaient ombrage des forts élevés auprès de Keiserswert; Spino lafut obligé de les démolir; mais il en fit construire deux autres à Rueroort, place du comté de Meurs, dépendante des Pays-Bas. En même temps le comte de Bucquoy assiégea Wachtendonck, qui ne capitula qu'après une action très-vive engagée entre Maurice et Spinola. Le général espagnol eut l'avantage, et, pendant que les Hollandais opéraient leur retraite, les troupes de l'archiduc prirent en outre le château de Krakou. Ainsi se termina la campagne de 1605.

Spinola conçut alors deux projets encore plus hardis. Après les avoir soumis à l'archiduc, il partit de nouveau pour l'Espagne où il obtint l'approbation du roi avec la promesse d'un subside de trois cent mille écus par mois pour la solde de l'armée. Philippe III, en signe de sa royale satisfaction, le nomma membre de son conseil d'État.

Rien de remarquable ne se passa en son absence;

seulement un officier français, du Terrail, entré au service de l'archiduc, échoua dans la tentative qu'il avait faite de s'emparer de Bredevoort et de l'Écluse à l'aide de pétards.

De retour à Bruxelles, au commencement de la bonne saison, Spinola fut en mesure d'exécuter ses projets. Il devait, avec 14,000 hommes, dont 200 cavaliers, passer l'Yssel, entrer dans le Veluwe, et tâcher de prendre Utrecht, pendant que, d'un autre côté, le comte de Bucquoy, à la tête de 10,000 fantassins et de 1,200 cavaliers, franchirait le Wahal, pénétrerait dans le Betuwe et se rendrait maître de Nimègue.

L'Allemagne avait fourni des renforts; 2,000 hommes étaient venus d'Italie; tout était prêt pour cette expédition décisive. Plus de trois mille chariots suivaient l'armée, qui emportait avec elle des vivres, des munitions de guerre, des fours de campagne, des moulins, etc.

De pareils préparatifs épouvantèrent les Provinces-Unies, qui ne s'en disposèrent pas moins à résister vigoureusement. La partie du Wahal qui baigne le Betuwe fut hérissée d'une chaîne de redoutes; on prit les mêmes précautions sur l'Yssel, et une nombreuse armée s'organisa sous les ordres de Maurice.

Aux premiers jours de juillet 1606, Spinola partit de Rueroort. Des pluies continuelles, des chemins effondrés, de fréquents orages rendirent cette campagne très-fatigante pour les soldats qui, néanmoins, sur-

montèrent tous les obstacles, et approchèrent de l'Yssel, près de Zutphen et de Deventer. Spinola, dans sa marche, emporta la petite ville de Lochem; mais le fleuve était grossi et d'ailleurs trop bien défendu pour que l'on pût essayer de le franchir.

Le comte de Bucquoy, qui avait passé la Meuse à Moock, dut aussi renoncer à traverser la ligne de redoutes qui protégeait le Wahal; mais, en compensation de ce double désappointement, la ville de Grol fut prise au bout de neuf jours de siège, et pour clore dignement la campagne, Spinola assiégea Rhinberg, place forte où se trouvait une garnison de 4,000 vieux soldats et de 300 cavaliers. La défense des Hollandais ne fut pas moins vigoureuse que l'attaque. Maurice, témoin de l'héroïsme de la garnison, ne put la secourir; elle tint néanmoins un mois entier et ne sortit qu'avec tous les honneurs de la guerre (1^{er} octobre 1606).

Quoiqu'il n'eût pas franchi l'Yssel et le Wahal, l'honneur de la campagne appartenait à Spinola; mais le trésor de l'Espagne était épuisé, le subsidé promis par la cour de Madrid n'arrivait pas, l'immense fortune du général était dévorée par ses continuels sacrifices, il avait même contracté des dettes énormes. De nouvelles mutineries éclatèrent dans son armée. Deux mille séditieux l'abandonnèrent et coururent se retrancher aux environs de Bréda.

Maurice était trop habile pour ne pas reprendre l'offensive dans de pareilles conjonctures.

Il rentra dans Lochem et mit le siège devant Grol et Rhinberg. Aussitôt Albert résolut de secourir les deux villes assiégées ; agir autrement, c'était perdre tout les avantages de la campagne d'outre-Rhin, qui n'avait déjà guère répondu aux espérances du général génois. L'armée disponible ne se composait que de 8,000 hommes d'infanterie et de 200 chevaux ; c'était bien peu pour une entreprise aussi importante ; mais la hardiesse même de cette résolution en assurait la réussite. Maurice fut contraint de lever le siège de Grol et de Rhinberg, et les secours portés si à propos à ces deux places couronnèrent dignement les efforts de Spinola.

VI

NÉGOCIATIONS ET TRÈVE DE DOUZE ANS.

En 1607, les deux pays, également fatigués de la guerre, aspiraient à y mettre un terme; mais de nombreux obstacles s'opposaient de part et d'autre à l'accomplissement de leur vœu. Cette partie de l'histoire ayant été traitée dans des ouvrages spéciaux, nous nous bornerons à présenter une analyse succincte de la marche des négociations.

Le nonce du pape Paul V près de la cour de France s'occupa de réconcilier les Belges et les Hollandais. Dans ce but il proposa une double union entre les enfants de France et les infants d'Espagne,

qui pourtant étaient loin encore d'être en âge de se marier. Ce n'était pas la première fois que le saint-siège interposait sa médiation, pour terminer enfin cette longue et désastreuse guerre des Pays-Bas. Paul V ne faisait en cela que suivre l'exemple de ses prédécesseurs Grégoire XIII, Clément VIII, Léon XI.

Les premières ouvertures faites à Paris par le nonce apostolique eurent quelque retentissement à Madrid, et Philippe III songea sérieusement à faire cesser une lutte qui épuisait les trésors de l'Espagne et lui enlevait le plus pur de son sang.

La seule difficulté était de savoir comment le roi des Espagnes et des Indes agirait avec les Provinces-Unies, qu'à Bruxelles et à Madrid on qualifiait de révoltées et qui tenaient par-dessus tout à traiter de puissance à puissance. Ces prétentions de la jeune république fédérative et le pouvoir souverain qu'affectaient les États-Généraux paraissaient quelque chose d'exorbitant à l'archiduc Albert, et, malgré son ardent désir de conclure une paix nécessaire au bonheur de son peuple et à la prospérité de ses États, il recula devant l'idée d'envoyer un ambassadeur officiel à la Haye. Il se contenta d'y députer un de ces agents diplomatiques dont on peut, au besoin, désavouer les actes. Son choix tomba sur le père Heyen, religieux franciscain, né à Anvers, qui avait longtemps résidé en Espagne et qui était revenu dans les Pays-Bas en qualité de commissaire général de son ordre. Homme habile et rompu aux affaires, le père Heyen

comptait de nombreux amis en Hollande. Il partit d'abord pour Madrid, reçut l'autorisation du roi, et se rendit à la Haye avec Jean Gevaerts, greffier de Turnhout.

Le premier résultat de ses démarches fut une suspension d'armes; mais les États-Généraux s'indignèrent que la ratification en fût envoyée de Madrid, et qu'on l'eût rédigée comme si les Provinces-Unies dépendaient encore de l'Espagne.

Verreycken, premier secrétaire des archiducs, envoyé près des États, en obtint un délai sous la promesse de faire venir de Madrid une autre ratification plus satisfaisante que la première. Cette pièce arriva, mais elle souleva encore de nombreuses réclamations. Maurice s'efforça de la faire rejeter et de rompre les négociations. Il parla dans ce sens aux États-Généraux où il déploya autant d'habileté que d'éloquence. Le célèbre Barnevelt, dans un discours plein de chaleur, défendit la cause de la paix, et la ratification fut acceptée, mais des difficultés nouvelles surgissaient chaque jour. Il fallait reconnaître l'indépendance des Provinces-Unies. En quels termes? C'était là le nœud gordien. Les États ne voulaient pas d'ailleurs renoncer au commerce des Indes, condition à laquelle la cour de Madrid attachait la plus haute importance.

La compagnie hollandaise des Indes, déjà très-puissante, insista énergiquement.

D'un autre côté, Henri IV, qui était entièrement

maître de la France et dont l'influence au dehors grandissait sans cesse, avait renouvelé son traité d'alliance avec les Provinces-Unies, dans lesquelles il voyait de redoutables adversaires pour l'Espagne, dont il avait à cœur d'abaisser la puissance.

Le cabinet de Madrid, regrettant que les négociations fussent rompues à la Haye, pria le roi de France d'intervenir. Henri IV ne refusa pas sa médiation ; mais au lieu d'un traité de paix, il ne fut plus question que d'une trêve.

Le ministre d'État Jeannin, président à mortier du parlement de Dijon, envoyé à la Haye, par Henri IV, fit à ce sujet des ouvertures qui rencontrèrent une ardente opposition de la part de la province de Zélande et du prince Maurice.

Il parla devant les États-Généraux avec cette supériorité qui lui avait valu la confiance de son roi, et les représentants de la Zélande finirent par céder ; mais l'Espagne à son tour montra des irrésolutions qui auraient fait tout échouer sans les efforts de Jeannin et l'intervention des archiducs.

Albert fit partir aussitôt pour Madrid son confesseur don Inigo Brizuela, qui parvint à aplanir toutes les difficultés.

Ambroise Spinola, choisi pour aller négocier avec les États-Généraux, fut reçu, à une demi-lieue de la Haye, par Maurice, qui le fit monter dans son carrosse. Ces deux illustres rivaux de gloire, qui s'étaient tant de fois rencontrés sur le champ de bataille, eu-

rent, pendant une heure, une conférence tout amicale et basée sur une estime mutuelle.

L'arrivée de Spinola fut un événement pour les habitants des Provinces-Unies, qui accouraient à l'envi pour contempler la pompe et la magnificence dont le grand général aimait à s'entourer.

Il fut convenu que les négociations auraient lieu à Anvers; les États-Généraux, assemblés à Berg-op-Zoom, s'y firent représenter par le comte Guillaume-Louis de Nassau et messire de Brederode, suivis de leurs pasteurs protestants, comme Spinola avait été accompagné de son chapelain à la Haye.

Enfin, les envoyés des deux États s'entendirent et signèrent le 9 avril 1609 une trêve de douze ans, qui, reconnaissant l'indépendance des Provinces-Unies, maintenait le *statu quo*, prescrivait la restitution des prisonniers, et rendait libres les communications et le commerce.

La nouvelle en fut accueillie par les populations avec les démonstrations de la joie la plus vive; le bonheur des hommes est en proportion des souffrances qu'il leur a coûté.

VII

ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

Nous avons déjà vu avec quel zèle l'archiduc Albert, dès son arrivée dans les Pays-Bas, en qualité de gouverneur général, travailla à y rétablir l'ordre, à y asseoir l'administration sur des bases durables, à réparer enfin par de sages mesures les désastres et les calamités de la guerre.

Les résultats ne s'en firent pas attendre, et l'on en put juger aussitôt que, en vertu de son mariage avec l'infante Isabelle-Claire-Eugénie et de la cession faite par Philippe II, confirmée par Philippe III, l'autorité précaire et nécessairement limitée de gouverneur gé-

néral fut remplacée par le titre de prince souverain.

L'infante Isabelle seconda parfaitement les vues généreuses de l'archiduc; cette princesse n'était pas moins remarquable par la douceur que par l'énergie de son caractère. Sous ce dernier rapport, elle tenait de Philippe II, son père; mais à la fermeté paternelle elle réunissait les vertus les plus gracieuses de son sexe. Populaire sans rien perdre de sa dignité, on la voyait se mêler aux fêtes de la bourgeoisie avec cette affabilité qui tempère l'éclat du rang suprême et lui donne d'irrésistibles attraits. C'est ainsi qu'un jour elle ne dédaigna point de prendre part au jeu des arbalétriers et d'y remporter le prix en abattant l'oiseau.

Néanmoins la cour de Bruxelles ne laissait pas d'être somptueuse; elle étalait même un luxe vraiment royal; mais il y régnait tant d'ordre, de décence, de gravité, que, ce luxe à part, on l'aurait prise pour un monastère. C'est dans ces termes qu'en parlent toutes les correspondances des ambassadeurs étrangers qui en furent témoins et qui s'accordent à reconnaître qu'il n'y avait rien de plus imposant que la majestueuse simplicité des archiducs.

Si l'on passe à l'examen des actes de l'administration intérieure, des mesures de politique générale, des projets de réformes et d'améliorations matérielles, on est surpris qu'au milieu des soins réclamés par des guerres presque continuelles, les archiducs aient pu faire tant de bien et semer tant de germes féconds sur un

soit si profondément agité; et ici, pour en donner une idée, il faudrait en quelque sorte reproduire chaque placard, chaque édit, en développer les motifs, en comparer le but avec les moyens et les résultats.

On y trouverait le plus bel éloge de leur administration; on les suivrait, pour ainsi dire, pas à pas; on verrait leur paternelle sollicitude, leur zèle infatigable se porter sur toutes les branches du service public. Organisation politique et judiciaire, défense de la religion, discipline militaire, revenus de l'État, progrès de l'agriculture, développement du commerce et de l'industrie, soulagement des classes laborieuses et pauvres, digues, canaux, importations et exportations, navigation intérieure, monnaie, police relative aux jeux de hasard, répression des délits, traités de commerce avec les nations voisines, même avec les Provinces-Unies, monts-de-piété, etc., etc., tous les droits, tous les intérêts; toutes les questions publiques et privées sont résolus avec cette précision qui n'appartient qu'à une législation intelligente, s'inspirant du passé et songeant à l'avenir pour régler le présent.

Alors aussi les coutumes locales furent revisées et coordonnées avec les besoins généraux de l'administration supérieure. En même temps, la piété des souverains s'empessa d'effacer jusqu'aux dernières traces de la dévastation sacrilège des églises et des monastères. Tous les édifices consacrés à la religion recouvrèrent leur ancienne splendeur et s'enrichirent de mo-

numents dont les auteurs furent noblement récompensés.

L'agriculture surtout fixa l'attention et fut l'objet de la sollicitude des archiducs. A leur avènement, ils l'avaient trouvée dans la plus triste situation. De nombreux villages avaient disparu dans les ravages de la guerre; des contrées entières étaient dépeuplées et incultes; des bandes de loups, des troupes de voleurs et d'incendiaires désolaient les campagnes.

Il fallut remédier à tous ces maux, rétablir les digues rompues, rendre à la culture les terrains en friche, repeupler les cantons déserts, pourvoir à la sécurité des routes, tracer de nouvelles voies de communication, encourager le travail, rouvrir les sources presque taries de la prospérité publique. Le gouvernement s'y appliqua avec un soin si actif que l'aisance reparut bientôt de toutes parts.

Dans l'espoir de relever la marine, les archiducs, de concert avec le roi d'Espagne, s'efforcèrent de créer pour les Pays-Bas un commerce privilégié aux Indes; les Provinces-Unies s'en effrayèrent. Malheureusement la guerre se ralluma avant que cette grande pensée se fût accomplie; elle n'en est pas moins un des plus beaux titres de l'administration des archiducs.

A ces efforts d'Albert et d'Isabelle pour rendre à la Belgique sa prospérité, à la religion sa splendeur, se rattache aussi la protection toute spéciale qu'ils accordèrent aux arts et à la littérature.

VIII

BEAUX-ARTS.



Les arts sont tout à la fois la base et le couronnement de la civilisation ; ils la commencent en venant au secours des premiers besoins ; ils la complètent en répandant sur la société le bien-être, l'agrément et la grandeur. Sous ce rapport il est curieux de remarquer que l'apogée de la gloire des arts en Belgique coïncide avec la période trop éphémère de l'émancipation politique du pays. Les génies de Rubens et de Juste-Lipse attendaient, pour éclore, les regards d'Albert et d'Isabelle.

Mais avant eux déjà la Belgique, comme l'Italie,

était devenue la terre classique des arts. Même elle avait eu l'insigne honneur de créer une école spéciale de peinture qui pouvait encore briller auprès des chefs-d'œuvre de Raphaël et de Michel-Ange. Avec quelle noble fierté le Belge, animé de l'amour de la patrie, ne parcourt-il pas cette galerie artistique où se sont accumulées tant de richesses ? Ce sont là, sans contredit, nos plus beaux titres de gloire, nos lettres de noblesse les plus authentiques.

Nos riches et puissantes communes, nos cités peuleuses ont laissé des monuments immortels de l'élévation de leurs idées religieuses et de leur saint attachement à la terre natale. Vénérables cathédrales, splendides hôtels de ville, vous êtes restés debout pour nous rappeler le génie de nos pères, pour nous montrer comment ils comprenaient leurs devoirs de chrétiens et de citoyens.

Et si nous franchissons les hardis portails de ces vastes monuments, que de merveilles se présentent à nous ! Statues, bas-reliefs, tableaux, chefs-d'œuvre dans tous les genres, semblent s'y être donné rendez-vous, comme pour nous montrer que tous les talents supérieurs, que toutes les espèces de génie se tiennent et ne forment qu'une famille.

Mais, encore une fois, c'est surtout sous le règne d'Albert et d'Isabelle que l'art acquit, en Belgique, son plus haut développement, et qu'il se résuma dans l'immortel Pierre-Paul Rubens.

Avant ce grand homme, nos pères avaient déjà

donné la mesure de ce qu'ils étaient capables de faire, et ils n'avaient point, comme les Français, par exemple, attendu que l'impulsion leur fût donnée par l'Italie ; pour la Belgique, l'art est une plante indigène que l'on a vue naître, fleurir et fructifier spontanément sur notre sol.

Peut-être je devrais mentionner ici les Van Eyck et les Hemling, ces noms toujours révéérés devant lesquels s'incline l'Europe artistique, et y joindre la nomenclature de leurs chefs-d'œuvre ; mais je craindrais d'être trop long et de m'éloigner de mon sujet.

Aussi, pour deviner sa vocation, Pierre-Paul Rubens n'eut-il qu'à promener ses regards autour de lui. Son aïeul Barthélemy et son père Jean Rubens appartenaient aux familles les plus honorables d'Anvers ; son aïeul, issu, dit-on, d'une famille noble de la Styrie, était venu s'établir dans cette ville après avoir accompagné l'empereur Charles-Quint aux fêtes du couronnement à Aix-la-Chapelle en 1520, et son père y avait été nommé aux fonctions d'échevin, poste important qu'il remplit avec distinction depuis le 7 mai 1562 jusqu'en 1568 ; mais la guerre civile et religieuse éclatant alors de toutes parts et ne lui permettant plus de vivre tranquille dans sa patrie, Jean Rubens se décida à quitter Anvers avec sa famille et se retira à Cologne, où naquit, le 29 juin 1577, cet enfant baptisé sous les prénoms de Pierre-Paul et qui devait illustrer à jamais le nom de sa famille (1).

(1) La maison de Cologne où naquit Pierre-Paul Rubens porte une

Jean Rubens étant mort à Cologne en 1587, sa veuve résolut de revenir avec ses enfants à Anvers, que les armes d'Alexandre Farnèse, prince de Parme, avaient replacée sous la domination espagnole. On avait séquestré ses biens, mais ils lui furent rendus et elle put tenir le même rang que par le passé.

Peu de temps après, Rubens entra en qualité de page chez une noble dame de la maison de Ligne, veuve du comte de Lalaing; alors, on ne dérogeait point par cette espèce de domesticité qui, sous les auspices d'un puissant patron, préparait les jeunes gentilshommes soit à débiter dans le monde, soit à entrer dans la carrière des armes.

Rubens avait d'autres idées; il revint auprès de sa mère, qui le destinait au barreau, où son père s'était distingué; mais sa vocation l'emporta et ses premiers essais furent si heureux qu'ils lui obtinrent le consentement de sa mère. Pourtant ce n'était pas la seule carrière où il pût réussir; il cultivait avec le même succès les langues anciennes et modernes, la littérature, l'histoire et les sciences. Son génie précoce rayonnait dans tous les sens.

Il eut d'abord pour maître Tobie Verhaegt, peintre de paysage, et après lui Adam Van Oort, peintre

inscrivant la date de sa naissance (29 juin 1577) et celle de la mort de son père (1587). Dans cette maison vint résider et mourir la veuve de Henri IV de France, cette reine Marie de Médicis dont le pinceau de Rubens a retracé les beaux jours dans la collection qui compose, au musée du Louvre, la galerie Médicis.

d'histoire, remarquable par le mérite de son coloris, mais aux leçons duquel il renonça bientôt à cause de la grossièreté de mœurs et des mauvais exemples de son maître.

Il eut enfin le bonheur de rencontrer le guide qui lui convenait dans le célèbre Otho Venius (Othon Van Veen), descendant de Jean III, duc de Brabant, et qui réunissait aux connaissances spéciales de son art les formes élégantes de l'homme du monde, l'imagination élevée du poète, la profondeur du savant. A l'âge de vingt-trois ans, le disciple n'avait plus rien à apprendre de son guide qui l'engagea à voyager en Italie.

Ainsi avaient fait les plus grands maîtres de l'école flamande : Bernard Van Orley, Lombard, Coxie, Van Kalker, Mabuse, Van Cleef, Pierre Koeck, Franc Floris, Martin de Vos, et Otho Venius lui-même qui s'y était inspiré, pendant sept ans, de la grâce pénétrante et de l'onction du Corrège.

Otho Venius, que l'archiduc et l'infante honoraient de leur protection spéciale, ne manqua pas de leur présenter son élève, qui, indépendamment d'un tel appui, se recommandait déjà par lui-même : car il avait débuté comme les autres finissent.

Dans cette audience, Rubens se concilia la bienveillance de ses souverains, qui lui donnèrent des lettres pour plusieurs princes italiens.

A Venise, où il séjourna quelque temps, un gentilhomme de Mantoue se lia avec lui, et, de retour dans cette ville, parla au duc de l'élève d'Otho Venius.

Aussitôt le duc l'appela dans ses États, le nomma son peintre, lui donna une charge de gentilhomme à sa cour, et le traita avec cette familiarité éclairée que les souverains italiens ont toujours témoignée aux artistes.

Mais cette protection n'enchaînait point Rubens; il put aller à Rome, revoir Venise et se rendre de nouveau à Rome, où l'archiduc Albert lui commanda trois tableaux pour la chapelle de Sainte-Hélène dans l'église de Santa Croce di Gierusalemme.

Cependant le duc avait besoin d'un représentant habile auprès de Philippe III, roi d'Espagne; il jeta les yeux sur Rubens, et le chargea d'offrir à Philippe un magnifique carrosse de gala et sept chevaux napolitains d'un grand prix; il était aussi chargé d'un riche présent pour le duc de Lerme, premier ministre du roi d'Espagne.

La fortune semblait le conduire par la main; il n'eut qu'à se montrer à la cour pour enchanter le roi, les ministres et les grands; son titre d'Anversois et de sujet d'Albert et d'Isabelle ajoutait encore à la bienveillance dont il était l'objet; son mérite littéraire, ses connaissances variées, la distinction de ses manières, lui méritèrent d'abord une estime que le temps devait encore augmenter. Le roi posa devant Rubens, qui lui laissa un de ces portraits-tableaux dont le génie seul a le secret. Les principaux seigneurs de la cour imitèrent à l'envi l'exemple du souverain. Au milieu des soins qu'exigeaient sa mission diploma-

tique et ses travaux de peintre, il trouva encore le temps de copier en maître trois des plus belles pages du Titien : *Vénus et Adonis*, *Diane et Actéon*, *l'Enlèvement d'Europe*.

Malgré l'accueil qu'il reçut à Mantoue, il n'y fit pas un long séjour ; Rome le rappelait ; là seulement pouvait librement se déployer son imagination. Florence le vit à son tour divisant ses heures en deux parts également fructueuses pour la peinture : car, tout en étudiant les précieuses collections des Médicis, où Michel-Ange rivalise avec le génie antique, il peignait plusieurs tableaux importants pour le grand-duc.

Je ne le suivrai pas à Bologne, à Venise, où le ramena sa passion pour le coloris ; à Milan, où il copia la Cène de Léonard de Vinci ; à Rome, où il eut le plaisir de résider quelque temps avec son frère Philippe ; je ne m'arrêterai pas davantage à Gênes, où l'attendait une réception presque royale, qu'il paya royalement par deux chefs-d'œuvre (1).

La nouvelle de la maladie de sa mère l'empêcha d'y prolonger son séjour aussi longtemps qu'il l'aurait voulu ; il partit en toute hâte, mais n'arriva que pour pleurer sur la tombe de cette mère chérie. L'Italie seule parut ensuite capable de le distraire de sa douleur ; il résolut d'y retourner.

(1) Pour l'église de Saint-Ambroise, *la Circoncision* et *saint Ignace guérissant les malades et les possédés* ; le premier tableau, composé de douze figures, est dans le goût italien ; le second appartient entièrement à la manière de Rubens.

Heureusement, cette résolution ne put rester secrète, et fut connue d'Albert et d'Isabelle. Depuis le jour où Otho Venius leur avait présenté son disciple, ils n'avaient cessé de penser au jeune peintre qui devait répandre tant d'éclat sur leur règne. De leur palais de Bruxelles, ils l'avaient suivi à Mantoue, à Rome, à Madrid; ils s'étaient félicités de l'accueil fait par Philippe III à l'un de leurs sujets; ils voulurent le conserver à leur patrie adoptive. Dans ce but ils le mandèrent à Bruxelles, l'engagèrent à ne plus quitter la Belgique, et l'attachèrent à leur maison en lui allouant un traitement annuel avec le titre de chambellan.

L'artiste se rendit à leurs sollicitations et à celles de toute la cour; mais, pour conserver l'indépendance que réclamaient ses travaux, il demanda qu'il lui fût permis de résider à Anvers.

Un pareil vœu, qui se rattachait à son deuil filial, ne pouvait être repoussé, et, dès lors, il acheta à Anvers une maison qu'il fit rebâtir en partie dans le genre italien; il y dépensa environ soixante mille florins (127,000 fr.), somme considérable à cette époque. Un vaste atelier, une rotonde construite sur le plan du Panthéon de Rome et qu'il décora d'objets d'art, un jardin délicieux, complétèrent cette habitation vraiment digne de celui qui l'avait créée.

Le cœur sensible de Rubens, resté froid et fermé depuis la mort de sa mère, avait besoin d'une autre affection pour se ranimer et se rouvrir; des hommes

tels que lui ne savent ni jouir ni souffrir seuls.

Il épousa une jeune et belle personne, nommée Isabelle Brant, fille de Jean Brant, licencié en droit, secrétaire de la ville d'Anvers, et bientôt l'influence du bonheur domestique tempérant, sans la détruire, la mélancolie rêveuse que lui avait causée la mort de sa mère, Rubens fit passer dans ses compositions quelque chose de cette douce inspiration du bonheur et de la tristesse, et les chefs-d'œuvre du peintre s'animèrent tout à la fois de la tendresse de l'époux et de la sensibilité du fils.

A cette époque de sa vie se rattachent les ouvrages qui font l'orgueil d'Anvers : *la Descente de croix; sainte Anne instruisant l'enfance de la Vierge Marie; sainte Thérèse, à genoux, priant le Sauveur pour la délivrance des âmes du purgatoire; enfin un tableau d'autel pour la sépulture de la famille Michielsens.*

En retenant Rubens en Belgique, Albert et Isabelle avaient assuré les destinées de l'école flamande; ils lui avaient donné un chef, et quel chef que cet homme infatigable dont le pinceau semblait se multiplier, et qui, indépendamment des vastes dimensions de plusieurs de ses ouvrages, se présente avec un catalogue de quatorze ou quinze cents articles!

Aux yeux des hommes éclairés, la conduite des archiducs en cette circonstance ne sera pas un de leurs actes les moins glorieux, et si la politique nous a ravi cette nationalité dont nos pères avaient commencé à jouir sous leur règne, ils nous auront du

moins laissé un art national. Mais ce n'était pas seulement le peintre qu'ils honoraient, qu'ils chargeaient de nombreux travaux; ils remarquèrent aussi la supériorité de l'homme, sa haute intelligence, son aptitude à traiter toutes les affaires sur lesquelles ils le consultaient.

L'importance de l'artiste conseiller d'État augmenta encore après la mort d'Albert, et plus d'une fois alors on vit l'infante Isabelle recourir à la sagacité de cet homme extraordinaire, également recherché par le marquis de Spinola et par tous les principaux personnages de la cour de Bruxelles. Déjà le duc de Mantoue en avait fait un diplomate; depuis ce temps le talent et la réputation de Rubens n'avaient fait que grandir; pouvait-on se dispenser de son intervention en matière politique? Marie de Médicis, qui l'avait appelé pour la galerie du Luxembourg, avait reçu de lui quelques confidences relatives aux négociations entamées entre la France et l'Espagne, et qui venaient de l'infante Isabelle.

Il paraît que, pendant son séjour à Paris, George Villiers, duc de Buckingham, qui fut successivement le favori de Jacques Stuart et de son fils le malheureux Charles I^{er}, rechercha le peintre et se lia assez intimement avec lui.

L'art n'était que le prétexte de cette liaison; une arrière-pensée politique dirigeait l'artiste diplomate qui voulait mettre un terme aux différends de l'Espagne et de l'Angleterre, différends que le duc avait

amenés, qu'il regrettait lui-même et qu'il avait le plus grand désir de voir cesser.

On pense bien que Rubens ne manqua pas d'informer sa souveraine des ouvertures que lui avait faites le duc de Buckingham; Isabelle fut enchantée d'une confiance qui lui promettait la paix avec l'Angleterre; elle voulut encore employer l'habileté de son ministre dans les négociations entamées avec les Provinces-Unies, et utiliser son influence sur le ministre anglais.

Rubens partit pour la Hollande avec un passe-port du nouveau stathouder (Frédéric-Henri, prince d'Orange), passe-port envoyé par Buckingham. Quant à l'objet de la négociation et aux difficultés qu'elle rencontrait, nous y reviendrons au chapitre XII de cette histoire.

Rubens sut très-bien cacher le motif réel de son voyage, en visitant les ateliers des principaux peintres de l'école hollandaise, dont il acheta plusieurs tableaux; mais tous ses efforts échouèrent contre l'opiniâtreté de Frédéric-Henri et l'exaltation républicaine des populations. Il fut plus heureux à la cour de Londres, qui se montra disposée à accueillir favorablement les propositions qu'il pourrait lui faire.

L'infante, toujours plus alarmée des progrès de Frédéric-Henri et de la pénurie d'hommes et d'argent où la laissait la cour de Madrid, après s'être concertée avec le marquis de Spinola, envoya Rubens auprès de Philippe IV (1628), pour l'éclairer, ainsi que

son premier ministre, le comte duc d'Olivarez, sur la situation de la Belgique.

Il fut parfaitement accueilli de l'un et de l'autre; mais il eut à lutter contre les irrésolutions et les lenteurs d'un cabinet qui prenait l'immobilité pour de la prudence, et qui semblait vouloir frapper de mort le génie espagnol. Le pinceau de Rubens vint au secours de sa mission politique, et, comme le duc de Buckingham, cause de la rupture entre les deux royaumes, avait été assassiné, la paix devenait plus facile. A force d'instances, et surtout à l'aide de sa franchise, Rubens décida le roi et le comte d'Olivarez à l'envoyer à Londres avec leurs instructions secrètes (août 1629). Il quitta Madrid comblé des faveurs royales et des présents du ministre, revint à Bruxelles où il donna communication à l'infante des espérances qu'il nourrissait, et de là repartit pour Londres.

Il s'adressa au chancelier d'Angleterre, qui, avant même de connaître l'objet de sa mission, le recommanda au roi Charles I^{er}.

D'abord ce ne fut que l'artiste qui se présenta; et c'était un titre suffisant aux yeux du roi qui, appréciant tout son mérite, le nomma chevalier de l'ordre de l'Éperon, lui donna l'épée avec laquelle il lui avait conféré la chevalerie, lui accorda une augmentation d'armes, et lui permit d'ajouter à son blason un franc canton de gueules au lion passant d'or. Du reste, jamais ambassadeur n'obtint un plus beau succès. La paix fut signée entre l'Espagne et l'Angleterre en novem-

bre 1630; et, par cette paix, Charles I^{er} sacrifia entièrement les intérêts de son beau-frère l'électeur palatin.

Charles I^{er}, avant le départ de Rubens, lui fit de nouveaux présents, et l'artiste reçut aussi des preuves de la munificence de Philippe IV : c'était le prélude des honneurs qui l'attendaient à Madrid, où il fut confirmé dans son titre de chevalier de l'Éperon et nommé chevalier de la Clef d'or.

Quelques négociations avec la reine Marie de Médicis, que l'ingratitude de son fils Louis XIII et la haine de Richelieu avaient obligée de se retirer à Bruxelles, semblaient avoir terminé la carrière politique de Rubens. Il reprit ses pinceaux avec délices, mais, en 1632, envoyé de nouveau par l'infante auprès des États-Généraux, pour en obtenir une suspension d'armes, il se rendit à la Haye avec le marquis d'Aytona, et parvint à rétablir quelques relations qui auraient amené la paix sans les menées tortueuses du cardinal de Richelieu.

Vers cette époque, le 1^{er} décembre 1633, l'infante Isabelle étant venue à mourir, Rubens put retourner à son atelier et s'y vouer, avec plus d'ardeur que jamais, au culte de son art, frayant la route à Van Dyck, à Jordaens, à David Teniers et à toute cette école flamande qui, de près ou de loin, tient à la gloire de son illustre maître.

Tombé malade à Anvers le 30 mai 1640, il y mourut d'une goutte remontée, à l'âge de 62 ans 11 mois, sans avoir rien perdu, jusqu'à son dernier

jour, ni de l'activité de son esprit ni de la fermeté de son caractère.

Aucun des contemporains ni des élèves de Rubens ne doit sans doute être placé sur la même ligne que lui, et il y en eut cependant plusieurs qui laissèrent des chefs-d'œuvre. Nous nommerons d'abord Jacques Jordaens, d'Anvers, élève aussi d'Adam Van Noort, et dont quelques écrivains ont avancé que Rubens lui-même était jaloux. La rapidité avec laquelle il travaillait, nuisible peut-être à la perfection de ses ouvrages, n'en donnait que plus de chaleur à ses compositions toujours vives et animées, pleines d'une vérité frappante et qui ne laisse pas remarquer le manque de noblesse que lui reprochaient ses détracteurs. Ce fut sur ses dessins que le roi d'Espagne et les archiducs firent exécuter la plus grande partie de ces tapisseries magnifiques que l'on fabriquait alors à Audenarde et dont les Gobelins ont gardé le secret (1).

C'est encore une tradition généralement reçue qu'un autre peintre anversois, François Sneyders, faisait quelquefois les figures d'animaux dans les grands tableaux de Rubens, et que celui-ci, en revanche, lui rendait le même service pour des figures d'hommes. Il importe peu d'examiner ce que cette opinion peut avoir de véritable ; elle fait voir seulement que Sneyders n'avait point de rivaux dans son genre, et c'est ce

(1) On sait que cette manufacture royale fut fondée par des ouvriers belges, attirés de Flandre à grands frais.

qui achève de justifier l'estime que l'on fait encore aujourd'hui de ses ouvrages pleins de feu et de génie.

Nous ne parlerons pas de Craeyer et de Van Hoeck, élèves du grand peintre anversoïs et qui marchèrent de loin sur ses traces, ni de Philippe de Champagne qui porta en France un talent dont la Belgique avait droit d'être fière. Quant à Van Dyck, le plus illustre des élèves de Rubens et le seul dont le nom ne pâlisserait pas à côté de celui de son maître, il passa les belles années de sa vie en Italie et ne revint en Belgique que vers la fin du règne d'Isabelle.

• Dans la peinture de genre, David Teniers, Adrien Brouwer et le boulanger Craesbeeck, disciple de ce dernier, sont restés inimitables.

Le jésuite Daniel Seghers, d'Anvers, donnait aux fleurs et aux fruits un éclat et une vérité qui nous surprennent encore.

Pierre Snayers, d'Anvers, paysagiste favori de l'archiduc Albert et honoré du titre de son peintre, avait pour rival Lucas Van Uden, son concitoyen. Les tableaux du premier sont les plus recherchés aujourd'hui.

C'est surtout par leur talent en architecture que sont célèbres deux autres peintres de cette époque : Jacques Francquaert, architecte et ingénieur des fortifications de Bruxelles, et Wenceslas Koeberger, directeur général des monts-de-piété de cette ville. C'est ce dernier qui construisit la belle église de Montaigu. Il avait surtout étudié l'hydraulique, et il parvint à

dessécher les grandes *moeres* de la Flandre occidentale. Il se montra aussi excellent administrateur, et sut faire tourner réellement au profit du peuple l'institution des monts-de-piété qu'il introduisit en Belgique.

Des graveurs d'un rare mérite reproduisaient les chefs-d'œuvre de la peinture. Pontius, qui travaillait sous les yeux de Rubens, se montra le digne interprète de ce grand maître. Sadeler, appelé en Allemagne par l'empereur Rodolphe, était aussi un artiste de premier rang. Les connaisseurs citent encore Nicolas de Bruyn, d'Anvers, et surtout les deux Pierre de Jode de la même ville.

La statuaire, moins riche en noms illustres, comptait pourtant des maîtres estimés. Gérard Van Opstal, d'Anvers, s'était fixé en France; mais Artus Quillyn et Lucas Faydherbe demeurèrent dans les Pays-Bas et y jouirent d'une brillante réputation.

IX

LITTÉRATURE.

Après avoir parlé des honneurs rendus aux beaux-arts par les archiducs dans la personne de Pierre-Paul Rubens, il convient de rappeler aussi le vif intérêt qu'ils prirent aux travaux littéraires du célèbre Juste-Lipse.

Le 24 novembre 1599, ils assistèrent à une leçon qu'il donnait à l'université de Louvain, et cet hommage rendu au talent par la puissance n'est pas le titre le moins glorieux de notre savant compatriote.

Juste-Lipse naquit le 18 octobre 1547, au village d'Isque, en Brabant. Nicolas Lipse, son aïeul, s'était

livré à l'étude des lettres avec un succès qui lui avait mérité l'affection d'Érasme, et son père, qui jouissait de la considération publique et d'une fortune considérable, remplit d'une manière distinguée les importantes fonctions de bourgmestre de Bruxelles.

A six ans, il quitta Isque pour aller commencer son éducation à Bruxelles, dans l'école paroissiale de la Chapelle, près de la Steenporte. Ses progrès y furent rapides. A douze ans, il fut placé au collège d'Ath, où on le fatigua de leçons grammaticales dont il n'avait plus besoin; ce dont il se plaint lui-même dans ses *lettres mêlées*. De là, on l'envoya à Cologne, pour y continuer ses études, au collège des Jésuites, dont alors le savant François Coster, de Malines, était recteur.

La supériorité que lui reconnaissaient ses condisciples, l'attention et les égards dont il était l'objet de la part de ses professeurs, lui inspirèrent, à ce qu'il paraît, l'idée de se faire jésuite; mais ses parents s'y opposèrent et le rappelèrent en Belgique où il termina ses cours au collège du Lis à Louvain.

Bientôt il perdit son père, qui résidait encore à Bruxelles, et sa mère, qui était venue chercher des consolations auprès de lui, survécut peu de temps à son époux. A dix-huit ans, Juste-Lipse se trouva orphelin; la religion et l'étude vinrent à son secours. A dix-neuf ans, il écrivit son livre des *Leçons diverses*, qu'il appelait modestement son *apprentissage* et qu'il dédia au cardinal de Granvelle.

Ce glorieux début appela sur le jeune écrivain les regards de cet homme d'État, qui l'attacha à sa personne et l'emmena à Rome en qualité de secrétaire. Rome était à cette époque le sanctuaire des sciences, des lettres et des arts, et, parmi les savants qui s'y distinguaient le plus, figurait Marc-Antoine Muret, le célèbre latiniste, avec lequel Juste-Lipse se lia intimement.

Mais si Rome, au xvi^e siècle, était la métropole de l'intelligence, elle était aussi le théâtre du luxe et des plaisirs. Nulle part on ne menait une vie aussi dissipée; nulle part on ne voyait un tel mélange du sacré et du profane. Juste-Lipse se ressentit un peu de cette licence des mœurs romaines, et il avoue lui-même, dans ses lettres, qu'il ne revint pas de Rome comme il y était allé. De retour à Louvain, il y rapporta quelques-unes des habitudes qu'il avait contractées dans la capitale du monde chrétien, et, pendant une année entière, il ne se livra qu'à des divertissements frivoles; mais la sincérité de ses croyances religieuses, l'amour de l'étude, ses voyages en France et en Allemagne le ramenèrent enfin à la devise qu'il avait adoptée et dont il ne s'écarta plus : *Moribus antiquis*.

Son séjour à Liège, chez le vertueux Charles Lange, chanoine de Saint-Lambert, acheva de le confirmer dans des résolutions si utiles pour son bonheur et pour sa gloire, et il lui dédia ses livres de *la Constance*.

La Belgique était cruellement agitée par ses guerres

civiles et religieuses ; le moment était peu favorable à la culture des lettres. Juste-Lipse continua ses voyages ; il se rendit à l'université de Dôle, fondée par Philippe le Bon, y prononça l'éloge de Victor Giselin et y reçut le grade de docteur en médecine. Il visita ensuite la cour de Maximilien II et s'arrêta auprès du duc de Saxe.

Le calme s'étant rétabli en Belgique, il résolut d'y retourner ; mais, pendant un séjour de neuf mois qu'il fit à Cologne, il y épousa une veuve, nommée Anne de Colettre, de Louvain. Cette union fut heureuse, mais stérile. C'est à Cologne qu'il termina ses admirables commentaires de Tacite.

Il était venu se fixer à Isque, dans l'humble bourgade qui l'avait vu naître ; il aimait et goûtait les plaisirs de la campagne, ainsi que le prouve la lettre qu'il adresse à son cousin Guillaume Brugel, conseiller du roi, lettre dans laquelle il fait avec tant de charme *l'éloge de la vie champêtre* ; mais les troubles de la guerre, qui se renouvelèrent bientôt, l'arrachèrent à cette douce résidence, et il alla prendre à Louvain le grade de docteur en droit (1576).

Toutefois, malgré ses diplômes en médecine et en jurisprudence, c'était l'amour des lettres qui prédominait chez lui ; il revint à ses livres, à ses études de prédilection, et il commenta Tite-Live, comme il avait commenté Tacite.

Après la victoire remportée à Gembloux par don Juan d'Autriche, Louvain rentra sous la domination

espagnole. Juste-Lipse se réfugia à Anvers où peut-être ses manuscrits auraient été perdus pour la postérité sans l'appui que lui prêta son ami Delrio, auditeur dans l'armée royale.

Sur ces entrefaites, la ville de Leyde lui offrit une chaire dans son université; il l'accepta, et s'y livra, pendant treize années, aux plus honorables travaux. Mais la gloire la plus pure n'est pas à l'abri des envieux : Juste-Lipse l'éprouva. Un certain Théodore Conrard, espèce de demi-savant qui professait les doctrines de la réforme, s'avisa de relever quelques passages de l'un de ses écrits et le dénonça aux États-Généraux des Provinces-Unies comme un catholique intolérant et cruel qui conseillait d'employer le fer et le feu contre les hérétiques.

C'en était assez, dans ces temps de fermentation religieuse, pour perdre l'homme du plus grand mérite. Juste-Lipse abandonna prudemment la ville de Leyde, qui ne lui offrait plus un asile assuré. Comme il était attaqué d'une maladie de la rate, il partit pour Spa, sous le prétexte d'y prendre les eaux, et de là se rendit à Liège où l'accueillirent ses nombreux amis.

Théodore Conrard avait voulu le perdre; il ne fit que rehausser sa gloire. A la première nouvelle de son départ de Leyde, plusieurs souverains s'empresèrent de lui offrir l'hospitalité : le duc de Bavière, le prince évêque de Liège, l'évêque de Saltzbourg, celui de Wurtzbourg, le duc de Saxe, le pape Clément VIII, Henri IV, roi de France, le duc de Toscane, la répu-

blique de Venise, les universités de Padoue et de Bologne l'appelèrent à l'envi. Le célèbre éditeur de la *Bible*, Arias Montanus, de Séville, le supplia de lui donner la préférence et de venir habiter sa maison comme son fils adoptif et son héritier. L'amour du pays l'emporta; Juste-Lipse préféra Louvain, où Albert et Isabelle, comme nous l'avons dit, vinrent un jour s'asseoir parmi ses disciples.

Là s'écoulèrent, dans un noble loisir, les dernières années de sa vie; l'archiduc le nomma chroniste et historiographe du roi, charge créée expressément pour lui. Malgré son mal de rate qui se prolongea vingt ans, l'étude et la composition étaient un besoin pour cette âme ardente qui ne trouvait à s'en délasser que par la culture des fleurs et, j'oserai le dire, au milieu de ses chiens qu'il affectionnait et dont les noms même nous sont parvenus : tant on attache d'intérêt aux moindres circonstances de la vie d'un homme célèbre!

Le 17 avril 1606, saisi d'un rhume catarrhal accompagné d'une toux violente, Juste-Lipse, sans chercher à s'abuser sur sa position, fit appeler son confesseur, il communia et reçut l'extrême-onction. Comme l'un des témoins de ses derniers moments lui rappelait le stoïcisme dont il avait parlé dans plusieurs de ses ouvrages, Juste-Lipse prit le crucifix et répondit : *Voilà le modèle du véritable courage et de la vraie patience*. Quelques jours après, il expira en prononçant les noms de Jésus et de Marie.

L'éclat des funérailles de Juste-Lipse, les regrets unanimes de la ville et de l'université dont il était la gloire, Anvers se faisant un devoir d'embellir le monument que la veuve de l'illustre écrivain lui avait érigé dans l'église des Cordeliers de Louvain, devant l'autel de la Vierge, à la place où il aimait à prier : tout nous montre comment le génie était honoré par nos pères.

Dans l'excès de sa modestie, Juste-Lipse avait voulu se dérober, durant sa vie et après sa mort, aux hommages de ses concitoyens. Son épitaphe, rédigée par lui-même et qui se compose de onze vers latins, ne roule que sur le mot *nihil* (rien) que lui seul pouvait appliquer à son talent ; enfin, à l'exemple de Virgile, condamnant son *Énéide* comme indigne de voir le jour, il défendait d'imprimer ses manuscrits et ne permettait de publier que deux cents de ses lettres choisies.

La Belgique, vers le même temps, s'honorait encore des travaux du jésuite Bollandus, créateur de la plus importante collection (*Acta Sanctorum*) qui ait été publiée dans nos contrées et dont les continuateurs ont pris le nom de Bollandistes.

Mais, il faut le dire, malgré la protection éclairée des archiducs, le goût d'Albert pour la lecture, et les acquisitions annuelles qu'il faisait faire à Francfort, ou dans d'autres grands centres de librairie, pour enrichir sa bibliothèque de livres manuscrits et imprimés, la littérature fut loin de briller du même éclat que la peinture, qui chez nous marchait de pair avec

les plus célèbres écoles de l'Italie, rivalisait avec l'Espagne et dépassait de beaucoup l'Allemagne et la France.

Et tandis que la gravure, docile à l'impulsion que tous les arts du dessin recevaient de Rubens, s'élevait à une haute perfection; que l'architecture et la sculpture se ressentaient de la même influence; que l'imprimerie, déjà illustrée par Plantin, améliorait ses procédés à Anvers, grâce aux efforts des Moretus, les lettres se traînaient dans les sentiers arides de l'érudition. Elles soupiraient vainement après l'application de cet axiome, pierre de touche du génie : *Invente et tu vivras*.

Le défaut d'une langue nationale, voilà ce qui arrêta l'essor de nos écrivains, ce qui brisa les ailes de leur imagination. Alors, en effet, nous voyons quatre ou cinq idiomes se partager nos provinces : le flamand, le hollandais, le wallon, l'allemand et le français. Cependant le gouvernement est espagnol, et, comme pour augmenter la confusion de cette autre Babel, nos savants s'obstinent à parler, à écrire en latin, de sorte que leurs plus beaux succès se bornent à une copie froide, à un calque sans animation, et qu'ils ne font, pour ainsi dire, que galvaniser un cadavre. Religion, lois, mœurs, opinions, idées, tout a changé autour d'eux, et c'est avec des couleurs empruntées à un autre ordre de civilisation qu'ils peignent ce qui les environne. Où sera la vérité ? Que devient le souffle créateur ?

Toutefois, à une époque plus reculée, nous avons fourni à l'Europe deux modèles qui prouvent au moins la force native de l'esprit belge pour les productions littéraires : Froissart et Philippe de Commines.

Il faudrait encore signaler les chambres de rhétorique, muettes depuis longtemps et dont les archiducs ordonnèrent la réouverture. C'étaient autant de foyers intellectuels qui avaient leur importance et qui exerçaient l'influence la plus heureuse sur les mœurs du pays.

Des savants distingués méritent aussi une mention spéciale ; tels sont Erycius Puteanus, les Heinsius, de Gand, et le poète flamand Zevecote ; mais on chercherait en vain à Juste-Lipse un rival ou un disciple digne de lui ; seulement, quelques poètes latins, la plupart jésuites, firent preuve alors d'une élégance et d'une facilité d'autant plus remarquables que les meilleurs ouvrages de cette époque, écrits en français ou en flamand, étaient d'un style au-dessous du médiocre. Néanmoins, les sciences historiques n'étaient pas négligées et plusieurs de nos compatriotes s'y distinguèrent par de grands travaux ; nous citerons particulièrement Aubert le Mire ou Miræus, chanoine d'Anvers, et plus tard grand vicaire du diocèse, écrivain infatigable dont la célèbre collection des *diplômes belges*, continuée et publiée plus tard par Foppens, a immortalisé le nom, malgré les fautes que l'on y trouve. Albert l'avait pris pour aumônier et pour bibliothécaire. L'auteur s'en montra reconnaissant dans l'éloge

funèbre qu'il fit du prince; éloge, du reste, qui, comme la plupart de ses autres ouvrages, brille par le goût moins que par l'érudition. Il n'en est pas tout à fait de même de l'historien Christophe Butkens, né dans la Gueldre, mais qui écrivait à Anvers. Celui-ci, qui montra d'abord dans son *Histoire de la maison de Linden* une connaissance profonde de la diplomatie, devait, par la suite, déployer dans ses *Trophées de Brabant* une force de raison égale à son savoir et à sa persévérance. Si l'on peut reprocher quelque pesanteur à son style, son jugement toujours sûr et sa critique toujours sage ont bientôt captivé un lecteur sérieux et le placent au nombre des écrivains les plus distingués de l'époque.

Il n'entre point dans notre cadre de parler des hommes qui s'adonnaient alors à l'étude des sciences mathématiques ou naturelles, et dont les travaux, qui jetèrent peu d'éclat de leur vivant, n'obtinent que dans le siècle suivant la réputation qu'ils méritaient; mais nous ne saurions passer sous silence le nom de Jean-Baptiste Van Helmont, de Bruxelles, médecin, chimiste et philosophe, qui, le premier, osa attaquer ouvertement la philosophie d'Aristote et la médecine de Galien. Longtemps mal compris par les historiens de la science et de la philosophie, Van Helmont a retrouvé, de nos jours, des défenseurs plus éclairés. Quoique sincèrement religieux, il fut soupçonné d'athéisme et contraint de se retirer en Hollande vers la fin de sa carrière.

X

POLITIQUE EXTÉRIEURE DEPUIS LA TRÈVE DE DOUZE ANS

JUSQU'A LA MORT D'ALBERT.

Bien que la trêve de douze ans eût suspendu la lutte entre la Belgique et les Provinces-Unies, l'état de l'Europe ne laissait pas d'inspirer encore aux archiducs de sérieuses alarmes pour la paix du pays et pour la prospérité de leur maison. En effet, un nouvel orage grondait sur toute l'Allemagne. Les protestants, que la faiblesse de l'empereur Rodolphe avait enhardis, prenant chaque jour de nouvelles

forces, n'aspiraient à rien de moins qu'à renverser la dynastie autrichienne et l'autorité des princes catholiques. Peu s'en fallut qu'ils n'en trouvassent l'occasion à la mort de Jean-Guillaume, dernier duc de Clèves et de Berg (1609). La succession de ce prince fut réclamée par une foule de compétiteurs, et, s'il était d'une haute importance pour l'empereur et pour les archiducs qu'elle demeurât entre les mains d'un catholique, les luthériens regardaient aussi comme un immense avantage d'en assurer la possession à quelqu'un des leurs. Dans ce dessein, ils formèrent une ligue entre eux et s'allièrent secrètement avec le roi de France, qui fit aussitôt des armements considérables, ne doutant pas que le moment ne fût venu d'accabler la maison d'Autriche et de lui enlever son ancienne prépondérance.

Il n'appartient pas à notre sujet de raconter tous les détails de cette guerre qui dura trente ans et dans laquelle s'engagèrent successivement les puissances de l'Allemagne, le Danemark et la Suède. Les soldats et les généraux belges y jouèrent cependant un rôle considérable et glorieux ; mais la part qu'ils y prirent exclusivement en faveur de la maison d'Autriche, menacée par l'émancipation luthérienne et par l'ambition de Richelieu, ne rapporta guère à la Belgique que la gloire d'un grand sacrifice d'hommes et d'argent qui eussent été mieux employés à combattre la république naissante des Provinces-Unies.

Ce fut même pour faire face aux besoins de la

monarchie autrichienne que les archiducs entrèrent dans des négociations ardues et assez peu dignes avec les états de Hollande.

Le roi d'Espagne, sans être d'un caractère belliqueux, cédait avec une impatience mal déguisée à la nécessité de ménager les provinces rebelles et de les laisser jouir en paix d'une indépendance conquise au détriment de sa couronne. Depuis la conclusion de la trêve, il avait souvent consulté ses ministres sur l'opportunité de négociations ultérieures, et il s'était exprimé avec amertume sur le dommage que la suspension d'armes causait à sa puissance et aux intérêts maritimes de l'Espagne. Le duc de Lerme, dans ses remontrances en faveur de la paix, était soutenu par les lettres et les représentations des archiducs, qui ne cessaient d'insister pour la prolongation de la trêve, et même pour la conclusion d'un traité définitif. Spinola lui-même, aussi grand par sa modération que par le sacrifice qu'il avait fait de sa fortune, se déclarait ouvertement contre une nouvelle guerre. La réunion de tant de noms imposants faisait pencher la balance du côté de la paix et tout annonçait qu'elle serait définitivement conclue. Par malheur, on ne soupçonnait pas que les Hollandais pussent se refuser eux-mêmes à l'acheter par quelques concessions, et l'opinion erronée que l'on se fit de leur faiblesse ou de leurs embarras devint la cause des plus funestes malentendus. Il paraissait impossible aux ministres du roi et aux archiducs que la liberté de

conscience et d'opinion n'amenât point de déchirements dans la république des Provinces-Unies, et ils furent affermis dans cette pensée par la querelle des Arminiens et des Gommaristes, qui de simple dispute théologique faillit dégénérer en une véritable guerre civile. Il s'agissait de fixer la doctrine reçue par les calvinistes, et le synode de Dordrecht, composé de 89 théologiens hollandais et allemands, avait condamné les Arminiens, tandis que Maurice faisait monter sur l'échafaud, comme ennemi de l'Église et traître à la patrie, l'illustre Jean Olden Barneveld, chef du parti qui les avait défendues l'une et l'autre (1619). Il paraît que quelques-uns des sectaires opprimés s'étaient secrètement adressés à l'archiduc et au roi d'Espagne; mais ce fut de l'ambition de Maurice que le monarque et Albert crurent surtout pouvoir tirer parti. Convaincus qu'il n'aspirait qu'à se rendre souverain de la Hollande et que tout moyen lui serait bon pour y parvenir, ils pensèrent qu'on pourrait l'engager à concourir lui-même à la soumission des provinces rebelles, en lui offrant la seigneurie, à perpétuité, d'une partie de leur territoire, à laquelle le roi renoncerait. Une dame du nom de T'Serclaes, qui habitait la Hollande, mais dont les filles étaient mariées en Belgique, et qui jouissait d'une grande considération dans les deux pays, aurait la première suggéré cette idée à l'archiduc qui la communiqua au roi et reçut en réponse de pleins pouvoirs pour faire à Maurice telles offres qu'il jugerait convenables. Le prince d'O-

range, après quelques difficultés, prêta l'oreille aux propositions de cette dame et, sans vouloir s'engager, l'autorisa vaguement à poursuivre la négociation. Il est probable qu'il ne cherchait qu'à endormir la vigilance de ses ennemis à l'approche de l'expiration de la trêve; mais, soit que les confidents d'Albert ou du roi eussent mal dissimulé leurs espérances; soit que les ministres de Louis XIII, qui affectaient alors l'intention de s'unir avec l'Espagne, eussent pris sur eux de parler de soumission à Maurice, comme ils s'en vantèrent en effet, le prince, effrayé sans doute par des ouvertures trop indiscrètes, changea de langage et déclara au marquis de Villebon qu'il fallait s'adresser d'abord aux États-Généraux, et que, pour lui, il ne se refuserait pas à exécuter leur décret.

Il est difficile de comprendre comment ces paroles, que le marquis répéta à l'un des conseillers de l'archiduc, purent être regardées comme encourageantes. Il ne fallait pas en effet une grande perspicacité pour y reconnaître un refus péremptoire sous les formes de l'ironie et du dédain, et la suite prouva que tel avait été le dessein de Maurice. Mais Albert était prévenu de l'idée que les Hollandais eux-mêmes se trouvaient las du gouvernement républicain sous lequel il n'y avait ni repos ni bonheur possibles, et il ne doutait pas que les plus sensés ne se repentissent d'avoir voulu être libres. La défaite du parti des États en Bohême, l'affaiblissement des protestants en France, les échecs qu'ils avaient essuyés en Allemagne, leurs

divisions intestines en Hollande : tout lui faisait croire que la chute de l'hérésie n'était pas éloignée et que les réformés la prévoyaient comme lui. Enfin, Louis XIII et Jacques I^{er} lui promettaient d'abandonner les Provinces-Unies et d'en retirer les soldats de leur nation. Tels furent les motifs pour lesquels il put s'imaginer que le prince d'Orange parlait sérieusement lorsqu'il conseillait de s'en rapporter aux États-Généraux sur le plan de soumission projeté.

Le 2 mars 1624, après en avoir délibéré avec son conseil, il écrivit au roi d'Espagne que, dans l'état actuel de division des Hollandais, il était convenable de leur faire la proposition de *rentrer sous l'obéissance de Sa Majesté, en offrant de les recevoir à d'aussi bonnes conditions qu'en pouvaient demander des vassaux à leurs maîtres*, et que par là on en ramènerait un grand nombre. Dans le courant du même mois, Pierre Pecquius, chancelier de Brabant, chargé de porter cette proposition à la Haye, partit avec une suite assez nombreuse; mais à peine eut-il atteint Rotterdam, que le peuple l'assaillit à coups de pierres sur son bateau et qu'il put se convaincre de l'animosité des classes inférieures contre le nom espagnol. Toutefois, on lui fit une réception assez honorable à la Haye. Le prince d'Orange vint à sa rencontre et les États-Généraux lui donnèrent audience dès le 23 mars. Il se présenta donc devant cette assemblée avec une assurance dont il rend compte lui-même dans le récit qu'il nous a laissé de sa mission, débita impertur-

bablement la harangue qu'il avait préparée, et, comme s'il eût parlé à des hommes qui ne pouvaient avoir d'autre opinion, d'autres sentiments que les siens, leur déclara sans aucun ménagement que le sérénissime archiduc, *mû par le désir de procurer le plus grand bien et l'avantage général de ces pays, croyait qu'il était convenable que toutes les provinces (la Hollande et la Belgique) s'unissent dans un seul corps et sous un seul chef et retournassent à leur souverain naturel.*

On peut se figurer la surprise et l'indignation des députés hollandais, qui ne s'attendaient qu'à des ouvertures diplomatiques pour le renouvellement de la trêve ou pour la conclusion d'un traité de paix, et à qui l'on venait proposer brusquement d'abjurer leur indépendance et de se reconnaître incapables de rester libres. Pecquius s'aperçut bien que plusieurs, en signe d'étonnement et de colère, détournaient la tête en l'entendant; mais il crut avoir convaincu les autres et il se rendit chez le prince d'Orange, qu'il se flattait de persuader de même. Maurice, qui désirait la guerre et dont l'ambassadeur belge avait servi les projets en excitant l'indignation des États, s'expliqua alors avec plus de franchise. Il commença par déclarer que la proposition de Pecquius était des plus inconvenantes, et que si quelqu'un en Hollande osait parler de se soumettre au roi, il courrait risque de perdre la vie. Il exprima ensuite son étonnement de voir le cabinet de Bruxelles assez mal informé pour

hasarder une pareille démarche, feignant de n'en avoir rien soupçonné jusqu'à ce moment et se plaisant à faire sentir au chancelier toute la maladresse de sa conduite. Enfin, pour lui porter le dernier coup, il l'assura que sa harangue n'avait eu d'autre effet que de réconcilier Gommaristes et Arminiens, et que tous, également irrités, ne songeaient plus qu'à se réunir contre l'ennemi qui les provoquait.

La réponse des États fut remise le lendemain au chancelier de Brabant. Elle portait en substance qu'ils regarderaient comme indigne quiconque révoquerait en doute leur indépendance absolue.

Ainsi furent trompées les espérances qu'Albert avait conçues d'épargner une nouvelle guerre à la Belgique. Sa correspondance avec Philippe III prouve que c'était là sa pensée favorite et qu'il se flattait, comme lui, d'obtenir non-seulement le renouvellement de la trêve, mais encore des conditions plus favorables que les premières.

Au reste Albert ne s'était pas tellement reposé sur les négociations de son ambassadeur, qu'il n'eût fait les préparatifs nécessaires pour entrer en campagne avec avantage, si la nécessité l'exigeait. Les levées d'hommes et les approvisionnements que l'on avait faits en Belgique étaient si considérables, que l'on ne portait pas à moins de 60,000 soldats les forces avec lesquelles Spinola pourrait attaquer la Hollande. La mort de Philippe III, qui survint sur ces entrefaites (30 mars), ne changea rien à ces dispositions du ca-

binet espagnol, quoique le comte d'Olivarez eût succédé au duc de Lerme; et, le 22 avril 1621, Philippe IV, neveu d'Isabelle, dans une lettre qu'il écrivit à l'archiduc, approuva le parti qu'il avait pris de trancher la question par les armes.

Peu de jours après, Spinola, de retour à Bruxelles, eut une dernière conférence avec les princes, et alla passer en revue plus de 30,000 hommes réunis entre Tongres et Maestricht. 8,000 autres, sous les ordres de Cordua, continuaient à occuper les États du comte palatin. Un troisième corps était cantonné en Flandre. Les dépenses de toute l'armée étaient évaluées à 300,000 ducats par mois, et l'Espagne avait promis de les fournir. Ainsi la Belgique prenait l'offensive; la situation militaire était assez brillante.

On laissa donc passer le terme fatal du 9 avril 1621, où la trêve expirait, sans en demander la prolongation. Cependant les hostilités ne recommencèrent pas immédiatement, et il n'y eut que quelques légères escarmouches sur la frontière. Des deux côtés on poursuivait les préparatifs. Spinola faisait confectionner un grand nombre de pontons et de ponts volants, afin de porter la guerre sur le territoire ennemi; mais les finances de l'archiduc se trouvèrent bientôt dans un état déplorable, par suite de la négligence du nouveau roi d'Espagne à envoyer les sommes qu'il s'était engagé à fournir. Albert, qui avait fait tant d'efforts pour rendre quelque prospérité à la Belgique, ne la voyait pas sans inquiétude exposée à sup-

porter seule toutes les charges d'un armement aussi considérable. Dès le 24 juin, il écrivit à Madrid que, si les ressources du trésor ne permettaient pas l'envoi régulier des 300,000 ducats promis, il fallait renoncer à la guerre et conclure à tout prix ou la paix ou une trêve nouvelle. Ce devait être le dernier témoignage de son dévouement pour le pays, qu'il avait gouverné en père.

Miné depuis longtemps par une maladie cruelle, la goutte, il ne put se dissimuler que sa fin approchait, et il ne montra aucune émotion lorsque le dominicain Inigo Brizuela, son confesseur depuis vingt-cinq ans, crut devoir lui annoncer que la goutte, remontée dans l'estomac, ne lui laissait plus aucun espoir de guérison. En cet instant suprême, Isabelle ne déploya pas moins d'énergie et de résignation que le jour où l'archiduc parut devant elle tout couvert du sang de la blessure qu'il avait reçue à la bataille de Nieuport. Sa douleur n'en était pas moins profonde; car les deux époux n'avaient cessé de se donner les marques d'une affection qui rendait leur séparation plus pénible.

La religion vint à leur secours et entoura de toutes ses consolations l'agonie de l'archiduc. Il demanda lui-même les derniers sacrements de l'Église, soutenu dans l'accomplissement de ce devoir par la présence du célèbre carme déchaussé Dominique de Jésus-Marie, à qui l'opinion publique attribuait le don des miracles et qui, par ses exhortations, avait

si puissamment contribué à la victoire de Prague.

Albert voulut, avant de mourir, être revêtu de l'humble habit de l'ordre de Saint-François. Il expira le 13 juillet 1621, à l'âge de soixante et un ans huit mois et un jour. Toutes les cloches de Bruxelles annoncèrent sa mort aux habitants pendant trois heures consécutives, à trois reprises différentes, et continuèrent ainsi durant six semaines.

Le corps du défunt, placé sur un lit de parade que surmontait une draperie d'or, en forme de dais, y resta exposé quatre jours; ensuite on le transporta dans la petite chapelle sous la sacristie; puis, le 11 mars 1622, dans la grande chapelle du palais, où, en présence des représentants des états, on célébra l'office des morts; enfin, le lendemain, le cortège funèbre se rendit à Sainte-Gudule.

La marche du convoi dura depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir, en quelque sorte protégée par le ciel, puisque la pluie qui n'avait cessé de tomber à torrents s'arrêta tout à coup et ne continua qu'après la cérémonie.

Cette imposante solennité a été reproduite dans une série de gravures qui donnent une idée de la magnificence et de l'apparat déployés en l'honneur d'un souverain si digne de regrets, et que la nationalité naissante de la Belgique allait suivre dans la tombe.

Mais au-dessus de cette pompe, au-dessus de l'oraison funèbre prononcée par Montgaillard, abbé d'Orval, l'histoire se plaît à rappeler la douleur des

peuples, qui éclata spontanément à la mort d'Albert, et à reconnaître que l'archiduc a rempli une haute et grande mission.

En effet, la guerre dont les Pays-Bas étaient le théâtre devait avoir pour résultat ou l'extension du protestantisme à l'ouest du Rhin, parmi les peuples de la famille romane, ou sa concentration dans la race germanique.

Or, le protestantisme eût été forcément républicain dans les Flandres et dans le Brabant; l'analogie de mœurs avec la Hollande, l'ancienne tendance du moyen âge, enfin l'exemple donné par les États-Généraux en 1577, quand les républicains l'emportaient en Belgique: tout autorise à le penser.

Ce protestantisme républicain débordait de là en France où les idées nouvelles en matière religieuse auraient trouvé un point d'appui au nord, comme elles en avaient un dans le midi. Henri IV n'avait plus besoin d'acheter Paris par une messe. On le voit, la face de l'Europe était changée si la fermeté des archiducs n'avait achevé l'œuvre si glorieusement commencée par Farnèse.



L'archiduchesse Isabelle.

XI

GOUVERNEMENT D'ISABELLE,

SES NÉGOCIATIONS AVEC L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE.



Deux heures avant d'expirer, Albert avait recommandé à Isabelle de se charger après lui du gouvernement de la Belgique, et, quoique la princesse eût d'abord formé le dessein de se dérober au fardeau des affaires, elle voulut obéir au dernier vœu de son époux. Toutefois, il s'écoula treize jours avant qu'elle trouvât la force d'écrire elle-même à Madrid pour y annoncer sa résolution, et, à partir de cette époque, on ne la vit plus porter d'autre costume que celui de religieuse.

En vertu des restrictions apportées par Philippe II à la cession des Pays-Bas, la princesse se trouvait donc déchuë de la puissance souveraine, et le cabinet espagnol, tout en lui conservant les honneurs et les prérogatives dont elle avait joui jusque-là, ne lui conféra que le titre de gouvernante générale.

Le zèle d'une âme généreuse pour une cause adoptée avec enthousiasme peut seul expliquer le courage qu'elle mit à supporter le poids de sa tâche. Outre les difficultés de l'administration intérieure, elle dirigeait presque seule, au Nord, les relations de l'Espagne, qui avaient pour objet principal, d'une part, la défense des intérêts catholiques, de l'autre, la prolongation de la paix avec l'Angleterre; paix mortelle pour le parti protestant et qui devait assurer le triomphe de la maison impériale. Des deux côtés les obstacles étaient sans nombre : en Allemagne, le voisinage des troupes de Philippe IV donnait de l'ombrage à la plupart des princes neutres. Ils ne pouvaient voir sans inquiétude une armée étrangère occuper des provinces germaniques et garder une position qui devenait de plus en plus menaçante. En effet, les forces belges ou espagnoles dominaient déjà presque tout le cours du Rhin, depuis le Necker jusque vers l'Yssel.

Cordua s'établissait chaque jour plus fortement dans le Palatinat inférieur, tandis que Spinola se trouvait maître de la plus grande partie des duchés de Clèves et de Juliers. Entre le Palatinat et ces duchés s'étendaient les évêchés de Trèves, de Cologne

et de Mayence, dont les souverains avaient toujours été en relation intime avec les archiducs, qu'ils regardaient comme les plus ardents de leurs alliés et de leurs défenseurs.

On pouvait donc s'attendre à les voir rester en quelque sorte sous la main du roi d'Espagne, tant que celui-ci conserverait la même puissance dans les contrées adjacentes, et les protestants publiaient hautement que Philippe IV allait prendre le titre de protecteur de l'Allemagne, comme il portait déjà celui de protecteur de l'Afrique et des Indes.

Il n'y avait qu'une admirable modération, jointe à une prudence extrême, qui pût dissiper les appréhensions qu'un pareil état de choses inspirait aux Allemands, et la sagesse et l'équité d'Isabelle étaient le contre-poids nécessaire de l'ambition espagnole et des conquêtes de Spinola.

L'issue des négociations qu'elle dirigea pendant deux années, tourna, en définitive, au détriment et presque à la ruine du parti protestant en Allemagne, qui n'obtenait aucune des compensations promises et à qui le transfert de l'électorat à la maison de Bavière ôtait toute espérance pour l'avenir. Ce fut là, sans contredit, le chef-d'œuvre de la politique d'Isabelle. Elle réussit à concilier les intérêts du roi, son neveu, avec les ménagements qu'exigeait la situation des affaires; tandis que, d'un autre côté, elle maintenait les dispositions pacifiques du roi d'Angleterre, alors même que l'électeur, gendre de ce monarque, se

trouvait dépouillé à la fois de ses domaines et de son titre.

La neutralité acceptée par Jacques I^{er}, et recommandée par lui aux princes réformés, avait amené la perte totale du Palatinat ; car Mansfeld et le duc Christian de Brunswick, qui seuls avaient continué à se battre, s'étaient vu accabler par Tilly. Cependant telle était l'estime des Anglais pour la gouvernante générale, qu'ils parurent hésiter à rompre avec elle, au moment même où ils faisaient de grands préparatifs contre l'Espagne. Ils firent plus, ils permirent, en 1624, que le lord de Vaux enrôlât à son service 1,400 hommes dans leur île, pendant que, de son côté, le roi équipait une flotte pour attaquer Philippe et qu'il envoyait à Mansfeld un renfort de 12,000 soldats.

Néanmoins, ces marques de déférence pour la princesse ne diminuaient pas le danger qui menaçait la Belgique, par suite même de l'avantage qu'avait obtenu la maison d'Autriche dans les États de l'empire. La jalousie du ministre de Louis XIII et la colère de Jacques I^{er} semblaient devoir réunir désormais en faveur du parti protestant, et particulièrement de la Hollande, les deux grandes monarchies qui touchaient à nos frontières. Dès cette année, le monarque anglais fit un traité d'alliance défensive avec les Provinces-Unies, et, cinq jours après, le 10 juin 1624, le roi de France s'engagea, par le traité de Compiègne, à fournir aux États-Généraux un million par an. Quoique l'effet immédiat de ces alliances fût d'abord assez mé-

diocre, puisque la France avançait peu d'argent et que l'Angleterre ne promettait qu'un secours de 6,000 hommes, cependant elles pouvaient être suivies de mesures plus vigoureuses et de coups plus décisifs. Or, Isabelle prévoyait, et l'expérience justifia ses prévisions, qu'il ne fallait guère compter sur l'appui de l'empereur et des Allemands pour la défense des Pays-Bas catholiques.

La prudence répara le mal auquel avaient peut-être contribué ses scrupules excessifs et l'abandon de ses premiers desseins. Elle ne désespéra point de ramener le roi d'Angleterre. Malgré les ordres pressants qu'elle avait reçus de Madrid pour l'armement de cinquante vaisseaux de guerre qui devaient se joindre à une nouvelle armée dirigée contre les îles Britanniques, la gouvernante se refusa à tout acte d'hostilité et s'opposa même à l'invasion des derniers domaines du Palatin, que le roi voulait faire occuper sur-le-champ par les troupes de Cordua. « Il ne fallait, disait-elle, ni prendre l'initiative de la rupture, ni se montrer les ennemis des Anglais. » Par cette sage conduite, elle amortit la colère de Jacques et n'encourut point celle de Charles, son successeur.

Une tentative infructueuse contre Cadix fut la seule expédition de Buckingham, et, après quelques années d'une guerre sans résultat, Rubens fut chargé de nouvelles négociations dont nous parlerons plus loin.

Ainsi fut atténuée la faute qu'avaient commise les

conseillers d'Isabelle. Elle résolut, vers le même temps, d'appeler la politique à l'appui des armes de Philippe IV, et de menacer Maurice d'une guerre en Allemagne, tandis que Spinola le pressait du côté de la Belgique; mais ses efforts furent inutiles et ses espérances déçues, l'empereur et la ligue catholique s'étant refusés opiniâtrément à venir au secours de ce même cabinet de Madrid qui leur avait prodigué ses soldats et ses trésors. Dès le mois de septembre 1623, Tilly, après avoir poursuivi Mansfeld jusque dans le voisinage de la Frise, s'était arrêté là malgré toutes les instances qu'on avait faites auprès de lui, alléguant qu'il ne lui était pas permis de se mettre en hostilité avec les États-Généraux. L'année suivante, la ligue catholique, dont l'armée occupait les bords du Weser, refusa également de faire la moindre démonstration contre la Hollande, quoique Philippe lui offrit, à cet effet, un subside de 40,000 ducats par mois. Le roi, malgré ces contrariétés, ne se découragea point; il ne pouvait concevoir que l'on ne mît pas au ban de l'empire des provinces qui, outre leur révolte contre sa maison, avaient ouvertement favorisé le parti qui voulait la ruine du pouvoir impérial. Il renouvela ses efforts en 1626, et Isabelle offrit d'entrer dans l'alliance défensive qui se préparait entre les princes allemands, à condition que les Hollandais seraient considérés comme rebelles et sommés de rentrer dans l'obéissance.

Mais Ferdinand renvoya la proposition aux États

de l'empire, qui ne donnèrent que des réponses évasives. On voulait bien continuer à être soutenu par l'Espagne et à recevoir de nouvelles troupes auxiliaires de la gouvernante, en cas que le roi de Danemark marchât au secours des protestants; mais on ne s'engageait point à leur prêter un appui réciproque. L'affaire traîna en longueur, et, quoique remise sur le tapis en 1628 et en 1630, elle n'eut pas un meilleur succès.

La Belgique et l'Espagne ne retirèrent donc des services immenses qu'elles avaient rendus à l'empire d'autre fruit que l'occupation, moins utile qu'onéreuse, d'une partie du Palatinat, et nos provinces furent abandonnées à elles-mêmes par des alliés à qui l'intérêt et la reconnaissance faisaient un devoir de les défendre. L'habile politique d'Isabelle avait, toutefois, empêché qu'elles n'eussent à soutenir une lutte trop inégale.

XII

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

DEPUIS LA RUPTURE DE LA TRÊVE JUSQU'À LA PRISE DE
BOIS-LE-DUC.

Si du tableau des événements politiques on reporte les yeux sur les opérations militaires dont le pays était alors le théâtre, on voit le génie de Spinola soutenir la fortune des armes royales au milieu de difficultés tous les jours plus graves. Nous avons déjà dit que ce grand capitaine voulait subordonner ses mouvements à l'issue de la guerre d'Allemagne : il se borna donc, en 1621, à rouvrir le siège de Juliers, que le comte Henri de Berg, un de ses lieutenants, avait

mis devant cette place et qui s'était transformé en blocus, depuis le 5 septembre jusqu'au 22 janvier où elle fut réduite à capituler. Les troupes brandebourgeoises qui l'occupaient au nom de leur prince ne reçurent de secours ni de la Hollande, ni de l'Allemagne, et se retirèrent après avoir épuisé leurs vivres.

La campagne suivante fut plus sérieuse. Maurice, quoique appesanti par les années, était encore trop habile et trop actif pour laisser son rival prendre l'offensive, et s'établit en quelque sorte aux portes de la Hollande. Il résolut de faire une diversion en Brabant; et, dès le mois de mai, sa cavalerie, après avoir passé le Demer et levé des contributions dans toute la contrée voisine, s'avança jusqu'aux portes de Bruxelles et de Louvain. Elle brûla quelques villages et insulta même les faubourgs de cette dernière ville; puis, opérant sa retraite sur Breda, elle s'y tint à l'abri des troupes qui s'avançaient contre elle. Quelque peu décisive que fût cette expédition, l'effet en était fâcheux, et Spinola fut contraint de se rapprocher du Brabant pour couvrir le centre du pays. Appréciant l'avantage que retirait l'ennemi de ses places avancées, il jugea nécessaire de s'en rendre maître, et, trompant Maurice par des manœuvres savantes, il vint mettre le siège devant Berg-op-Zoom. La prise de cette ville, à huit lieues d'Anvers seulement et à portée de la mer, eût été d'autant plus importante, que Bois-le-Duc étant alors entre les mains

des Belges, la forteresse de Breda aurait été comme isolée et resserrée de toutes parts. Malgré les renforts que l'ennemi se hâta d'envoyer à la garnison et qu'on ne pouvait arrêter, faute de navires sur l'Escaut, l'armée poussa avec vigueur les approches de la place et une grande sortie des assiégés échoua complètement. Mais un événement, impossible à prévoir, dérangerait tout à coup les desseins de Spinola.

On se rappelle que Mansfeldt, ce dernier défenseur de la cause du Palatin, n'avait pas cessé de combattre, promenant son armée de province en province et ne la faisant subsister qu'au moyen du pillage et des contributions. Il avait trouvé un nouvel auxiliaire dans le duc Christian de Brunswick qui avait levé un grand corps de troupes en faveur de Frédéric V; mais Tilly, que la victoire semblait ne pas vouloir abandonner, n'avait pas eu de peine à disperser ces levées nouvelles, et, pressant ensuite les deux généraux ennemis, il avait si bien réussi à les resserrer entre son armée et celle de Cordua, que leur perte semblait inévitable. Dans ce moment critique, Mansfeldt s'avisait d'un stratagème qui donna le change à son adversaire. Il feignit d'abandonner le parti de Frédéric V et de vouloir, avec les braves qui lui restaient, passer sous les drapeaux de l'empereur. Telle était sa renommée militaire, que ses offres furent accueillies avec joie et qu'on lui fit les plus brillantes promesses; mais à peine eut-il endormi la vigilance de

son ennemi, que, lui échappant par un mouvement rapide, il gagna les bords de la Meuse, du côté de Sedan, passa de là dans la vallée de la Sambre et s'achemina vers le Brabant hollandais en traversant une partie du Hainaut. Toutefois, Cordua l'avait suivi de près et, gagnant enfin quelques journées de marche sur lui, s'était placé de manière à lui barrer la route au village de Fleurus. Mansfeldt et Christian de Brunswick qui l'accompagnait ne voulurent pas refuser le combat. On en vint aux mains, et quoique l'infanterie wallonne eût fait plier les bataillons ennemis, la cavalerie de Brunswick, après sept charges consécutives, s'ouvrit un chemin et la plus grande partie de l'armée des deux chefs put gagner le territoire hollandais. Là, ils se joignirent au prince d'Orange dont les troupes se rassemblaient entre Breda et Gertruidenberg. Spinola, déconcerté par cette réunion, ne jugea pas que la prudence lui permit de continuer le siège de Berg-op-Zoom en présence de forces si redoutables. Il leva son camp le 3 octobre et se retira en si bon ordre, que les Hollandais eux-mêmes avouèrent que cette retraite n'était rien à sa gloire.

Mais l'année 1623 lui fit sentir, ainsi qu'à la gouvernante générale, combien sont précaires les ressources qu'un pays et une armée sont réduits à tirer du dehors. Les galions, si avidement attendus en Espagne, n'arrivèrent point. Le mauvais temps les avait fait rentrer dans le port, avec perte de quelques navires dont on estimait la charge à 400,000 du-

cats. Ce contre-temps mit le roi dans l'impuissance de payer l'armée, et les provinces étaient hors d'état de l'entretenir elles-mêmes.

La Flandre se plaignait d'être ruinée par les courses des ennemis et par les troupes qu'il fallait tenir sur pied tout le long des frontières et de la côte. On a vu que le Brabant n'avait pas moins à souffrir. Le reste du pays n'offrant pas plus de ressources, il y avait peu de secours à en attendre. Un impôt extraordinaire sur les biens du clergé fut accordé par le pape, mais trop tard pour que l'armée pût entrer en campagne. Il fallut donc rester dans l'inaction. Heureusement, Maurice, dont la santé déclinait chaque jour, ne tira aucun parti de ces circonstances qui lui étaient si favorables, et, l'année suivante, les finances du roi se trouvant en meilleur état, parce qu'on avait reçu à la fois le revenu de deux ans, le cabinet de Madrid fut en mesure d'envoyer des sommes considérables ; mais, par une présomption inexplicable et qui ne pouvait provenir que de l'enivrement de la prospérité, la cour voulut dicter à Spinola les opérations de cette campagne et lui enjoignit de commencer par le siège de Breda, qui servait de place d'armes à l'ennemi. Le marquis fit des représentations : l'entreprise était presque impraticable et, en supposant qu'elle réussît, elle épuiserait son armée. Philippe, au lieu de s'en rapporter à l'expérience de son général, lui répondit de sa main : « Marquis, prenez Breda. Moi, le roi. »

Spinola n'avait plus qu'à obéir et à chercher dans son génie à rendre moins graves les suites de la faute qui lui était imposée.

Par son ordre, Henri de Berg, qui semble avoir été celui de ses lieutenants qu'il estimait le plus, se porte avec un corps nombreux dans le voisinage de la Gueldre, du côté de Ravenstein et de Grave, et il y est rejoint par le comte Jean de Nassau, général au service de l'empereur, qui lui amène six mille soldats allemands. Avec ce renfort il menace de se jeter sur les villes occupées par l'ennemi et oblige le prince d'Orange à détacher une partie de ses forces pour s'opposer à ses desseins. Aussitôt Spinola, qui tenait ses troupes prêtes, investit Breda et appelle à lui Jean de Nassau, ne laissant plus qu'une poignée d'hommes au comte de Berg.

Ainsi commença ce fameux siège qui fut regardé comme un des prodiges de l'art militaire, alors que les armées n'avaient encore qu'un matériel peu considérable et que les ingénieurs ne savaient pas en tirer tout le parti possible. Le siège d'une place comme Breda, que défendait une garnison de sept mille hommes, bien pourvue d'artillerie et de munitions et commandée par Justin de Nassau, frère naturel de Maurice, demandait beaucoup de temps et des sacrifices énormes; mais ce que Spinola voulait obtenir, c'était un succès assuré, quelque lent qu'il pût être, et il fallait prendre, autour de la ville, une position telle qu'aucun secours, qu'aucune

armée ne pût en approcher et la forcer ; que Maurice lui-même, suivi de toutes les forces de la Hollande, s'arrêtât au pied des lignes de son rival et ne crût pas possible d'y pénétrer. Tel fut l'objet des premiers travaux des assiégeants. Ils se retranchèrent avec tant de soin, que leurs ouvrages furent comparés à ceux des légions de César devant Dyrrachium. Quant aux attaques contre la forteresse, elles furent conduites avec une extrême lenteur et de manière à ne pas trop fatiguer ni engager les troupes. L'événement justifia ces sages mesures. Maurice, accouru avec plus de 20,000 hommes, n'osa pas même attaquer les retranchements de Spinola, hérissés de canons et défendus par toute l'infanterie du général espagnol. La garnison, de son côté, contenue par les redoutes élevées à ses portes et par la cavalerie qui se déployait plus loin, fut contrainte, malgré son courage, de se borner à la défense de ses murailles. Il ne resta d'autre parti au prince d'Orange que de chercher à affamer le camp, comme Spinola s'efforçait d'affamer la ville. Il essaya donc d'intercepter les convois que l'armée tirait surtout de Bois-le-Duc ; mais le comte Henri de Berg, qui était venu rejoindre Spinola, fut chargé de les protéger, et il s'en acquitta avec tant d'adresse et de bonheur qu'on ne put jamais ni le surprendre ni l'arrêter. Maurice perdit courage, et, après avoir vu deux fois échouer un coup de main qu'il avait projeté contre le château d'Anvers, où il ne se trouvait, disait-on,

que 80 hommes, il retourna en Hollande, se résignant à laisser succomber, sans la secourir, une ville aussi importante et qui faisait partie de ses domaines particuliers. L'humiliation qu'il en éprouva hâta, sans doute, les progrès de sa maladie et le conduisit, l'année suivante, au tombeau.

L'armée passa l'hiver dans ses retranchements où, malgré les provisions dont elle était pourvue, elle eut beaucoup à souffrir de la rigueur de la saison ; mais ce que la désertion et les maladies lui firent perdre de soldats, fut compensé par des renforts amenés d'Allemagne ou levés dans le pays même. Au printemps, menacée de nouveau par Frédéric-Henri, frère et successeur de Maurice, elle repoussa également toutes ses attaques, et la place, réduite à l'extrémité, capitula le 2 juin 1625, après un siège de neuf mois.

Mais ce succès, malgré la joie qu'il répandit dans les provinces catholiques et la consternation qu'en éprouvèrent les ennemis, avait épuisé l'armée et le trésor et devait être suivi d'un moment de gêne et d'inaction. Cependant, une grande opération fut encore projetée en 1626. On résolut de faire creuser un canal navigable entre le Rhin et la Meuse, de manière à faciliter les communications entre la Belgique et l'Allemagne et à ramener ainsi dans nos ports une partie du commerce dont s'était emparée la Hollande. « Cette entreprise, écrivait Isabelle au roi, « augmentera le trafic de ces provinces et diminuera d'autant celui des ennemis. »

Ce n'était pas là le seul but de ce grand ouvrage : il devait intercepter les courses des partisans hollandais dans le pays de Juliers et servir de rempart à cette province dont tout annonce qu'en voulait alors conserver la possession. Le canal, long de 8 lieues, large de 70 pieds, aurait abouti, d'un côté, à Venloo, de l'autre à Rhinberg, et aurait été muni d'une ligne de redoutes. L'exécution en fut confiée à Henri de Berg, et ce vaillant officier protégea si bien les travailleurs, qu'il fit essuyer un rude échec à la cavalerie du prince d'Orange, qui avait fait un mouvement pour les inquiéter. Le canal reçut le nom de *fosse Eugénienne*, en l'honneur de l'archiduchesse (elle s'appelait Isabelle-Claire-Eugénie), et il fut achevé en 1627.

Mais le moment était venu où la politique espagnole allait sacrifier à l'orgueil et au ressentiment d'un ministre le général que la Belgique s'était accoutumée à regarder comme son défenseur. Le comte d'Olivarès, premier ministre de la monarchie, n'avait plus à ses côtés le collègue dont l'expérience et la sagesse avaient longtemps mis un frein à son esprit altier et despotique. Don Balthasar de Zuniga n'était plus, et le comte, dans les affaires les plus graves, ne suivait que ses propres inspirations. Déjà, depuis quelques années, il avait placé auprès de la gouvernante un homme fameux par l'audace de ses projets et l'habileté de ses intrigues : le comte de Bedmar, précédemment ambassadeur d'Espagne à

Venise et depuis revêtu de la pourpre par Grégoire XIII, sous le nom de cardinal de la Cueva. Sa mission, d'abord équivoque et annoncée comme temporaire, s'était prolongée, et il avait la plus grande part à l'administration des affaires publiques. Haï des Belges, sans doute à cause de sa partialité pour les Espagnols, il avait toute la confiance d'Olivarès. En fit-il usage pour ruiner le crédit de Spinola, ou n'eut-il d'autre tort que de flatter le ministre dirigeant, alors que le général, irrité du dénûment où on laissait ses troupes, osait faire entendre la voix de la vérité? Quoi qu'il en soit, Spinola fut rappelé en 1628, et le cardinal de la Cueva chargé de la conduite des affaires, en qualité de président du conseil de la gouvernante, tandis que le commandement de l'armée passait au comte Henri de Berg.

Nous ne nous étendrons point ici sur l'éloge du grand capitaine qui venait d'être enlevé à nos provinces, après les avoir si glorieusement défendues. Ambroise Spinola, entré dans la carrière des armes par amour pour la gloire, avait su conquérir l'estime même de ses ennemis. Héritier d'une fortune immense, il l'avait consacrée à la cause qu'il soutenait, engageant ses capitaux et son crédit pour le service du roi et pour l'entretien de l'armée. Pauvre et chargé de dettes, à son départ, la voix seule des envieux, après tant d'années de commandement, avait osé s'élever contre lui. Des manuscrits de l'époque accusent les généraux espagnols d'avoir souvent cherché à le per-

dre dans l'esprit du roi et semblent reprocher à Isabelle de ne l'avoir pas défendu aussi vigoureusement que l'avait fait Albert. Arrivé à Madrid, il ne tarda pas à recevoir le commandement de l'armée d'Italie, mais sans les moyens nécessaires pour soutenir sa renommée. Aussi ses dernières paroles furent-elles pour se plaindre qu'on lui eût tout ravi, même l'honneur.

Ses successeurs en Belgique avaient une tâche difficile à remplir. Les galions de l'année 1628 avaient été enlevés par l'amiral hollandais Pieter Heyn, et la pénurie du trésor laissait l'armée dans le plus grand besoin. Frédéric-Henri, croyant pouvoir profiter de cet état de choses, résolut de s'emparer de Bois-le-Duc qui était le boulevard du Limbourg et de la Gueldre méridionale, et, dès le mois de mai 1629, il en entreprit le siège. Le comte de Berg rassembla aussitôt toutes ses forces; et, pour dégager la ville par une diversion hardie, il passa la Meuse et le Rhin, et alla camper au bord de l'Yssel. Il menaçait ainsi les Provinces-Unies d'une invasion d'autant plus à craindre qu'elles avaient peu de troupes de ce côté et que leurs places n'étaient pas en état de défense. Ne rencontrant pas d'obstacle, il traverse l'Yssel, fait occuper la Veluwe par un corps de 14,000 impériaux que venait de lui amener le comte de Montecuculli, s'empare lui-même d'Amersvoort et répand la terreur en Hollande. Mais rien ne put décider Frédéric-Henri à lever le siège de Bois-le-Duc, quoique ce fût

l'avis de tout son conseil, et il déclara qu'il périrait plutôt que d'abandonner une entreprise à laquelle étaient attachés son honneur et celui de la république.

Les circonstances le servirent mieux qu'il n'aurait pu l'espérer. D'un côté, le corps de Balançon, qui devait rompre les digues de la Meuse et inonder l'armée assiégeante, fut dispersé par un détachement ennemi ; de l'autre, la garnison espagnole de Wesel se laissa surprendre le 19 août, et perdit cette forteresse qui était comme la place d'armes du comte de Berg. Celui-ci, entièrement déconcerté, battit alors en retraite sans avoir peut-être montré toute la vigueur que semblaient promettre ses anciens exploits. Le siège de Bois-le-Duc ne fut donc pas interrompu, et le gouverneur, baron de Grobbendonck, après s'y être défendu avec le plus grand courage, se vit réduit à capituler le 14 septembre.

Ce revers fut un coup de foudre pour les provinces belges : il détruisit le prestige encore attaché au nom du souverain, et les murmures du peuple contre les Espagnols éclatèrent si haut qu'Isabelle ne crut pas devoir les dissimuler à Philippe. Cette princesse, dont on n'avait pas assez écouté les conseils à Madrid, écrivait, après la perte de Bois-le-Duc, qu'elle craignait quelque grande catastrophe, tant la population était mécontente et agitée ; qu'on en voulait au cardinal de la Cueva et à la nation espagnole ; que la multitude s'emportait avec violence contre les chefs du

gouvernement, et que, si les Hollandais marchaient en avant, *le pays traiterait avec eux.*

Le roi lui répondit d'entrer en pourparlers pour obtenir une trêve. Depuis longtemps elle avait sollicité l'autorisation de traiter avec les États-Généraux qui se montraient fatigués de la guerre; mais quoique, de son côté, Philippe IV se montrât disposé à la paix, ses exigences avaient toujours rendu les négociations impossibles ou infructueuses. Maintenant il consentait à céder; mais il était trop tard.

XIII

AFFAIRES DU PAYS.

POLITIQUE DU CABINET ESPAGNOL ; NÉGOCIATIONS AVEC LA
HOLLANDE ; NOUVEAUX DÉSASTRES ; PERTE DE MAESTRICHT.

L'irritation des Belges, après la perte de Bois-le-Duc, n'était pas l'effet d'une effervescence momentanée; elle avait des causes anciennes et profondes dont les premiers symptômes dataient déjà de trois ans. La préférence accordée par le ministre aux officiers et aux seigneurs espagnols était un grief que les indigènes ne supportaient qu'avec impatience. Toutes les souffrances, toutes les fautes, tous les revers étaient imputés par le peuple à ces étrangers

qui trop souvent en effet se faisaient haïr par leur présomption, leur insolence et leur rapacité. Les états des provinces en avaient manifesté leur mécontentement dans le cours de l'année 1626. Invités, au nom du roi, à se charger de l'entretien de 12,000 hommes, sur 140,000 qu'on demandait à la monarchie tout entière, ils avaient déclaré n'y consentir qu'à la condition d'avoir seuls le maniement des deniers et l'administration de ce corps, et les motifs allégués à cette occasion avaient paru si offensants pour le cabinet de Madrid, qu'Isabelle avait cru devoir conseiller au ministre de retirer son projet.

Depuis ce temps, l'aversion pour la nation espagnole n'avait fait que s'accroître. Elle retombait même sur l'armée où les soldats des autres pays se montraient jaloux de ses privilèges. Un manuscrit du temps rapporte ce qui s'était passé en 1627 parmi les officiers qui marchaient au secours de Grol, petite place de la Gueldre, alors assiégée par Frédéric-Henri. Le conseil de guerre ayant à décider quelles troupes formeraient l'avant-garde, et le marquis de Campolatarre, qui commandait les Italiens, ayant réclamé cet honneur pour les siens dont le tour était venu, don Alonso Ladron, mestre-de-camp des Espagnols, prétendit qu'en tout temps c'était à ses compatriotes à marcher les premiers, et le soutint si opiniâtrément que cette querelle fit échouer l'entreprise et causa la perte de la ville.

Mais les prétentions des chefs étaient le moindre

des maux qui désolaient l'armée. Les lettres de la gouvernante en révèlent un autre plus sérieux. Elles peignent d'une manière frappante la pénurie où elle était réduite pour la solde des troupes et même pour leur subsistance. « Il n'y a ici, écrivait-elle au commencement de 1629, ni argent, ni poudre, ni munitions, ni train d'artillerie. Les places sont dépourvues de tout moyen de défense, et les troupes, qui n'ont pas été payées depuis quatre mois, vivent seulement de leur pain de munition : encore doit-on plus de cent mille écus au fournisseur. » La suite de cette lettre parle de petits morceaux de bois, frappés d'une empreinte, qu'on distribuait aux soldats comme gages de leurs créances. Isabelle répugnait à se plaindre sans cesse, et l'on est surpris quelquefois de la dignité et de la réserve des reproches qu'elle adresse indirectement au roi. « La caisse à cinq clefs que Votre Majesté a commandé de faire pour y déposer l'argent de l'armée et du gouvernement est une heureuse invention, lui mandait-elle en 1630, et on l'y déposera quand il y en aura. »

Des illusions de Philippe, la plus bizarre était l'espoir de séduire le prince d'Orange. On a déjà vu qu'il avait fait faire des offres à Maurice. Le cardinal de la Cueva lui conseilla de les renouveler à Frédéric-Henri. Ce diplomate, dont les intrigues avaient eu à Venise un dénouement si funeste, semblait n'être pas encore guéri de la manie des conspirations. Le monarque, prompt à s'abuser sur la possibilité d'attirer

le stathouder à son service, chargea Isabelle de traiter avec lui et de lui céder même, s'il l'exigeait, quelques-unes des villes que l'Espagne possédait encore dans la Gueldre, pour l'aider à soumettre tout ce pays. Il est inutile de dire que ce misérable projet n'eut aucun résultat.

L'année 1630 s'ouvrit donc sous de bien tristes auspices. L'ennemi était victorieux et décidé à pousser la guerre; tout manquait à l'intérieur; et, si l'exaspération du peuple se portait sur les Espagnols, ceux-ci, de leur côté, soupçonnaient le comte Henri de Berg de les avoir trahis. On lui cherchait un successeur, et Isabelle avait jeté les yeux sur le comte de Tilly qu'elle voulait détacher du duc de Bavière; mais le duc ne consentit point à se priver d'un général qui avait fait toute la force de ses armées. Alors le commandement fut donné à don Alvaro, marquis de Santa-Cruz, qui n'y avait guère d'autre titre que sa haute naissance. Après un pareil choix, les revers précédents devenaient irréparables.

L'année 1630 s'écoula sans que l'on entrât en campagne, et le prince Frédéric-Henri employa tout l'été à visiter les frontières et à inspecter les forteresses de la république. Ces précautions lui étaient imposées par les progrès du célèbre Wallenstein, qui avait manifesté des desseins alarmants pour la sécurité des Provinces-Unies; mais les démêlés de ce général avec l'empereur devaient bientôt le détourner de ses plans d'invasion. D'ailleurs, le roi de Suède,

Gustave-Adolphe, était entré sur le territoire de l'empire en juillet 1630 ; il avait pris l'île de Rugen et Stettin.

Un épisode militaire de peu d'importance est tout ce que l'on trouve, sous la date de 1630, dans les *mémoires* du prince Frédéric-Henri.

Le comte Jean de Nassau, qui tenait pour l'Espagne à cause d'un refus d'avancement qu'il avait essuyé de la part des États-Généraux et par suite de son amour pour une dame de la maison de Ligne, sortit de Rhinberg, avec huit compagnies de cavalerie et bon nombre de fantassins, pour surprendre un détachement hollandais sorti de Wesel, sous les ordres du capitaine Iselstein. Ce dernier, voyant l'ennemi posté dans la bruyère de Buningoort, de manière à lui intercepter le chemin de Wesel, n'hésita point à marcher droit au comte Jean de Nassau.

Le combat s'engagea avec furie ; mais le comte, ayant eu l'imprudence de se séparer de ses fantassins, fut vaincu et fait prisonnier après avoir reçu deux blessures. Iselstein le conduisit à Wesel, où le prince Frédéric-Henri le vit dans son inspection des forteresses et des frontières.

Dans cette même année 1630, le pays de Juliers redevint neutre, et une cruelle famine, qui désola les Provinces-Unies ainsi que la Belgique, força les États-Généraux à licencier la plus grande partie de leur armée.

Si les causes que nous venons d'énumérer avaient

en quelque sorte interrompu la guerre, la situation générale des affaires n'en paraissait pas moins s'assombrir chaque jour; car aux ennemis dont l'ambition ou le ressentiment avait jusqu'alors menacé la maison d'Autriche, venait de se joindre enfin ouvertement et avec chaleur le grand ministre qui gouvernait la France sous le nom de Louis XIII. Résolu à employer tous les moyens pour abaisser Philippe et surtout Ferdinand, il ne se contentait pas de fournir des subsides à la Suède et à la Hollande; il était facile de voir qu'il voulait s'associer lui-même aux puissances protestantes aussitôt que l'occasion lui permettrait de jeter entièrement le masque. Mais, quelle que fût l'habileté de ses agents pour déguiser leurs desseins, il y avait déjà longtemps qu'Isabelle en avait pénétré le mystère, et elle sut encore, par des mesures aussi sages que hardies, balancer la fortune de ses adversaires. En effet, tandis que Richelieu et Frédéric-Henri signaient une nouvelle alliance entre la France et les Provinces-Unies, elle formait une ligue secrète avec le cabinet anglais dont nous avons vu qu'elle avait toujours évité de se montrer l'ennemie. Rien de plus inattendu que cette paix qui semblait devenue impossible après le ressentiment que Charles I^{er} avait montré d'abord contre l'Espagne; mais ce monarque était trop irrésolu pour obéir longtemps même à sa colère et à sa haine. La prise de la Rochelle par le roi de France avait excité sa jalousie, et les troupes de la marine anglaise avaient

manqué d'énergie dans leurs tentatives pour secourir les assiégés. Il aspirait à venger son humiliation. La gouvernante avait chargé Rubens de traiter avec lui. Rubens, accueilli favorablement, reçut l'ordre de tout régler avec un autre artiste belge à qui Charles confiait le soin de débattre certains articles. C'était Gerbier, Anversois, peintre à l'aquarelle, parvenu au commandement de la cavalerie anglaise sous Buckingham. Ces deux négociateurs ne se bornèrent pas à conclure un traité d'alliance entre les deux monarchies; ils remirent sur le tapis l'ancien projet du partage des Provinces-Unies. Cet article des conventions resta secret, et, s'il en eût transpiré quelque chose, il aurait suffi, dit un historien catholique, pour renverser Charles de son trône; mais le mystère même dont on le couvrit, et qui demeura impénétrable pour les contemporains, prouve l'importance qu'y attachait le roi d'Angleterre : il ne s'agissait de rien de moins que de lui abandonner une partie des provinces rebelles, et notamment les îles de la Zélande.

Les premiers articles du traité furent signés le 5 novembre 1630; les clauses secrètes, le 21 janvier suivant. A partir de cette époque, on se disposa en Belgique à seconder vigoureusement l'attaque que Charles devait diriger contre les côtes de Hollande. Le système stratégique des campagnes précédentes, qui consistait à porter les forces royales sur la Meuse et le Rhin pour menacer les frontières orientales de la Hollande, fut remplacé par un plan d'opérations

qui se liait avec le projet d'invasion du prince anglais. L'armée se porta vers la côte et l'on équipa sur l'Escaut une nombreuse flottille composée de chaloupes de diverses grandeurs. L'intention de l'archiduchesse et de Santa-Cruz était de pénétrer en Zélande et de s'emparer des îles les plus rapprochées du Brabant. On était loin de s'attendre à une pareille tentative dans les Provinces-Unies, dont la puissance maritime protégeait suffisamment les côtes, et on n'avait aucun soupçon de la ligue conclue entre Charles et Isabelle. Cependant Frédéric-Henri avait conçu un dessein à peu près semblable à celui de la gouvernante. Il voulait faire avancer ses troupes le long du littoral, pour s'emparer ensuite du port de Dunkerque d'où les fré gates flamandes ne cessaient d'infester les mers voisines, capturant ou détruisant tout ce qui portait le pavillon de la république. En vain les États-Généraux entretenaient une escadre en croisière vis-à-vis de cette ville et d'Ostende ; l'adresse de ces redoutables corsaires égalait leur courage et ils trouvaient d'ordinaire le moyen d'échapper à la surveillance de leurs ennemis. D'ailleurs, ils commençaient à prendre plus de force. Ceux de Dunkerque avaient une véritable flotte de guerre : ceux d'Ostende, quoique moins nombreux, avaient déjà soutenu de glorieux combats, et l'amiral Pieter Heyn avait trouvé la mort dans une rencontre avec un de leurs capitaines. Il paraissait donc qu'il était temps de mettre un terme à leurs progrès, et le prince d'Orange, ayant résolu de

les forcer dans leur principale retraite, aborda, vers la fin de mai, aux environs d'Yzendyke; mais malgré tout le soin qu'il prit de dissimuler ses premiers mouvements, il trouva la côte de Flandre couverte des troupes de Santa-Cruz et se vit contraint de renoncer à son expédition.

Le général espagnol, encouragé par ce succès, fit travailler avec la plus grande activité à l'armement de sa flottille qui cependant ne put être prête qu'au mois de septembre : elle se composait d'une centaine de bâtiments légers portant de cinq à quatorze pièces de canon et montés par deux mille marins d'Anvers, de Gand et des environs. Rien ne fut épargné pour animer les équipages et les soldats. Isabelle alla visiter l'escadre et y conduisit la reine douairière de France, qui était venue chercher un asile à Bruxelles contre la toute-puissance de Richelieu. L'évêque d'Anvers bénit l'expédition et elle appareilla au bruit des cloches et de l'artillerie. Elle se dirigea vers l'est, longeant la côte du Brabant et menaçant l'île de Zuid-Beveland sans l'attaquer. Le comte Jean de Nassau, qui la commandait, avait sous ses ordres 6,000 hommes des régiments wallons, avec lesquels il comptait s'emparer des îles de Tholen et de Voorne, situées au-dessous de Berg-op-Zoom, tandis que l'armée de terre, qui suivait son mouvement, formerait le siège de cette place; mais l'inexpérience de ses marins et la promptitude avec laquelle il fut attaqué par les Hollandais firent complètement échouer son

dessein. Des péniches de Flessingue, de Rotterdam et de Dordrecht, que Frédéric-Henri avait rassemblées en grand nombre et chargées de mousquetaires, assaillirent la flottille belge dans les eaux de Slaack le 12 septembre, et, après un combat acharné, presque tous les navires qui la composaient, au nombre de trente-trois, et une foule d'embarcations tombèrent au pouvoir des ennemis. Plus de 4,000 soldats restèrent prisonniers.

Ce désastre, qui aurait dû avertir Santa-Cruz de redoubler de prudence et de circonspection, ne l'empêcha pas, dès l'année suivante, de détacher une partie de son armée contre les Suédois qui avaient envahi le Palatinat. On se rappelle que toute la partie inférieure de ce pays était demeurée aux Espagnols, tandis que les Bavares s'étaient emparés du reste. L'arrivée de Gustave-Adolphe força les garnisons catholiques à s'enfermer dans les places de guerre où il n'avait pas le temps de les attaquer en forme; mais Santa-Cruz, qui appréciait mal leur position, se hâta de faire marcher d'autres forces à leur secours. Don Lucas de Cagro, à la tête d'un corps assez considérable, se porta sur la Moselle, et de là sur le Rhin, où il assiégea la ville de Spire occupée par les Suédois. Un second détachement, conduit par Gonzalès de Cordua, le suivit de près et déjà était parvenu à Trèves, lorsqu'il reçut l'ordre de retourner sur ses pas; car Frédéric-Henri, voyant la Belgique dégarnie de troupes, venait d'y pénétrer à la tête de 20,000 hommes et

investissait à la fois Ruremonde et Venloo. Les deux places, mal défendues par une poignée de soldats, capitulèrent le 4 et le 5 juin. Le 10, les Hollandais parurent devant Maestricht; Jean de Nassau venait heureusement d'y introduire un renfort de 2,500 hommes. Le gouverneur était absent; mais il fut remplacé par le baron de Lède, gentilhomme flamand qui devait s'illustrer par une opiniâtre et glorieuse défense.

Santa-Cruz qui n'avait pu réunir que 14,000 hommes, n'essaya pas même d'inquiéter l'ennemi dont les quartiers, établis autour de la place, étaient couverts de lignes et de redoutes, et que rien n'empêcha ensuite de continuer les opérations du siège.

Cordua, revenu à la hâte, amenait 10,000 hommes; mais, quand les deux corps eurent fait leur jonction, il était trop tard pour déloger l'armée hollandaise. On tenta vainement de lui couper les vivres; elle en tirait du pays de Liège dont la neutralité lui était si favorable. La gouvernante, dans la prévision du peu de succès de cette tentative, avait déjà sollicité le secours du comte de Papenheim, commandant d'une armée catholique en Westphalie et l'un des grands généraux de son siècle. Elle ne négligea rien pour se le concilier, lui offrant l'ordre de la Toison d'or et cent mille ryksdalers, en même temps qu'elle conjurait l'empereur et son généralissime Wallenstein d'appuyer sa demande. Le comte, avide de gloire, ne refusa point cette occasion de se mesurer

avec Frédéric-Henri ; et, étant entré en Belgique avec 16,000 hommes, il vint camper à Meerssen, sur la rive droite de la Meuse, en face de Santa-Cruz posté près de Reckheim. Les deux généraux, qui comptaient 40,000 soldats sous leurs ordres, avaient tellement l'avantage sur l'armée hollandaise, que le duc de Neubourg, comme prince neutre et d'une famille alliée à celle de Frédéric-Henri, crut devoir s'interposer entre les parties belligérantes. Il proposa donc au stathouder de lever le siège, en lui promettant qu'on le laisserait opérer sa retraite sans l'inquiéter ; mais celui-ci, dont la persévérance avait eu un si heureux succès à Bois-le-Duc, résolut de pousser encore les choses à l'extrémité, et l'événement justifia sa confiance ; car Santa-Cruz, loin de seconder Pappenheim dans son attaque contre les lignes ennemies, ne permit point à ses troupes de sortir de leur camp. Il se contenta de prêter au comte trois régiments italiens qui partagèrent seuls avec les Allemands et les soldats de la garnison les dangers de cette attaque meurtrière et sans fruit. Le succès cependant, d'après l'opinion de presque tous les officiers, en eût été certain si le général espagnol avait agi de son côté, tandis que Frédéric-Henri se portait avec toutes ses réserves au secours du quartier assailli par Pappenheim ; mais sa jalousie l'avait emporté sur toute autre considération, et il ne sut pas même dissimuler la joie qu'il ressentait de l'échec éprouvé par son rival. Quatre jours après, le 22 août 1632, la ville capitula.

XIV

DÉFECTION DES COMTES DE BERG ET DE WARFUSÉE.

NÉGOCIATIONS DES PROVINCES BELGES AVEC LA HOLLANDE;
COMLOT DES CARONDELET; DERNIERS MOMENTS D'ISABELLE.

Tandis que l'impéritie et l'orgueil jaloux de Santa-Cruz donnaient un résultat si déplorable aux opérations militaires de cette campagne, la marche des affaires à l'intérieur n'était pas moins fâcheuse, et des exemples de défection offraient déjà le présage d'une crise dont l'effet pouvait être de détruire en Belgique la souveraineté des descendants de Charles-Quint.

Le mal avait pris ses premières racines dans les événements des années précédentes; on a vu qu'en 1629, le comte Henri de Berg n'avait pu réussir à délivrer Bois-le-Duc et que ses tentatives faites contre la Hollande elle-même n'avaient abouti à rien. Il n'y avait pourtant que l'opiniâtreté de Frédéric-Henri qui l'eût empêché d'atteindre son but, et ses premiers succès avaient un moment fait trembler les Provinces-Unies. Tout ce qui lui avait manqué, c'était cette sûreté de coup d'œil et cette promptitude d'action qui caractérisent les grands capitaines; il n'en fallut pas davantage pour qu'il fût accusé de trahison par les officiers espagnols et italiens placés sous ses ordres et qui ne lui pardonnaient pas d'être né dans les Pays-Bas. Plusieurs circonstances contribuaient d'ailleurs à le rendre suspect. Cousin du prince d'Orange, du côté maternel, il avait eu des sœurs restées protestantes et près desquelles il avait laissé un ministre de leur communion; en outre, il affectait de protéger les Belges contre l'insolence et la tyrannie des autres chefs de l'armée. Dans un conseil tenu le 26 novembre 1629, quelque temps après la prise de Bois-le-Duc, on avait proposé de l'accuser de trahison et il n'avait été ménagé que par la crainte qu'inspirait la disposition des esprits en sa faveur. Le 5 mars suivant, un deuxième conseil eut à peu près le même résultat. Tout en le reconnaissant coupable, on croyait nécessaire de le ménager; mais on ne put faire qu'il n'en eût aucun soupçon, et le mar-

quis de Leganez, général de la cavalerie, son ennemi personnel, intercepta une lettre où il exprimait la crainte d'être arrêté. Isabelle prévint qu'il se porterait à quelque résolution extrême et recommanda de l'apaiser. Il se tint alors dans la partie catholique de la Gueldre dont il était gouverneur, et, sans cacher son mécontentement, cessa de correspondre avec les ennemis.

Mais dans les premiers mois de 1632, le comte de Warfusée, de la maison de Renesse, depuis plusieurs années chef du conseil des finances, homme d'un caractère inquiet et sombre, qui se prétendait lésé par les ministres, se rendit secrètement à la Haye et y traita pour lui-même et pour le comte de Berg. On convint qu'ils recevraient chacun cent mille couronnes, pour engager les provinces catholiques à se soulever contre l'Espagne. Ensuite ils se retirèrent ensemble à Liège où Henri de Berg publia, le 18 juin, un exposé des motifs pour lesquels il abandonnait le service de l'archiduchesse. Cette pièce, adressée à Isabelle elle-même, était accompagnée d'une lettre aux prélats, à la noblesse et aux villes, et il y alléguait, pour justifier sa conduite, l'impossibilité de souffrir plus longtemps les outrages et le despotisme des seigneurs espagnols. Il y joignit une *déclaration pour le bien et pour la tranquillité du public*, prenant dans cette lettre le titre de *généralissime des armées du pays*, et invitant à se joindre à lui les officiers, les soldats et tous ceux qui étaient fatigués

du joug de ces orgueilleux étrangers. Mais il ne put rassembler que quelques compagnies avec lesquelles il passa en Hollande, pendant qu'en Belgique le grand conseil le déclarait traître et criminel de lèse-majesté. Toute sa popularité s'était évanouie, et cette tache, en souillant la fin de sa carrière, ternit tout l'éclat de ses années précédentes. Warfusée eut le même sort.

Cependant la prise de Venloo, de Ruremonde et de Maestricht avait grossi le nombre des mécontents. La consternation était si grande, que la citadelle de Limbourg, réputée imprenable, se rendit à un détachement hollandais après quelques coups de canon. L'irritation universelle contre les Espagnols éclatait partout avec violence et une insurrection paraissait imminente. Les États-Généraux en profitèrent pour inviter les Pays-Bas catholiques à secouer le joug de l'Espagne, promettant alliance et soutien aux insurgés et leur garantissant le libre exercice de leur culte. Cette déclaration, datée du 11 septembre, causa une sensation si profonde, que, pour prévenir des mouvements populaires, Isabelle convoqua à Bruxelles, avant le 17 du même mois, les états des provinces et fit demander au prince d'Orange, par le duc d'Aerschot, un passe-port pour les députés belges envoyés à Maestricht afin d'y ouvrir des négociations entre les deux pays. On convint de neuf articles stipulant le renouvellement immédiat de la trêve de 1609, la conclusion d'une alliance, le renvoi des troupes espagnoles et la démolition des citadelles. Trois députés

seulement avaient pris part à ces préliminaires, et quand ils revinrent avec leurs collègues, le 10 octobre, ils ne trouvèrent à Maestricht que trois commissaires des Provinces-Unies, qui n'avaient aucun pouvoir pour traiter et dont les tergiversations les rebutèrent. Ils réfléchirent à la gravité des engagements déjà pris et qui, en livrant, pour ainsi dire, la Belgique aux soldats des Provinces-Unies, auraient pour résultat de compromettre non-seulement la souveraineté du roi, mais encore l'indépendance du pays. Ils se montrèrent alors disposés à rétracter ces premières conventions, et, dès ce moment, il n'y eut plus moyen de s'entendre.

Le 4 décembre, la députation belge se rendit à la Haye, et, quelques jours plus tard, commencèrent les conférences avec les commissaires hollandais, au nombre de seize. L'archevêque de Malines, Jacques Boonen, qui portait la parole pour les provinces catholiques, débuta par déclarer que les états généraux, assemblés à Bruxelles, se considéraient encore comme sujets et vassaux du roi et n'ayant pas le droit de le dépouiller de son pouvoir suprême; qu'en conséquence, ils désiraient obtenir ou son consentement, ou son intervention dans les négociations, et, en attendant, les députés refusaient de se prononcer sur les points convenus à Maestricht. Ils partirent de la Haye le 20 décembre, emportant un projet de paix qu'ils devaient soumettre à l'assemblée des états et proposer à l'approbation du roi,

Philippe IV, quoique médiocrement rassuré sur les conséquences de ces premiers rapports entre les provinces catholiques et protestantes des Pays-Bas, dissimula d'abord ses inquiétudes et envoya Rubens à la Haye, comme agent confidentiel, muni de ses pleins pouvoirs. Ce choix, qu'Isabelle avait conseillé, souleva la plus vive opposition de la part des autres négociateurs. Ils se plaignaient qu'on leur enlevât l'honneur d'une affaire déjà conduite si loin, et le duc d'Aerschot surtout s'indignait qu'un homme d'un rang si obscur fût en quelque sorte préféré aux seigneurs du pays, dans une occasion aussi importante. L'artiste se tut et s'abstint; il espérait trop peu du traité pour regretter la part qu'on l'empêchait d'y prendre.

Les motifs allégués par le duc pour écarter Rubens furent également invoqués pour retenir à Bruxelles le conseiller des finances, Van de Wouvere, chargé quelque temps après de la même mission; et, si la gouvernante et le marquis d'Aytona, successeur de Santa-Cruz, se contentèrent alors de ces raisons, la suite donna lieu de penser qu'elles n'étaient qu'un prétexte pour écarter de la Haye des hommes dont la pénétration semblait à craindre. En effet, une partie de la haute noblesse, mue par la jalousie que lui inspiraient les Espagnols, commençait à goûter le projet d'affranchissement des provinces belges et de leur formation en république. Seulement, l'alliance ou la protection de la Hollande leur souriait peu, soit à cause de la pré-

pondérance des intérêts mercantiles dans ce pays, soit en haine du pouvoir de la maison de Nassau. Ils auraient préféré, pour leur république naissante, le patronage de la France et de l'Angleterre.

Ainsi, tandis que l'on continuait de négocier à la Haye, sans autre but que de gagner du temps, le parti qui s'était formé secrètement parmi les nobles traitait sous main avec Richelieu et avec Charles I^{er}. Peut-être même diverses factions agissaient-elles séparément et chacune dans des vues particulières.

Les mémoires du ministre français font connaître presque officiellement ce qui s'était passé entre lui et une partie des seigneurs flamands (c'est le nom qu'il leur donne). Les premiers rapports s'étaient établis à l'occasion de la retraite en Belgique de Marie de Médicis, mère du roi, et du duc d'Orléans, son frère. Isabelle n'avait pu se dispenser de les accueillir, par la raison que Philippe IV avait épousé une des filles de Marie; mais elle prévoyait que leur présence deviendrait pour elle une source de difficultés et de soucis de toute espèce. En effet, à partir de ce moment, les intrigues diplomatiques se multiplièrent autour d'elle. La ville de Bruxelles était remplie des espions de Richelieu et la cour troublée par les querelles des gentilshommes émigrés qui semblaient tourner contre eux-mêmes le dépit que leur causait la faiblesse de leur parti. Le cabinet de Madrid, qui comptait sur eux pour allumer la guerre civile en France, ne se contentait pas de les accueillir; il secon-

dait leurs desseins, et, sous prétexte de ménager la réconciliation de Louis XIII avec sa mère, il ne cherchait qu'à renverser Richelieu. Le principal agent de cette intrigue était Carondelet, doyen du chapitre de Cambrai, homme d'une grande habileté, mais ambitieux et qui voulait se venger de n'avoir pas obtenu l'évêché de Saint-Omer.

Trahissant la cause qu'il devait servir, il alla trouver Louis XIII à Amiens et lui fit connaître le désir qu'éprouvaient les grands de Flandre d'échapper à la domination espagnole, l'assurant qu'ils étaient prêts à se déclarer ouvertement s'il envoyait une armée sur la frontière du Hainaut et de l'Artois. Ils s'engageaient à livrer aux troupes françaises les places d'Avesnes, de Bouchain et du Quesnoy.

Le monarque, avant d'accepter cette proposition, exigea que les conjurés donnassent d'abord la preuve de ce qu'ils pouvaient, en faisant éclater une révolte. Ils le tentèrent; mais le secret de leurs démarches fut bientôt éventé par l'archiduchesse qui se tint sur ses gardes. Vers la fin de 1633, au moment où Richelieu pressait l'exécution du complot, le marquis d'Aytona fit entrer des troupes sûres dans la ville de Bouchain dont le frère du doyen était gouverneur. Cet officier, voyant sa trahison découverte, se fit tuer en combattant; son frère fut arrêté et enfermé dans un couvent à Bruxelles: de là, on le transféra plus tard dans la citadelle d'Anvers où il mourut prisonnier.

Mais, si la conspiration des deux Carondelet avait

échoué, la noblesse n'en restait pas moins menaçante. Les princes d'Espinoy et de Barbançon, et le duc de Bournonville, seigneurs qui tenaient le premier rang dans les provinces catholiques, avaient fait, à ce qu'il paraît, en 1632, des ouvertures au duc d'Aerschot, pour l'engager à entrer avec eux et le comte Henri de Berg dans une ligue ayant pour but de soustraire le pays au pouvoir des Espagnols. On ne sait pas bien précisément jusqu'à quel point tous ces grands se trouvaient compromis ; mais leur mécontentement n'était plus un mystère. D'Aerschot, si l'on en croit un auteur français contemporain, avait révélé à Isabelle la proposition de ses amis, sous la seule promesse que rien n'en serait divulgué et qu'ils obtiendraient leur pardon ; mais cette révélation même était un nouveau sujet d'inquiétude. En effet, dès le 21 août 1632, les mécontents s'adressèrent à Charles I^{er}, en lui demandant son appui. Le monarque ne donna qu'une réponse vague et fit prévenir le cabinet de Madrid de ce qui se passait. Vers la même époque, le comte d'Egmont annonçait à la cour de France un soulèvement prochain en Flandre. Ce n'était donc pas un simple complot qu'il aurait fallu étouffer, mais une levée de boucliers des sommités du pays, dont la haine ne pouvait être réprimée que par la force.

On ne peut douter cependant qu'il n'eût été facile à la gouvernante de punir ceux qui se montraient ainsi disposés à la trahir ; car tous les historiens affir-

ment que depuis longtemps elle connaissait leurs intentions, et l'événement prouva que les conjurés n'avaient pris aucune mesure pour résister à la force, puisque, dès les premières démonstrations faites contre eux, après la mort d'Isabelle, on les vit s'enfuir et s'exiler. Isabelle aurait donc pu s'assurer de leurs personnes et, par cet exemple, effrayer ceux qui seraient tentés de tremper dans leur complot; mais il lui répugnait de plonger dans le deuil tant de maisons illustres, de flétrir en quelque sorte la noblesse du pays dans ses chefs, enfin d'inspirer la haine en régnant par la terreur.

Malgré les craintes qu'avait données d'abord l'indignation générale contre les Espagnols, les esprits s'étaient calmés et la proclamation des États-Généraux de Hollande n'avait fait aucune impression sur les masses. La gouvernante pensa donc, et elle en avait des motifs plausibles, que le temps ramènerait au devoir des hommes dont le crime ne consistait jusque-là qu'en paroles et en projets. En outre, les négociations pendantes à la Haye lui permettaient d'attendre et elle pouvait encore espérer de parvenir à conclure un traité définitif. En conséquence, elle se prêta à de légères concessions et, de l'aveu de tous les contemporains, elle aurait obtenu des conditions avantageuses, si Richelieu n'avait fait agir tous les ressorts de sa politique pour détourner les états d'une paix qui aurait été favorable à la couronne d'Espagne. Les insinuations de l'ambassadeur de France, les

offres d'argent et de troupes qu'il renouvela, et surtout les difficultés qu'offrait la question de commerce dans les Indes, firent enfin échouer les négociations; mais elles avaient duré une année entière; pendant cette année les ennemis n'avaient rien entrepris de considérable, et les mécontents étaient restés dans l'inaction. Il paraît même qu'après les révélations du duc d'Aerschot, la plupart des chefs reçurent d'Isabelle l'assurance d'une amnistie complète et renoncèrent, pour le moment du moins, à l'exécution de leurs desseins.

Un projet que la princesse avait médité pouvait encore relever en Belgique et raffermir l'autorité du gouvernement espagnol : elle voulait que Philippe IV, au lieu de se rendre lui-même dans les Pays-Bas, comme il se l'était proposé d'abord, y envoyât du moins son frère, le cardinal-infant, dont la naissance, les dignités, l'âge et la rigueur devaient imposer à la fois à la noblesse et à l'armée. Elle offrait de rester à la tête des affaires jusqu'au moment où le jeune prince se serait mis au fait du gouvernement. « Il n'y a pas d'autre remède que la venue de l'infant, » écrivait-elle dès 1632; et le roi, vaincu par ses instances, promit d'envoyer son frère, dont les lettres patentes furent enfin expédiées le 7 septembre 1633, mais qui n'arriva point encore cette année. La lenteur que le cabinet de Madrid mettait dans l'exécution des mesures les plus urgentes paralysait les efforts qui auraient rendu au pouvoir de l'éclat et de la solidité. Cependant, cette

année 1633, qui devait être la dernière de la vie d'Isabelle, et qui s'était annoncée sous des auspices si funestes, ne vit point se renouveler les désastres de la campagne précédente. Le marquis d'Aytona ne put, il est vrai, défendre la place de Rhinberg, située au-dessus du Wesel et dans l'électorat de Cologne, mais que les Espagnols et les Hollandais avaient successivement occupée depuis le commencement de la guerre. Frédéric-Henri s'empara en trois semaines de cette ville, alors presque isolée, et dont la possession affranchissait, pour les Hollandais, la navigation du Rhin. Mais, pendant le reste de la belle saison, son armée, quoique renforcée des troupes suédoises, fut tenue en échec par celle du marquis d'Aytona, qui avait sagement évité de détacher une partie de ses forces pour favoriser le parti des mécontents, en France, comme les ministres l'avaient promis au duc d'Orléans.

L'esprit supérieur d'Isabelle s'était manifesté surtout dans les dernières années de son règne, sous le choc réitéré des épreuves et des malheurs qui l'accablaient ; et jamais peut-être elle n'avait aussi bien justifié l'éloge de Philippe II, qui se plaisait à l'appeler *le miroir et la lumière de ses yeux*. « C'était, » comme l'a dit Brantôme, une princesse de gentil » esprit, qui faisait toutes les affaires du roi, son » père, et y était fort rompue, aussi l'y nourrissait-il » fort. »

A la mort d'Albert, elle voulut se retirer dans un couvent ; mais, d'après les instances du roi, et dans

l'espoir de soulager les maux de son peuple, elle se résigna encore à gouverner les Pays-Bas. N'ayant pu entrer en religion, elle en portait l'humble livrée et en pratiquait les pieux exercices.

De même que par le passé, elle ne cessait d'exhorter ses ministres à traiter les populations avec douceur, *con blanduras*, mot qui était à la fois sur ses lèvres et dans son cœur. La grande famine qui désola les Pays-Bas ne lui fournit que trop d'occasions de montrer ses vives sympathies et sa touchante sollicitude pour les souffrances des pauvres. La mort même n'arrêta point le cours de ses bienfaits. Elle avait déjà reçu les derniers sacrements, et elle se préparait à rejoindre son noble époux, lorsqu'elle se rappela que, dans la cassette où elle déposait les requêtes qu'on lui adressait, il se trouvait plusieurs affaires à expédier. Elle se fit apporter cette cassette, voulut voir les papiers qu'elle contenait, et, pendant qu'on lui soutenait la tête et qu'on dirigeait sa main presque glacée, sa volonté, plus forte que l'agonie, domina la douleur et lui rendit pour un instant toute la lucidité de son intelligence. Elle expira ainsi le 1^{er} décembre 1633, à l'âge de soixante-sept ans trois mois et dix-neuf jours.

Telles étaient la misère publique et la pénurie du trésor, qu'on ne put lui rendre les honneurs funèbres qu'elle avait demandés; mais les regrets de son peuple et les hommages de la postérité se réunissent pour lui élever un monument plus durable; car le marbre et le

bronze cèdent à l'action du temps, et Isabelle vit toujours dans le cœur des Belges.

Les peuples ne meurent pas ; mais ils languissent, ils souffrent, ils s'effacent ; et tel fut le sort de nos pères jusqu'au jour où ils retrouvèrent leur ancienne prospérité sous le règne de Marie-Thérèse.

Mais en 1633, dans quel deuil immense la mort d'Isabelle enveloppait le pays !

Le cœur se brise, en pensant qu'il fut impossible de pourvoir aux frais des funérailles d'une princesse qui, depuis le trépas de l'archiduc, n'avait vécu que pour le bonheur des Belges.

En effet, elle avait adouci leurs infortunes, lutté en leur faveur contre la cour de Madrid, sacrifié pour leurs intérêts sa tranquillité et son repos ! Tout empirait autour d'elle ; mais supérieure aux événements, ni les épreuves, ni les sacrifices, ne la rebutaient, et son courage semblait se retremper au creuset du malheur.

ÉPILOGUE.

Le règne d'Albert et d'Isabelle n'avait été qu'un beau jour dans l'existence agitée de la Belgique; mais ce beau jour laissa dans les souvenirs une trace d'autant plus profonde que, depuis comme avant cette courte période de bonheur, elle fut constamment un théâtre de troubles et de calamités.

A la mort de l'archiduc, l'Espagne avait repris sur elle tous ses droits de souveraineté. Cependant, la présence d'Isabelle, l'ascendant de ses vertus et la sagesse de son administration cachaient encore aux Belges le joug qui avait si longtemps et si durement pesé sur eux, et qui venait de nouveau les assujettir à des maîtres étrangers.

Mais l'influence de ces deux illustres personnages, qui furent comme les bons génies de la Belgique, ne se borna pas à la durée de leur règne. Ils fermèrent les anciennes plaies de la patrie, jetèrent sur les maux non encore réparés de ses guerres le lustre de la gloire et de la bienfaisance, et leur gouvernement paternel, devenant la leçon et l'exemple de leurs successeurs, continua longtemps à exercer une heureuse influence sur la destinée des Belges.

De leur côté, instruits par l'expérience de Philippe II, les rois d'Espagne eurent soin de ne plus envoyer pour gouverner la Belgique que des hommes bienveillants et modérés. Nos aïeux prouvèrent bien alors que leurs nombreuses rébellions n'avaient été provoquées que par l'arbitraire et la violation de leurs droits. Toujours les gouvernements justes trouvèrent en eux des sujets soumis et dociles. Et cette ardente inquiétude, qui s'était souvent traduite en révoltes et en séditions, cette énergie nationale, si terrible contre les princes superbes de la maison de Bourgogne et contre les tyrans subalternes de l'Espagne, se reporta sur les arts et sur l'industrie. La guerre elle-même, bien qu'elle ne se fit plus que pour la maison d'Autriche, ne cessa d'être pour la Belgique l'occasion du plus généreux dévouement ; et les premières périodes de la guerre de trente ans durent en grande partie leur éclat à la valeur de ses guerriers et de ses généraux.

Après cette lutte mémorable, les Belges se virent

avec douleur arracher une partie de leurs provinces, et ne tirèrent de l'avènement du petit-fils de Louis XIV au trône d'Espagne d'autre avantage que celui de changer de maîtres. Il leur fallut encore acheter au prix de nouveaux sacrifices la faveur de passer sous le joug de l'Autriche; mais bientôt le règne de Marie-Thérèse sembla les dédommager de tant de patience et de dévouement.

Ce ne fut encore pour eux qu'un beau jour parmi des jours d'orage.

Joseph II leur fit cruellement expier cet instant de bonheur.

Enfin, la révolution française passa sur la Belgique comme une nouvelle tempête; associée aux souffrances de cette grande convulsion, la Belgique en partagea aussi toutes les gloires. Sur tous les champs de bataille, au pied des Pyramides, à l'ombre du Thabor et sur les eaux glacées de la Moskowa, le sang belge se mêla à grands flots au sang français; Waterloo le voit couler à son tour, mais pour une autre cause....

Les anciens trônes ébranlés se raffermirent; 1815 en fonda de nouveaux; et, réunis à de riches voisins, les Belges voient enfin refleurir, à l'ombre de la paix, le commerce, l'industrie et les arts.

Cependant, plus jaloux de leurs libertés que de leur prospérité matérielle, ils rompirent, après quinze ans de communauté, une union qu'ils regardaient comme un assujettissement et proclamèrent leur indépendance.

Ils ont, depuis, confié librement leurs destinées à un prince dont les lumières, la modération et la sagesse les ont aidés à traverser les temps difficiles, à préparer l'ère nouvelle de félicité et de progrès dont un gouvernement loyal, ami de toutes les libertés, nous fait entrevoir l'aurore.

Ce que les archiducs ne purent qu'essayer de leur temps, à cause de la politique étroitement hostile qui les enserrait, la dynastie nationale belge entreprend avec plus de confiance de l'accomplir.

Ainsi la tentative d'indépendance poursuivie par Albert et Isabelle avec une persévérance digne d'un meilleur sort, ne reçoit son véritable accomplissement que par les institutions libérales et fortes qui ont marqué l'avènement et honorent le règne de Léopold I^{er}.

FIN.